

NOUVELLE ALERTE A LA BOMBE

Pas de cotations  
à la Bourse de Paris

LIRE PAGE 43

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,50 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 2,30 dir.; Tunisie, 220 m.; Allemagne, 1,40 DM; Autriche, 14 sch.; Belgique, 20 fr.; Canada, 9,10; Côte d'Ivoire, 250 CFA; Danemark, 5 kr.; Espagne, 50 pes.; États-Unis, 40 dr.; France, 125 fr.; Grèce, 35 dr.; Italie, 700 L.; Liban, 200 p.; Luxembourg, 20 f.; Norvège, 4 kr.; Pays-Bas, 1,50 f.; Portugal, 40 esc.; Royaume-Uni, 225 CFA; Suède, 2,75 kr.; Suisse, 1,40 fr. S.; Yémen, 25 dr.

Tarif des abonnements page 14

4, RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. 4207-22 PARIS  
Tél. : 246-72-23

## LA CRISE DE L'ÉCONOMIE MONDIALE ET LES CONSÉQUENCES DU CONFLIT IRANO-IRAKIEN

### Du blé américain pour la Chine

Les grandes manœuvres céréalières se poursuivent à travers le monde. Les États-Unis, en particulier, se servent de l'exportation de blé pour contrôler la production et le contrôle des cinq grandes sociétés de négoce international. Il s'agit ainsi, aux termes de l'accord signé mercredi 23 octobre à Pékin, d'un contrat de 5 millions de tonnes de céréales par an, de 1981 à 1985. Le contrat, portant sur un cinquième de la production américaine de blé, représente, aux prix actuels, un montant annuel d'à peu près 1 milliard de dollars.

Les États-Unis, qui assurent environ 60 % des exportations mondiales de céréales, deviendront ainsi le premier fournisseur de la Chine, qui a déjà conclu des accords de ce type avec l'Argentine, l'Australie, le Canada et la France. Le contrat sino-américain est toutefois l'un des plus importants qui aient jamais été signés : les ventes céréalières des États-Unis à la Chine, très irrégulières, n'ont porté que sur 5,5 millions de tonnes entre 1973 et 1979.

Washington attendait avec impatience la signature de cet accord (qui pourra être porté sans notification à 9 millions de tonnes), dont les termes étaient établis depuis un certain temps. Alors même que le contrat ne devrait avoir qu'une valeur symbolique, l'an prochain, lorsque déjà la Chine a passé des commandes de céréales pour 2 milliards de dollars, son annonce, avant les élections présidentielles du 3 novembre, est pourtant susceptible d'améliorer les positions de M. Carter dans le Middle-East. De nombreux producteurs ne lui pardonnent pas, en effet, l'embargo partiel décerné à l'ensemble de l'Union soviétique, après l'invasion de l'Afghanistan.

Un accord officiel avec Pékin ne risque-t-il pas d'indiquer aux autres pays du monde que les États-Unis et l'U.R.S.S. sont liés par un accord du même type que celui qui vient d'être signé à Pékin. Cet accord, qui permet des livraisons annuelles de 5 millions de tonnes, n'a pas été affecté par l'embargo du blé de l'année.

Or l'Union soviétique souffre d'un nouveau déficit agricole, ce qui, pour le « Washington Post », ouvre d'ailleurs l'intérêt de l'embargo, auquel s'oppose M. Reagan. La récolte soviétique de céréales n'atteindrait cette année que 120 ou 130 millions de tonnes, soit à peu près le même volume que l'an dernier, très en dessous des 235 millions prévus par le Plan. On estime de sources américaines que Moscou cherchera à importer en 1981 quelque 30 millions de tonnes de céréales et même davantage.

L'arme céréalière face à des pays qui souffrent chroniquement d'un déficit alimentaire peut donc se révéler efficace, d'autant que les événements de Pologne ont sensibilisé les dirigeants de l'Est à la question du niveau de vie sans de pouvoir répondre aux aspirations politiques. Elle peut paraître inhumaine, dans la mesure où elle frappe les populations et non pas directement ceux qui sont responsables de leurs difficultés. En matière de stratégie, la morale n'a pas cours : globalement, alors que la situation mondiale dans le domaine des céréales est satisfaisante, plus de cinq cents millions d'êtres humains risquent de mourir de faim en cours de l'actuelle décade.

#### En Espagne

### UNE SOIXANTAINNE D'ENFANTS SONT TUÉS DANS L'EFFONDREMENT DE LEUR ÉCOLE

(Lire page 44.)

#### PÉTROLE

### Les prix se rapprochent de leurs niveaux records de 1979

Les prix du pétrole se rapprochent sur le marché libre de leurs records de 1979. Ils ont augmenté de plus de 20 % depuis le début du conflit entre l'Irak et l'Iran. Cette évolution inquiète la Venezuela, qui vient de lancer un appel pour une conférence extraordinaire de l'OPEP afin d'étudier « la situation du marché ». L'Organisation des pays exportateurs de pétrole, qui devait se réunir à quatre reprises en octobre et novembre, avait annulé ces rencontres du fait de la guerre entre deux de ses membres. La France, le pays industrialisé le plus touché par cet événement, tente de diversifier ses approvisionnements.

D'autre part, malgré les déclarations conciliantes faites mercredi 22 octobre par le premier ministre iranien, M. Ali Radjavi, sur le problème des otages, Washington demeure extrêmement prudent. Le président du Parlement, Faydollah Zahedi, a déclaré que les « deux puissances » posent de nouvelles conditions pour la libération des otages (lire page 44 l'article d'Eric Rouleau).

Le Venezuela a demandé, le 22 octobre, la convocation immédiate d'une réunion extraordinaire de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole « pour étudier la situation du marché ». Celle-ci se dégrade, en effet, lentement, du fait de la prolongation des hostilités entre l'Irak et l'Iran.

Le prix du pétrole brut a ainsi augmenté de 20 % en un mois, et continue d'augmenter à la hausse. Le baril d'Arabian Light, le pétrole léger saoudien, qui sert de réfé-

BRUNO DETHOMAS.  
(Lire la suite page 43.)

#### SIDÉRURGIE

### Les tergiversations de Bonn irritent vivement Paris

A la demande du gouvernement ouest-allemand, qui paraît de moins en moins favorable à la mise en œuvre de l'article 58 du traité de la CEEA permettant à la Commission européenne d'imposer autoritairement des quotas de production d'acier à tous les sidérurgistes du Vieux Continent, une session spéciale du conseil des ministres des Neuf consacrée à la sidérurgie est convoquée samedi 28 octobre.

Les Allemands, à cette occasion, assoupliront-ils leur position ? Utiliseront-ils au contraire leur droit de veto en dépit des déclarations faites ces dernières semaines ? Pour l'heure, les tergiversations de Bonn irritent vivement Paris.

D'autre part, le cap des sept millions de chômeurs vient d'être dépassé dans la C.E.E. (lire page 44).

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — M. Thorn, le ministre luxembourgeois des affaires étrangères, qui préside les travaux des Neuf à ce sujet pour samedi matin 28 octobre à Luxembourg, a la demande de la R.F.A. une session spéciale du conseil des ministres sur l'acier. Les Allemands ont en effet fait savoir mercredi que, contrairement aux engagements pris le 7 octobre lors de la dernière session ministérielle, ils n'étaient pas en mesure de se prononcer sur la procédure d'application de l'article 58 du traité de la CEEA.

PHILIPPE LEJANET.  
(Lire la suite page 43.)

#### AU JOUR LE JOUR

Dans la majorité, à l'Assemblée nationale, M. Giscard d'Estaing représente la majorité présidentielle. M. Chirac, la majorité de la droite parlementaire. M. Debré, la majorité de la majorité de la majorité parlementaire. C'est être et la majorité présidentielle apprécie la sile de la majorité de la majorité de la majorité parlementaire. Dans l'opposition, M. Mi-

#### Ca va barder !

terrand représente l'opposition à la division de l'opposition. M. Rocard, l'opposition au candidat de la majorité au second tour, et M. Chabanol, l'opposition à M. Rocard. Quant à M. Marchais, il représente l'opposition à la réélection de M. Giscard d'Estaing au premier tour. Et ce dernier le lui rend bien. B. NARD CHAPUIS.

### La vermine

par PHILIPPE BOUCHER

Rien ne dérangeait que la France soit sur le point de glisser de son trône. Tout le fait craindre. Rien ne permet d'affirmer que son soubassement deviendrait. Trop d'éléments conduisent à s'en inquiéter, qu'il s'agisse des faits politiques ou qu'il s'agisse des faits quotidiens, s'il convient de les distinguer.

Quant aux faits quotidiens, ce n'est pas la douleur, l'âpreté, l'infirmité, qui signale la gravité d'une maladie. C'est la frappe qui justifie l'alerte. Or, dès lors qu'il s'agit de considérer l'évolution d'une nation, que de signes d'alarme, que de signes de public ou de la presse, ou non relatés par elle, et qui dépeignent un pays plus exactement qu'il n'a pu le faire l'attention contre une synagoge, en plein Paris un soir de Sabbat. Car cet attentat aurait pu être celui de son espèce et, si on ne peut donner de son inspiration, on ne peut davantage tenir pour égaré que les habitants actuels de l'Hexagone en soient les auteurs ou même les inspirateurs. L'attentat qui s'est produit en Belgique contre un car transportant de jeunes juifs n'a pas fait dire que ce pays glissait vers le nazisme ou vers sa forme néonazisme. L'intolérance à l'égard. On pouvait déjà le craindre, pour ce qui concerne la France, avant Copernic. (Lire la suite page 13.)

### L'apartheid en Afrique du Sud : le vent du surplage

L'équipe de France de rugby s'envole dimanche 26 octobre pour une tournée, controversée, de deux semaines en Afrique du Sud. L'Organisation de l'unité africaine a notamment demandé au gouvernement français, mercredi 22 octobre, de suspendre cette tournée. Paris a fait savoir à plusieurs reprises qu'il n'existait

aucun moyen légal d'empêcher ce déplacement. En Afrique du Sud, où la venue du Quinze de France de rugby est considérée comme un événement politique de première importance, l'évolution du régime de l'apartheid (développement séparé) fait l'objet d'un débat animé, comme a pu le constater notre envoyé spécial.

#### I. — Chez les Afrikaners

Barryview. — Oranges contre bananes. C'est le match de rugby de la fête annuelle chez les planteurs afrikaners de ce petit coin de l'est du Transvaal. Le vendredi, les camions des plantations reconduisent les ouvriers agricoles noirs au Casuarine, un cantonnement voisin où vivent leurs familles. Le dimanche, les planteurs blancs partagent leurs loisirs entre d'innombrables services religieux et les piques de leurs résidences. Quelques-uns vont se promener dans le parc national Kruger, une immense réserve d'animaux sauvages le long de la frontière du Mozambique. Le samedi, c'est la fête.

Sur le terrain de l'école primaire, au fin d'après-midi, des vétérans un peu essouffés — vengent l'honneur de leurs an-

De notre envoyé spécial JEAN-CLAUDE POMONTI

fautes, des minimes qui jouent encore au-pied, et qui ont pris une mauvaise triplote. Dans la bonne humeur, la fête se poursuit la nuit autour d'un barbecue et au son de l'accordéon. Viande de bœuf et bière, fox-rot et jazz. Quelques valses musicales. Loin de Johannesburg et des grands centres industriels de l'Afrique du Sud, les occasions de se distraire sont rares. « En semaine, quand les enfants sont au pensionnat, les soirées peuvent être longues », observe Fred, un planteur d'une cinquantaine d'années. « Heureusement, il y a la télé », ajoute-t-il. En fait, il y a le grand sujet du moment : la « changement ».

(Lire la suite page 7.)

#### YOURCENAR, GAUTIER, BEAUJOUR

### L'autoportrait cette ascèse

Raconter sa vie est à la portée de n'importe qui. Le moindre notable occupe désormais sa retraite à dicter au magnétophone ses goûters d'enfant et ses dîners en ville.

Se peindre est une autre affaire. Plus question d'oser et de doser des aveux sur le « misérable tas de secrets » à quoi Malraux réduisait l'autoportrait. Au-delà des périphéries, l'autoportrait vise à exprimer, sous les formes les plus variées et les moins complaisantes, la totalité d'un être, un regard sur le monde, une aventure spirituelle. Travail d'artiste ascétique, conscient de moins refléter une individualité rare que l'effort du langage pour cerner un sujet.


A travers Saint-Augustin, Montaigne, Loyola, Rousseau, Leiris et Barthes, Michel Beaujour tente de montrer, dans « Miroirs d'encre », que ces efforts s'apparentent à ceux de la rhétorique de la Renaissance.

dans une série de nouvelles où la ressemblance compte moins que les mécanismes de l'invention romanesque. Avant de rejoindre J.-J. Gautier sous la Coupole, en janvier prochain, Marguerite Yourcenar approfondit, avec Matthieu Galey, l'autoportrait qu'elle a déjà esquissé ses archives familiales. Loin des vaines confidences, l'abbaye de Mount Desert se révèle une mystique de la conscience, mais aussi une sensuelle à qui la nature aura offert les plus purs instants de sa vie.

(Lire en pages 17 et 20 du « Monde des livres » les articles de Bertrand Poirot-Delpech et de Jacqueline Piotter.)

#### A nos abonnés

Nous remercions à ceux de nos abonnés qui ont reçu la proposition par lettre qu'ils peuvent souscrire un renouvellement anticipé jusqu'au vendredi 31 octobre.



**Poésie Journal**

**Jean Cayrol**  
poète de l'actualité

Jean Cayrol  
de l'Académie Goncourt  
Poésie-Journal III

**SEUIL**



**Le**  
**publi**

**DÉES** : L'égalité des c  
**VOQUETES** : Afrique d  
(L.-C. Pomonti) ; ense  
rise ? (J. Vincens).

**OSSIERS** : Les investi  
Professions libérales



# Le Diamant est-il un bon placement ?

- 1 - Quel est le placement actuel le plus avantageux?
- 2 - Pour 500 F par mois est-il possible d'acquérir un Diamant de grande valeur?
- 3 - Quelle somme faut-il investir?
- 4 - De quelles garanties faut-il s'entourer lorsque l'on achète un Diamant?
- 5 - Qu'est-ce qu'un certificat d'authenticité?
- 6 - Quel poids faut-il choisir?
- 7 - Un carat est plus? Moins d'un carat?
- 8 - Revendre son Diamant, est-ce facile?
- 9 - Qu'est-ce que l'Épargne-Diamant®?
- 10 - Un Diamant monté en bijou

change-t-il de valeur:

Complétez ce bon, découpez-le et retournez-le.

**Bon Gratuit**

Sans aucun engagement de ma part,  
veuillez me faire bénéficier d'une  
information discrète et gratuite sur  
l'investissement-Diamant.

Cordialement,

**UNION DE DIAMANTAIRES**  
Groupeement d'Intérêt Economique  
régi par l'Ordonnance du 23-09-1967

NOM \_\_\_\_\_  
PRÉNOM \_\_\_\_\_  
N° \_\_\_\_\_ RUE \_\_\_\_\_  
VILLE \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL \_\_\_\_\_ MO112

**17, rue St-Florentin 75008 Paris**  
(angle rue Saint-Honoré)

 **Concorde ou Madeleine**  
Accueil du lundi au vendredi de 10 h à 19 h  
et le dimanche de 10 h à 17 h

Cadres d'information : Paris, Gendres, Disseidort,  
Lyon, Dijon, Marseille, Bordeaux, Strasbourg, Tours,  
Rennes, Lille, Rouen, Toulouse, Ametmesse.

**B** IEN qu'elle ne soit, jamais symbolique, puisqu'il suffit qu'elle soit appliquée une fois pour tout ébranler en profondeur, la peine capitale est-elle si symbolique ? L'insigne est si fiante dans la justice répressive. N'est-ce pas là une raison supplémentaire d'approuver la solution ? L'abolition n'est pas une alternative, proposée par M. Alain Peyrefitte en suggérant une abolition par étapes. Si la peine de mort est abolie, les démons que l'on aura imposés seront vite oubliés. Mais le projet de loi qu'il présente, qui prévoit la suppression du Parlement ne se limite pas à instituer une période probatoire, il prévoit de créer une peine de réclusion à perpétuité.

Sous prétexte que les condamnés à perpétuité ou à vingt ans de réclusion criminelle ne sont pas jamais en totalité de leur peine, on s'imagine que la durée effective de la détention pourrait être utilement prolongée pour les récidivistes. C'est faux.

Cette idée repose sur une totale méconnaissance de la réalité pénitentiaire et des causes qui ont entraîné une érosion progressive de la peine. On peut énumérer les principales d'entre elles :

- La peine d'emprisonnement ne réprime plus qu'une minorité d'infractions, les moins coûteuses du point de vue de l'intérêt, géné-

- La corrélation, qui existe entre la durée de la peine et le condamné, ne tient pas à la gravité de son crime, mais à sa personnalité sociale ;
- La prison ne rend aucun service aux victimes des infractions qu'elle sanctionne ;
- L'administration a pratiquement renoncé à atteindre les objectifs fixés par le législateur de 1945 : amendement du condamné en vue de sa réinsertion ;

Ces quelques vérités sont connues de tous ceux qui ont un rôle à jouer au sein de l'insti-

par THIERRY

tution pénitentiaire. Dans ces conditions, la durée moyenne effective de la peine perpétuelle (dix-neuf ans) n'apparaît pas comme un minimum, mais comme le maximum de ce qui peut être toléré socialement si l'on veut éviter l'aggravation du taux de récidive et une explosion de violence à l'intérieur des lieux de détention.

C'est si vrai que les principaux adversaires d'une sanction dont la durée serait incompressible se trouvent parmi les personnes qui, à l'heure actuelle, ont le plus à gagner. C'est ainsi que celui qui, à l'heure actuelle, a le plus à gagner, c'est celui qui, à l'heure actuelle, a le plus à gagner, c'est celui qui, à l'heure actuelle, a le plus à gagner.

En fait de progrès, une lente consommation remplaçait, dans ces prisons moroules, la guillotine. C'est à quoi l'auteur du projet tendait inconsciemment car il n'a pas saisi ce que gagne une société à étendre la mort de ses œuvres judiciaires. Ce qui ne doit pas être apprécié dans la sphère de la sensibilité. Il ne s'agit pas ici de comparer des mesures de douleurs et de rechercher dans une subjectivité offensée par le crime le moyen le moins inhumain de réagir contre la violence. Mais plutôt un peu de lucidité dans nous sommes capables dans ces crises de notre vie quotidienne. Ce n'est pas vrai que la vie humaine est res-

Y LÉVY (\*)

pectée comme une valeur inestimable. Elle a son prix discernable, et variable à l'infini des inégalités que la société perpétue. Si nous risquons plus volontiers celle des autres que la nôtre, nous n'ignorons pas cependant que rien ne nous protège contre la fatalité de l'accident ou la résignation du suicide.

La mort de ceux que nous

almons, décidément irréparable, nous fait trouver l'insignifiance des recours que nous avons l'habitude d'exercer sur autrui. L'absence d'un tel recours, surtout de son exploitation, tout change, comme si la volonté de tuer avait le pouvoir d'ajouter à la souffrance et celle de punir, la souffrance du soupçon. Il paraît qu'il y a eu en nous un besoin de vengeance. Si la justice nous interdit de l'assouvir, ce n'est pas qu'elle veuille, chose impossible, nous faire accepter d'un homme supérieur, tout ce qu'elle juge inférieur. Elle nous interdit ses autorités et force d'intérêts privés illimités et centraux.

### Réparer le malheur

Le droit moderne ramène les choses à l'essentiel quand il prescrit de réparer le malheur causé par un risque probable sans se soucier de déterminer la faute

qui l'a engendré. A l'égard du crime, le plus odieux, fut-il, le même principe nous invite à témoigner à la victime une solidarité active qui fait le plus souvent défaut et à lui assurer une réparation intégrale de son préjudice. Il reste à dominer le sentiment d'effroi que nous inspire le criminel et à se montrer à son endroit d'une compréhension inimitable. Cet effort nous révèle

(\*) Avocat à la cour.

prunter la voie sommaire de la violence a la plus grande probabilité de le détourner d'y avoir recours à nouveau.

Si notre seul but est d'en empêcher le renouvellement, pourquoi serions-nous moins aptes à opposer une ferme sérénité au cataclysme humain dont il a été le vecteur qu'à nous protéger des cataclysmes naturels avec les ressources de notre intelligence ? Ce langage est accessible aux jurés

[illegible]

**Produits par un système qui punit plus durement les actes contre les biens que les actes contre la vie, ils sont la véritable cible d'un projet d'exil intérieur qui caricature les bagnes de jadis. La France vient trop tard pour s'octroyer l'abolition de la peine de mort comme une distinction de boutonnière qui faciliterait en sous-main le grignotage des libertés. Par tel**

de la prison et non pas à son aménagement.

On oublie que le bonaparte passé en respectable ; et c'est parce qu'il est respectable qu'il doit être sanctionné, la loi reconnaissant qu'il est respectable en lui, il n'y a qu'un seul châtiement qui s'applique à celui qui frappe le criminel de telle sorte qu'il renonce, volontairement, son attribution, perd son caractère, son honneur, son rang, son nom : Raskolnikov, Paradoxe, dire-à qu'on peut, mais ne peut pas. On ne peut soutenir le paradoxe du absolu, car le absolu est le préjugé de la vengeance, et traiter le criminel, selon le vœu de son ego, comme un être rationnel, c'est, au profit de son ego, avec ce jésuitisme qui se refuse à considérer les effets réels d'un acte, au profit de ce qu'une conscience humaine, humaine, veut bien admettre des atrocités, d'avancer que la grandeur infinie des adversaires de la justice, au profit de l'accusé mal d'une argumentation, est la seule qui tend à nier la responsabilité de la personne, la nécessité de la sanction et l'existence même du droit.

Il restera aux adeptes d'une justice sans responsabilité ni sanction à évoquer une fois de plus l'image révoltante des petits mains blêmes ou l'horreur lente du grand enfermement. A quoi répondront d'une voix exaltée, les farouches d'un lion en descendant les escaliers, les soufflés des victimes. A défaut de raisons, les belles âmes se jeteront des corps sanglants à la tête pour préparer l'avènement d'une société où la force, ultime refuge de leur faiblesse, fera toute équité.

Nous avons voulu ce monde humain, trop humain, où ne subsiste guère de *divin* que les yeux directs, les disciples attirés par son regard.

(1) Cl. Dennerly : *Peine incompréhensible et droit de grâce* (voir le Monde du 26 mars).

**L'image de l'exode**

Plus de trois millions d'immigrés, de compagnies, de bateaux, de divers périodiques, de la marine, de la pêche, de la culture, de la vie sociale, de la vie économique, de la vie politique, de la vie culturelle, de la vie intellectuelle, de la vie artistique, de la vie scientifique, de la vie technique, de la vie industrielle, de la vie commerciale, de la vie financière, de la vie juridique, de la vie administrative, de la vie publique, de la vie privée, de la vie familiale, de la vie sociale, de la vie communautaire, de la vie nationale, de la vie internationale, de la vie universelle.

**Le**  
**publi**

**DÉES :** L'égalité des c  
**VOQUETES :** Afrique d  
L.-C. Pomonti) ; ense  
rise ? (J. Vincens).  
**OSSIERS :** Les investi  
Professions libérales



PROCHE-ORIENT

LA GUERRE DU GOLFE ET LE PROBLÈME DES OTAGES

Sur le plan diplomatique, plusieurs démarches se poursuivent pour débloquer le conflit irano-irakien. Le Conseil de sécurité se réunit ce jeudi soir, et une nouvelle session des ministres des affaires étrangères de la Conférence islamique pourrait être aussi convoquée, quelle que soit la réponse de l'Iran aux dernières propositions de « bons offices » du secrétaire général de la Conférence, M. Habib Chatti.

Dans Bassorah frappé de paralysie

De notre envoyé spécial

Bassorah. — Le port toujours grouillant d'activité de cette ville, où rôde encore la fantôme du Sinbad le marin, est depuis un mois comme un corps soudain frappé de paralysie. Le Chât-el-Arab, voie d'eau majestueuse qui connaît naguère un incessant trafic de navires partant de Bassorah et des ports iraniens — Khorramchahr, Abadan, l'Île de Kharg — ou s'y rendent, présente aujourd'hui un aspect étonnamment contrasté. Dans la partie nord des quais de Bassorah, où les bateliers interpellent les rares passants étrangers pour les presser de faire une promenade jusqu'à Aboul-Kassab, à une vingtaine de kilomètres, règne une paix qui semble anachronique : les deux rives sont irakiennes. Au-delà, dans le secteur sud, où se font face les deux rives ennemies — en flammes — de Khorramchahr jusqu'à Fao, à l'embouchure de la voie d'eau, c'est la guerre. Jour et nuit.

Les bateliers ne vont guère au-delà d'Aboul-Kassab, moins parce que cela leur est interdit que de crainte d'être pris au milieu d'un tir d'artillerie ou d'être la cible de tirs de missiles. Mais déjà, dans cette partie, le calme est trompeur et les contrastes violents. Le gigantesque hôpital moderne a été arboré à des mètres de fortune une bonne dizaine de drapeaux blancs frappés du croissant rouge pour éviter toute méprise en cas de bombardement. Une corniche domine le Chât-el-Arab, jalonnée de guinguettes, où l'on sert le bière — et même du vin — à condition de consommer quelque nourriture. L'habitude veut que l'on s'aligne sur la table les boîtes et les bouteilles vides, et il est fréquent qu'un client en boive dix à douze à lui seul. Ces lieux ne désemplissent pas.

Tout le long, témoins de ces sapes, une trentaine de gros barges indiennes, amarrées par groupes de trois ou cinq, ont quasiment un statut d'assistés : venues embarquer des cargaisons de dattes, leurs équipages, livrés à eux-mêmes, ne bénéficient d'aucune police d'assurance et n'ont pratiquement plus de vivres. Ne pouvant regagner la terre, ils ont été pris en charge par les autorités irakiennes.

Des cargos plus importants comme le *Soflo-el-Palermo* (Gênes), le *Wanling* (Londres) et quelques autres disposent encore de vivres, mais pour combien de temps ? En cas de difficulté, toutefois, ils pourront être aidés facilement. Au-delà du *no man's land*, que ne dépasse pas notre batelier, la situation est tragique pour quelques-uns des cargos battant pavillon de vingt-quatre pays, pris littéralement entre deux feux.

L'image de l'exode

Quelques grosses unités, démontant de puissantes compagnies, sont ravitaillées de nuit et leurs équipages sont relevés périodiquement. D'autres, bénéficiant de diverses solidarités, sont évacués à la faveur de l'obscurité. Ce fut notamment le cas du navire *Mollendo*, transportant les cadets de la marine péruvienne qui devaient rendre visite à des ports iraniens et avaient épuisé leurs provisions. Mais les autres ? L'Iran a accepté que ces bâtiments soient évacués en arborant le pavillon des Nations unies. Mais l'Irak qui vient d'affirmer sa souveraineté sur l'ensemble du Chât-el-Arab, a implicitement refusé, en proposant, au cas où une autre solution n'aurait pas été trouvée, d'apporter une

encerclement Abadan empêchant désormais l'évacuation des blessés et le ravitaillement de la ville, a annoncé l'agence iranienne Pars. Il semble que l'armée de Bagdad ait choisi d'imposer un blocus d'Abadan en s'abstenant de toute tentative d'y pénétrer. Toujours selon Pars, des combats « au corps à corps » se poursuivent à Khorramchahr et des quartiers résidentiels d'Ahvaz et d'Abadan ont été endommagés par l'artillerie irakienne. Le Croissant-Rouge iranien a rendu

public un rapport sur les pertes irakiennes depuis le début du conflit. Selon ce document les villes les plus touchées sont Abadan et Khorramchahr, où, entre le 23 septembre et le 19 octobre, 552 personnes ont été tuées et 3 000 blessées. Ensuite vient la ville d'Ahvaz, où 516 personnes ont été tuées et 2 100 blessées entre le 23 septembre et le 21 octobre. A Desfoul, ville bombardée par des missiles irakiens, 215 civils ont été tués et 730 blessés. — (A.F.P.)

Le président du Parlement iranien estime que les députés pourraient poser de nouvelles conditions à la libération des Américains

De notre envoyé spécial

Téhéran. — Le problème des otages américains est loin d'être réglé, malgré les déclarations apparemment encourageantes du premier ministre iranien, M. Ali Radjaj. C'est du moins ce que l'un pourrait conclure d'un entretien que nous a accordé en fin de matinée, ce jeudi 23 octobre, l'ayatollah Rastandjani, président du Parlement.

« Les quatre conditions posées par l'Iran pour la libération des otages, nous a-t-il déclaré, ne sont pas nécessairement exhaustives. Il est probable que les députés auront des conditions supplémentaires à proposer dans le cadre de celles déjà énoncées. C'est le Parlement dans sa majorité qui aura le dernier mot dans la mesure où il décidera de voter ou de repousser les propositions des parlementaires. »

« Va-t-on exiger le retrait par les États-Unis des avions-radarés AWACS d'Arabie Saoudite, comme l'a laissé entendre récemment le premier ministre ?

« Il n'est pas exclu qu'une telle condition soit posée. Après tout, nous souhaitons obtenir réparation de tous les torts que l'Amérique nous a infligés tant en Iran qu'ailleurs. Mais, en outre, c'est à la commission ad hoc de faire une proposition et c'est au Parlement d'en décider. »

Combien de temps faudra-t-il au Parlement pour prendre une décision définitive ?

« Si la commission ad hoc soumet son rapport, ce jeudi, comme on l'espère, ne pense pas que les débats à l'Assemblée se prolongent au-delà d'une séance, celle de dimanche prochain. »

Si les États-Unis acceptent vos conditions, allez-vous relâcher immédiatement les otages ou attendrez-vous que Washington mette en œuvre les engagements pris ?

« Il y a certaines conditions que les Américains peuvent accepter sur-le-champ, par exemple débloquer nos avions dans les délais, s'engager à mettre un terme à toute ingérence dans nos affaires intérieures, renoncer à l'ingérence dans nos affaires extérieures, à nous laisser libre de choisir nos alliés, à nous laisser libre de choisir nos dirigeants. »

En cas de normalisation avec Washington, envisagez-vous la livraison d'armements et de pièces de rechange que l'Iran avait achetées et payées ?

« L'opinion et le Parlement iraniens sont à tel point hostiles à l'Amérique pour les crimes qu'elle a commis et le rôle qu'elle a joué dans l'agression irakienne qu'elle a fomentée — qu'il n'est pas exclu que nous demandions seulement le rem-

boursement des armes que nous avons achetées. »

« Quel est exactement votre objectif de guerre : chasser les Irakiens du sol iranien seulement ou renverser aussi le régime de M. Saddam Hussein ?

« Avant ce conflit armé, nous envisagions pas de renverser le régime baasiste par la force. Depuis l'agression militaire de l'Irak, qui a entraîné nos deux pays des dégâts et des pertes humaines considérables, nous considérons Saddam comme un criminel. Nous estimons que cette guerre ne peut se terminer que par sa chute et par la libération du peuple irakien de la dictature baasiste. Nous n'allons pas nous satisfaire de l'expulsion des envahisseurs. C'est au peuple irakien, bien entendu, qu'il revient d'en finir avec les despotes qui le gouvernent, et il peut compter pour cela sur notre plein soutien, sous la forme qu'il déterminera souverainement lui-même. »

ERIC ROULEAU.

EUROPE

Grande-Bretagne

APRÈS LA MISE EN VENTE DES DEUX JOURNAUX

Le propriétaire du «Times» et du «Sunday Times» regrette le manque de coopération des syndicats de l'imprimerie

De notre correspondant

Londres. — Lord Thomson, P.-D.G. canadien de Thomson British Holdings (T.B.H.) a confirmé mercredi soir 22 octobre sa décision d'abandonner la publication des journaux du groupe Times de Times, ses suppléments éducatif et littéraire et le *Sunday Times* dont T.B.H. est propriétaire (le Monde du 23 octobre). Cette décision « irrévocable », a précisé Lord Thomson, a été prise avant « grand regret », la coopération indispensable des travailleurs de l'imprimerie ne s'étant pas concrétisée et continuant à faire défaut.

Interrogé plus tard par les journalistes, Lord Thomson s'est montré plus brutal, accusant les syndicats ouvriers d'être responsables de l'éventuelle fermeture des journaux. En effet, faute de trouver un acheteur d'ici au 31 mars, le Times et le Sunday Times devront fermer. Les syndicats, selon le P.-D.G. de Thomson, n'ont pas observé les accords conclus en novembre 1979 qui avaient permis la réparation du journal après onze mois de grève. Ni les engagements sur le licenciement du personnel en surcroît, ni ceux concernant les règlements des conflits n'ont été tenus. Lord Thomson a souligné d'autre part que, faute d'un accord sur leur emploi, des nouvelles installations technologiques mises en place n'avaient pu être encore utilisées. « Nous avons dépensé une fortune mais nous avons échoué... », a-t-il ajouté.

Une « maîtresse » trop coûteuse

A cela s'ajoute, selon les directeurs du Times, un sentiment de déception créé par la grève des journalistes en août dernier et surtout par les nombreux articles de travail imprévus dans l'atelier et la salle des machines, qui, au cours de ces dernières semaines, ont abouti à une perte de plus d'un million d'exemplaires du Sunday Times.

La menace de fermeture est considérée comme très sérieuse dans les milieux professionnels. En effet, pour reprendre la formule d'un éditeur du Times, « les acheteurs essentiels sont comme les lucioles : on en trouve beaucoup quand il fait beau, mais ils sont rares quand il pleut... ».

M. Maxwell, ancien député travailliste et directeur d'un certain nombre de magazines spécialisés, a exprimé son intérêt. En revanche, le groupe Ladbroke, dont le P.-D.G. est M. Rowland, s'est d'ores et déjà décliné, de même que M. Murdoch, propriétaire australien du Sun. Sir James Goldsmith, propriétaire de l'hebdomadaire anglais News et de l'Express français, considéré comme un acheteur éventuel, reste silencieux, de même que les dirigeants d'autres groupes de presse britanniques. D'autre part, les lecteurs étrangers, américains notamment, hésiteront beaucoup à investir dans une entreprise où les relations industrielles sont jugées particulièrement mauvaises.

Vers la création

d'une société de rédacteurs ?

A la surprise et à la satisfaction des journalistes auxquels il s'était opposé au moment de la grève du mois d'août, le directeur du Times, M. Rees-Mogg, a proposé la création d'une sorte de « syndicat » analogue à une société de rédacteurs qui aurait une participation financière à la propriété de l'entreprise. « Notre salut ne doit pas dépendre de l'extérieur, nous devons nous sauver nous-mêmes », a-t-il dit, sous les applaudissements des journalistes.

Apparemment, les chaînes de T.B.H. lui pesaient : « Le legs des années Thomson est que les subventions dérivées des opérations commerciales des journaux... Je ne crois plus dans la vertu d'un système qui n'associe pas ceux qui font les journaux à leur propriété », a-t-il ajouté en se référant spécialement à la formule du Monde. Il a précisé qu'étant données les circonstances, les journalistes et les cadres ne disposeraient que d'une minorité d'actions, mais que « la formation de ce syndicat... devient maintenant la solution naturelle de la crise actuelle ».

M. Rees-Mogg juge enfin satisfaisant de séparer le Times du Sunday Times, « un mariage peu satisfaisant qui a fonctionné au détriment des deux journaux ». Il partira la semaine prochaine pour le Canada pour faire part au consortium Thomson des propositions des journalistes, estimant qu'il leur faut une organisation de journalistes et de cadres sera mieux en mesure que les représentants d'intérêts privés de négocier un accord durable avec des syndicats ouvriers.

HENRI PIERRE.

PRÉCISION. — L'appel d'intellectuels lancé à propos de la conférence de Madrid (le Monde du 23 octobre) a été également signé par MM. Alain Ravennet et Pavel Tigrid.

RECTIFICATIF. — Une erreur s'est glissée dans l'article d'André Fontaine, « Remettez-nous ça... » (le Monde du 4 octobre) : la famille de M. Helmut Schmidt est originaire de Hambourg, où il est né, et non de Prusse.


**Exécration...**  
Jacqueline Piatier / Le Monde

**Le Chef-d'œuvre.**  
Louis Pauwels / Le Figaro Magazine

**Un fabuleux festin de mots.**  
Françoise Xenakis / Le Matin

**Côté génie, c'est comme le moulinet d'une épée étincelante.**  
François Nourissier de l'Académie Goncourt / Le Point

**Un grand écrivain comme Céline, à cent coudées au-dessus des autres.**  
Jean-Marie Rouart / Le Quotidien de Paris



**JEAN-EDERN HALLIER**  
FIN DE SIÈCLE

**L'ÉVÉNEMENT DE LA RENTRÉE LITTÉRAIRE**  
ALBIN MICHEL

Le Monde

publiera demain

- IDÉES : L'égalité des chances à l'école.
- ENQUÊTES : Afrique du Sud : une pitule mal dorée (J.-C. Pomont) ; enseignement supérieur : bientôt la crise ? (J. Vincens).
- DOSSIERS : Les investissements face à la crise ; les professions libérales et l'assurance-maladie.



## EUROPE

### Belgique

## Le nouveau gouvernement Martens est assuré de la confiance

De notre correspondant

Bruxelles. — Le vingt-sixième gouvernement d'après-guerre, le troisième depuis janvier, a prêté serment au palais royal de Bruxelles le mercredi 22 octobre, et le programme gouvernemental sera exposé par le premier ministre devant le Parlement ven-

### LA COMPOSITION DU CABINET

#### MINISTRES A CONFÉRENCE NATIONALE

Premier ministre : M. Wilfried Martens (C.V.P.).

Vice-premier ministre et affaires économiques : M. Willy Claes (S.P.).

Vice-premier ministre, classes moyennes et plan, ministre adjoint à la communauté française : M. José Desmarès (P.S.C.).

Travaux publics et réformes institutionnelles (secteur néerlandais) : M. Van Chabert (C.V.P.).

Affaires étrangères : M. Charles-Ferdinand Nollet (P.S.C.).

Éducation nationale (secteur néerlandais) : M. Willy Caluwé (S.P.).

Agriculture : M. Albert Lavens (C.V.P.).

Prévoyance sociale et santé publique : M. Luc Dierckx (C.V.P.).

Intérieur et budget : M. Guy Mathot (P.S.).

Commerce extérieur : M. Robert Urban (P.S.).

Finances : M. Mark Sytkens (C.V.P.).

Emploi et Travail : M. Roger De Wulf (S.P.).

Justice et réformes institutionnelles (secteur français) : M. Philippe Mouraux (P.S.).

Coopération au développement : M. Daniel Coens (C.V.P.).

Fonction publique, politique scientifique et environnement : M. Philippe Maystadt (P.S.C.).

Pensions : M. Pierre Malin (P.S.C.).

Postes, télégraphes, téléphones : M. Freddy Willocx (S.P.).

Défense nationale : M. Frans Swaelens (C.V.P.).

Éducation nationale (secteur français) : M. Philippe Baquin (P.S.).

### EXÉCUTIFS DE COMMUNAUTÉS ET DE RÉGIONS

#### EXÉCUTIF FLAMAND

Président, ministre de la communauté flamande et ministre adjoint à l'éducation nationale (néerlandais) : M. Gaston Geens (C.V.P.).

Communauté flamande : M. Marc Galle (S.P.).

Secrétaire d'État à la communauté flamande : M. Rita De Bouter-Van Ocken (C.V.P.).

Secrétaire d'État à la communauté flamande : M. Paul Akkermans (C.V.P.).

Secrétaire d'État à la communauté flamande : M. Rita De Bouter-Van Ocken (C.V.P.).

Secrétaire d'État à la communauté flamande : M. Rita De Bouter-Van Ocken (C.V.P.).

Secrétaire d'État à la communauté flamande : M. Rita De Bouter-Van Ocken (C.V.P.).

Secrétaire d'État à la communauté flamande : M. Rita De Bouter-Van Ocken (C.V.P.).

Secrétaire d'État à la communauté flamande : M. Rita De Bouter-Van Ocken (C.V.P.).

Secrétaire d'État à la communauté flamande : M. Rita De Bouter-Van Ocken (C.V.P.).

Secrétaire d'État à la communauté flamande : M. Rita De Bouter-Van Ocken (C.V.P.).

Secrétaire d'État à la communauté flamande : M. Rita De Bouter-Van Ocken (C.V.P.).

Secrétaire d'État à la communauté flamande : M. Rita De Bouter-Van Ocken (C.V.P.).

Secrétaire d'État à la communauté flamande : M. Rita De Bouter-Van Ocken (C.V.P.).

Secrétaire d'État à la communauté flamande : M. Rita De Bouter-Van Ocken (C.V.P.).

Secrétaire d'État à la communauté flamande : M. Rita De Bouter-Van Ocken (C.V.P.).

Secrétaire d'État à la communauté flamande : M. Rita De Bouter-Van Ocken (C.V.P.).

Secrétaire d'État à la communauté flamande : M. Rita De Bouter-Van Ocken (C.V.P.).

Secrétaire d'État à la communauté flamande : M. Rita De Bouter-Van Ocken (C.V.P.).

Secrétaire d'État à la communauté flamande : M. Rita De Bouter-Van Ocken (C.V.P.).

Secrétaire d'État à la communauté flamande : M. Rita De Bouter-Van Ocken (C.V.P.).

Secrétaire d'État à la communauté flamande : M. Rita De Bouter-Van Ocken (C.V.P.).

Secrétaire d'État à la communauté flamande : M. Rita De Bouter-Van Ocken (C.V.P.).

Secrétaire d'État à la communauté flamande : M. Rita De Bouter-Van Ocken (C.V.P.).

Secrétaire d'État à la communauté flamande : M. Rita De Bouter-Van Ocken (C.V.P.).

Secrétaire d'État à la communauté flamande : M. Rita De Bouter-Van Ocken (C.V.P.).

Secrétaire d'État à la communauté flamande : M. Rita De Bouter-Van Ocken (C.V.P.).

Secrétaire d'État à la communauté flamande : M. Rita De Bouter-Van Ocken (C.V.P.).

Secrétaire d'État à la communauté flamande : M. Rita De Bouter-Van Ocken (C.V.P.).

Secrétaire d'État à la communauté flamande : M. Rita De Bouter-Van Ocken (C.V.P.).

Secrétaire d'État à la communauté flamande : M. Rita De Bouter-Van Ocken (C.V.P.).

Secrétaire d'État à la communauté flamande : M. Rita De Bouter-Van Ocken (C.V.P.).

Secrétaire d'État à la communauté flamande : M. Rita De Bouter-Van Ocken (C.V.P.).

Secrétaire d'État à la communauté flamande : M. Rita De Bouter-Van Ocken (C.V.P.).

Secrétaire d'État à la communauté flamande : M. Rita De Bouter-Van Ocken (C.V.P.).

Secrétaire d'État à la communauté flamande : M. Rita De Bouter-Van Ocken (C.V.P.).

Secrétaire d'État à la communauté flamande : M. Rita De Bouter-Van Ocken (C.V.P.).

Secrétaire d'État à la communauté flamande : M. Rita De Bouter-Van Ocken (C.V.P.).

Secrétaire d'État à la communauté flamande : M. Rita De Bouter-Van Ocken (C.V.P.).

Secrétaire d'État à la communauté flamande : M. Rita De Bouter-Van Ocken (C.V.P.).

Secrétaire d'État à la communauté flamande : M. Rita De Bouter-Van Ocken (C.V.P.).

Secrétaire d'État à la communauté flamande : M. Rita De Bouter-Van Ocken (C.V.P.).

Secrétaire d'État à la communauté flamande : M. Rita De Bouter-Van Ocken (C.V.P.).

Secrétaire d'État à la communauté flamande : M. Rita De Bouter-Van Ocken (C.V.P.).

Secrétaire d'État à la communauté flamande : M. Rita De Bouter-Van Ocken (C.V.P.).

Secrétaire d'État à la communauté flamande : M. Rita De Bouter-Van Ocken (C.V.P.).

Secrétaire d'État à la communauté flamande : M. Rita De Bouter-Van Ocken (C.V.P.).

Secrétaire d'État à la communauté flamande : M. Rita De Bouter-Van Ocken (C.V.P.).

Secrétaire d'État à la communauté flamande : M. Rita De Bouter-Van Ocken (C.V.P.).

Secrétaire d'État à la communauté flamande : M. Rita De Bouter-Van Ocken (C.V.P.).

Secrétaire d'État à la communauté flamande : M. Rita De Bouter-Van Ocken (C.V.P.).

Secrétaire d'État à la communauté flamande : M. Rita De Bouter-Van Ocken (C.V.P.).

### Italie

## M. Forlani a présenté un programme d'austérité économique

M. Arnaldo Forlani, le nouveau chef du gouvernement italien, a présenté devant la Chambre des députés, le mardi 22 octobre, le programme d'investiture de son cabinet quadripartite (composé de démocrates-chrétiens, de socialistes, de républicains et de sociaux-démocrates). Il a communiqué par ailleurs le texte de ce programme aux sénateurs. Après deux heures de débat et la réponse de M. Forlani, la Chambre votera probablement l'investiture à la fin de cette semaine, puis ce sera le tour du Sénat.

De notre correspondant

Rome. — Pariant plus d'une heure et demi, M. Forlani, en présentant son programme d'investiture, a, comme le veut la circonstance, abordé — au moins en quelques mots — toutes les questions brûlantes du moment.

En politique intérieure, la déclaration d'intention du nouveau gouvernement tourne autour d'une idée force : un appel à la « cohésion nationale ». Cette formule résume assez bien la volonté de M. Forlani de ne pas définir son cabinet comme un simple « centre gauche » réformateur, mais comme un cabinet qui soutient à droite du parti libéral — qui a déjà annoncé son abstention — et espère même certaines « convergences » possibles avec le libéralisme radical, d'où l'importance accordée dans le discours au problème de la faim dans le monde.

M. Forlani a aussi tenu la main vers les communistes, dont il souhaite une opposition plus compréhensive, annonçant qu'il ne voulait « être fugé que sur ses

notes et qu'il jugera les autres sur leurs actes ».

Sans nier la réalité de la « période sombre » que traversent les économies occidentales — et notamment l'Italie — M. Forlani s'est déclaré plutôt optimiste sur l'avenir de son pays, mais a insisté sur la nécessité de la discipline, faisant remarquer que, depuis 1975, le pays a reconstruit ses réserves de devises, que le revenu par tête a augmenté, tout en maintenant les investissements et l'emploi.

M. Forlani compte avant tout affronter l'inflation « en tenant de la main les dépenses », et « éviter une dévaluation de la lire » par une stricte discipline des dépenses. Le nouveau cabinet prend aussi à son compte certaines mesures d'austérité — sur les dépenses publiques et les dépenses des administrations — et sur les dépenses des administrations.

Enfin, pour redonner confiance aux Italiens dans leurs institutions, M. Forlani prévoit d'accroître l'efficacité de l'administration et notamment à l'OTAN. Ainsi elle acceptera l'installation sur son sol des missiles américains Cruise et Pershing, tout en maintenant une conclusion positive des négociations de désarmement entre les États-Unis et l'Union soviétique.

Ce programme n'est donc pas très différent de celui du précédent cabinet. Les communistes néanmoins sont restés prudents dans leur jugement. M. Alessandro Natta faisait remarquer aux journalistes — et ses déclarations sont reprises en première page du quotidien communiste l'Unità — que si M. Forlani avait énuméré tous les problèmes en suspens, « il était difficile de définir encore quels sont les engagements prioritaires du nouveau cabinet ».

Le P.C.I. réserve donc pour le moment son jugement.

(Interim.)

### Pologne

## Les syndicats refusent les modifications de statuts exigées par les autorités pour l'enregistrement de Solidarité

De notre envoyé spécial

à Gdansk pour un examen des résultats. S'ils sont négatifs, un appel à la grève générale a toutes les chances d'être adopté ce jour-là.

En dehors même de cette affaire d'enregistrement — capitale puisque c'est la légalisation des nouveaux syndicats qui est en cause — l'émotion est de plus en plus grande dans le pays. Lundi, le très officiel mouvement catholique Pax a été touché à son tour : quatre de ses dirigeants — MM. Jerzy Hagmajer, Zygmunt Przekajewicz, Jerzy Rutkowski et Janusz Stefanowicz — ont été éliminés du présidium à l'issue d'une réunion extraordinaire de la direction.

Cette organisation — créée après-guerre par le pouvoir pour contrebalancer l'influence de l'épiscopat, propriétaire d'un quotidien (1), d'une maison d'édition et de coopératives qui lui assurent d'importants revenus — a été jusqu'à la mort, il y a deux ans de son fondateur Bolesław Piasecki, un allié cardoulièrement zélé du parti.

Sérieusement menacés par la radicalisation des milieux catholiques, surtout depuis le voyage du pape, elle avait tenté depuis quelques mois de faire oublier son passé et de se poser en opposition légale et modérée. Les rivalités personnelles ont joué leur rôle dans le petit putsch de lundi. Mais, plus profondément, Pax est maintenant confronté à une contestation intérieure, menée par la jeune génération qui exige un engagement clair du mouvement en faveur des nouveaux syndicats. Cet allié n'est pas encore, loin de là, perdu pour le parti, mais l'ébranlement est certain.

Vendredi, l'événement est spectaculaire. L'université de Varsovie accueillera dans son grand auditorium « l'université volante » pour son premier cours de l'année. Créée en 1975 par l'opposition, « l'université volante » avait dû interrompre ses activités il y a un an à la suite de violences policières répétées, dans les appartements où se réunissaient ses étudiants. La semaine prochaine se tiendra à Varsovie un congrès extraordinaire de l'Union des journalistes qui devra déboucher sur la création d'un syndicat indépendant.

Mercredi, M. Kania a présidé à Varsovie une nouvelle réunion de l'appareil avec cette fois-ci l'ensemble des premiers secrétaires de Voivodes.

A Wrocław, trente-quatre représentants des cheminots ont entamé mardi soir la grève de la faim pour protester contre la lenteur avec laquelle seraient, selon eux, menées dans leur branche, les négociations sur les augmentations salariales.

Enfin, les possibilités de voir une crise grave éclater dans les campagnes augmentent. Des rumeurs font état depuis mercredi d'une grève des livraisons entamée par les paysans de la région de Białystok, à l'est du pays, près de la frontière soviétique. Elles n'ont pas encore été vérifiées mais semblent corroborées par les allusions alarmistes faites à des projets de ce genre par le président de Pax, M. Ryszard Rejt, dans le discours qu'il avait prononcé lundi devant

premier secrétaire se serait montré encourageant sur le problème de l'enregistrement. C'est là l'élément, ajouté à la rumeur, persistante dans les milieux officiels, sur un règlement de l'affaire, vendredi, qui laisse penser que l'enregistrement dangereux qui menace pourrait être évité.

Dans cette hypothèse optimiste, on peut imaginer que le pouvoir, après les pressions violentes de ces dix derniers jours, se contenterait de faire demander aux syndicats, vendredi, par le Cour, de préciser officiellement les références qu'ils font dans leur procès à la Constitution et aux accords de Gdansk concernant bien les trois points qui leur tiennent à cœur. Cette solution (qui est le compromis trouvé et abandonné la semaine dernière) devrait être acceptée par les syndicats, et les autorités pourraient ainsi faire état à l'intérieur et à l'extérieur d'une victoire politique.

Ce scénario implique cependant que le blocage actuel n'ait pas été créé — ou amplifié volontairement après avoir été créé par maladresse — par certains responsables qui souhaitent l'affrontement afin d'imposer ensuite une reprise en main brutale. La Pologne doit donc peser les déclarations de la semaine dernière des capitales socialistes sur la volonté affichée des autorités polonaises de ne pas céder maintenant à tout état de cause les possibilités d'intervention « civile » dont disposent les alliés de la Pologne.

BERNARD GUETTA.

(1) Słowo Powszechne. M. Stefanowicz, qui en était le rédacteur en chef, a été remplacé par son adjoint, M. Janusz Stefanowicz.

### Union soviétique

#### LA SESSION DU SOVIET SUPRÊME

## Le président du Gosplan confirme le ralentissement de la croissance économique

De notre correspondant

Le Soviet suprême poursuit à Moscou l'examen du plan et du budget. On remarque l'absence à cette session de M. Kossyguine. Le chef du gouvernement, malade, n'a eu aucune activité publique depuis le 3 août.

Moscou. — Le discours prononcé le mercredi 22 octobre par le président du Gosplan, N. S. Baïbakov, devant le Soviet suprême, a confirmé le ralentissement du rythme de la croissance économique au cours du dixième plan quinquennal. Le plan, qui n'est pas encore réalisé, et la modeste des objectifs pour le prochain quinquennat (1981-1985).

Encore doit-on se demander si les chiffres avancés officiellement correspondent à une quelconque réalité. Il ne sont en tout cas pas exempts de contradictions internes. Ainsi les investissements dans l'industrie s'élèveront à 14 milliards de roubles (1), selon l'administration du plan, alors que les investissements de l'État seul sont fixés à 182 milliards de roubles par le projet de budget.

M. Baïbakov a indiqué que cette année le revenu national augmenterait de 3,8 % pour atteindre 438 milliards de roubles ; le revenu moyen par habitant de 3 400 roubles (2) prévus par le plan. La production industrielle croîtra de 4 %, alors que l'objectif du plan était de 4,5 %. La productivité du travail progressera également moins vite que ne l'auraient souhaité les responsables.

Résumant, M. Baïbakov a été très discret sur les résultats agricoles de cette année en se contentant d'expliquer que la production agricole globale avait en moyenne augmenté de 8 % par an au cours de ce quinquennat, sur rapport aux cinq ans précédents, et a prévu une croissance encore plus faible en 1981 (7,1 %). Insuffisante sans doute pour satisfaire les besoins de la population en produits alimentaires.

Si les grandes lignes du onzième plan quinquennal sont déjà sur le papier, il n'en a rien été révélé pendant la session du Soviet suprême qui a officiellement adopté le projet de plan pour 1981. Selon ce texte, le revenu national devrait augmenter de 3,4 %, le revenu moyen par habitant de 2,9 %, la production industrielle de 4,1 % avec un léger avantage au secteur B (biens de consommation) par rapport au secteur A (industrie de base). Le projet de budget prévoit, lui, que la production industrielle de 4,1 % avec un léger avantage au secteur B (biens de consommation) par rapport au secteur A (industrie de base).

Le projet de budget prévoit, lui, que la production industrielle de 4,1 % avec un léger avantage au secteur B (biens de consommation) par rapport au secteur A (industrie de base).

Le projet de budget prévoit, lui, que la production industrielle de 4,1 % avec un léger avantage au secteur B (biens de consommation) par rapport au secteur A (industrie de base).

Le projet de budget prévoit, lui, que la production industrielle de 4,1 % avec un léger avantage au secteur B (biens de consommation) par rapport au secteur A (industrie de base).

Le projet de budget prévoit, lui, que la production industrielle de 4,1 % avec un léger avantage au secteur B (biens de consommation) par rapport au secteur A (industrie de base).

Le projet de budget prévoit, lui, que la production industrielle de 4,1 % avec un léger avantage au secteur B (biens de consommation) par rapport au secteur A (industrie de base).

Le projet de budget prévoit, lui, que la production industrielle de 4,1 % avec un léger avantage au secteur B (biens de consommation) par rapport au secteur A (industrie de base).

Le projet de budget prévoit, lui, que la production industrielle de 4,1 % avec un léger avantage au secteur B (biens de consommation) par rapport au secteur A (industrie de base).

Le projet de budget prévoit, lui, que la production industrielle de 4,1 % avec un léger avantage au secteur B (biens de consommation) par rapport au secteur A (industrie de base).

Le projet de budget prévoit, lui, que la production industrielle de 4,1 % avec un léger avantage au secteur B (biens de consommation) par rapport au secteur A (industrie de base).

NUMÉRO UN DU TAPIS D'ORIENT

## Atighetchi

TAPIS D'ORIENT

jusqu'à fin octobre, consent une remise de caisse de

# 20%

aux particuliers

Tapis anciens ou contemporains : persans, caucasiens, afghans, turcs, pakistanais, etc.

dans ses entrepôts

4, RUE DE PENTHÈVRE - 8°  
métro : Miromesnil

265.90.43 +

Garantie réelle de 3 ans.

## Sansui

HI-FI

مكرامن الأول

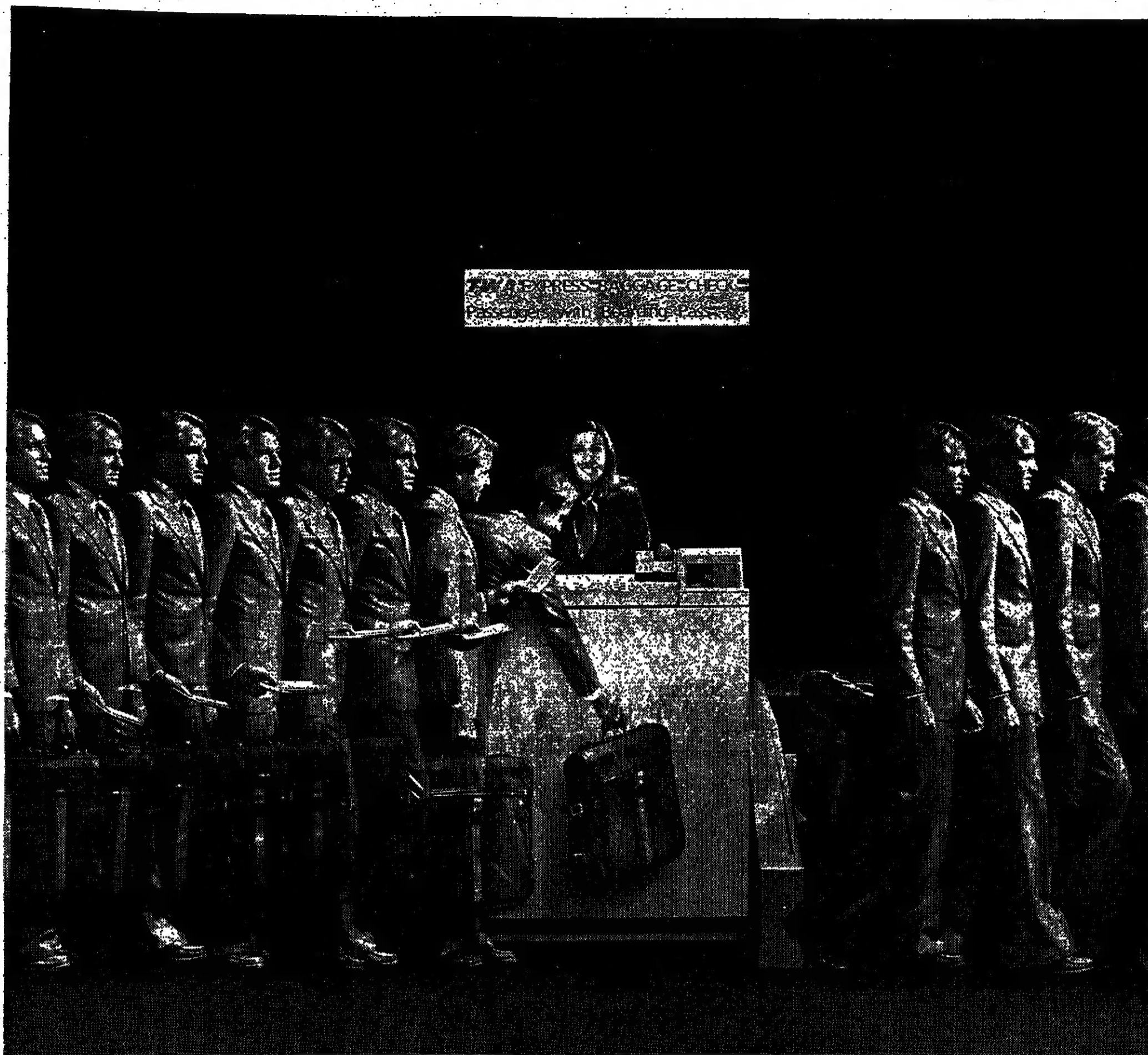
le re

Finies  
gistrem  
Ave  
délivre  
au mon  
tous les

ou al  
d'embe  
étapes de



# TWA lance Airport Express: le record de vitesse dans les aéroports.



Finies les attentes aux comptoirs d'enregistrement.

Avec Airport Express seule TWA vous délivre toutes vos cartes d'embarquement au moment de l'achat de votre billet, sur tous les vols TWA vers les USA et à l'intérieur des USA.

## Airport Express. TWA à la réservation.

Rien de plus simple: quand vous effectuez votre réservation, vous demandez Airport Express avec votre billet. Vous choisissez d'avance votre place sur chacun de ces vols. Fumeur, non fumeur, fenêtre ou allée. TWA vous transmet alors les cartes d'embarquement correspondant à toutes les étapes de votre voyage, de l'aller au retour en

passant par tous les vols intérieurs. Et vous retrouverez d'un avion à l'autre votre siège préféré.

## Airport Express TWA à l'aéroport.

C'est évidemment à l'aéroport qu'Airport Express prend tout son sens. Là encore, rien de plus simple: vous vous présentez au comptoir spécial "Express Baggage Check", reconnaissable à son fronton, vous remettez vos bagages et vous vous dirigez vers la salle d'embarquement. Sans file d'attente, facilement et rapidement.

Et cela se répètera dans tous les aéroports où vous passerez aux USA.

Airport Express TWA: imaginez le temps gagné, la fatigue évitée, le plaisir de l'avion retrouvé.

N'imaginez plus: demandez Airport Express TWA.

**Vous plaire, ça nous plaît.**

**TWA**



## AMÉRIQUES

### Etats-Unis

#### M. Reagan affirme qu'il a le soutien de M. Eugene McCarthy

De notre correspondant

Washington. — Les milieux libéraux américains ne sont pas seulement en perte de vitesse : ils étalent leurs divisions au grand jour à l'occasion de l'élection présidentielle. En septembre, le petit parti libéral, qui n'existe que dans l'Etat de New-York, avait rompu le lien de soutien aux démocrates et appuyé la candidature de M. John Anderson. « Ce fut une erreur », a déclaré jeudi 22 octobre le vice-président de cette formation, M. Edward Morison. Soutenant Anderson dans une élection aussi serrée pourrait très bien favoriser la victoire de Reagan.

Un raisonnement similaire a été fait le même jour à Washington par soixante et onze personnalités libérales, dont l'économiste John K. Galbraith et les syndicalistes Douglas Fraser et Cesar Chavez. Selon eux, le candidat indépendant est « un républicain conservateur, plus proche de Reagan que de Carter ». Il n'a aucune chance d'être élu mais risque de faire basculer la Maison Blanche à droite.

Plusieurs signataires de ce document avaient soutenu en 1972 et 1976 un autre candidat indépendant, M. Eugene McCarthy. Or celui-ci semble s'être rallié à M. Reagan. L'ancien gouverneur de Californie l'a annoncé lui-même le 21 octobre, soulignant combien un tel soutien l'aiderait à se débarrasser de son image de dangereux bellâtre.

Ancien sénateur démocrate du Minnesota, M. McCarthy avait milité contre la guerre du Vietnam dès 1966, et réussi, deux ans plus tard, à empêcher le président Johnson de briser un second mandat. Il se lança lui-même dans la course mais n'obtint pas l'investiture démocrate. Aux deux élections suivantes, il se présenta comme indépendant.

Agé de soixante-trois ans, M. McCarthy ne compte plus que l'Association des anciens de sciences politiques organisée le mercredi 22 octobre, à 20 h. 30 à l'hôtel Hilton Suffren (18, avenue de Suffren, 75015) à Paris, une « nuit américaine » à l'occasion de l'élection présidentielle américaine. Un débat sera animé par Jacqueline Grapin, du Monde, avec la participation de Richard Eder, du New York Times, Ronald Evers, du Washington Post, Henry Muller, de Time, Mort Rosenbaum, de l'International Herald Tribune, et Scott Sullivan, de Newsweek.

beaucoup dans la vie politique américaine. Il reste cependant le symbole d'un courant libéral et pacifiste qui souleva beaucoup d'enthousiasme sur les campus. Est-ce seulement une rancune tenace à l'égard du parti démocrate qui aurait poussé à rejoindre M. Reagan, lequel définissait en septembre dernier la guerre du Vietnam comme « une noble cause » ? On attend les explications — et la confirmation officielle — de M. McCarthy lui-même. — R. S.

### Canada

#### M. Trudeau est prêt à accepter la juridiction des provinces sur les ressources naturelles

Ottawa (A.F.P.). — La motion de censure présentée mercredi 22 octobre à la Chambre des communes d'Ottawa par les députés conservateurs, à propos des projets constitutionnels de M. Pierre Elliott Trudeau, a été repoussée par 158 voix contre 93. M. Trudeau a fait, d'autre part, une importante concession aux provinces de l'Ouest, riches en ressources naturelles, dans une lettre au leader du parti néo-démocrate (social-démocrate), M. Edvard Broadbent, rendue publique par ce dernier mardi 21 octobre dans la capitale fédérale.

« Je suis prêt à accepter un amendement (à la Constitution) qui confirmerait la juridiction des provinces en ce qui concerne la prospection, la mise en valeur et la gestion des ressources naturelles non renouvelables, dans le respect de l'environnement », écrit M. Trudeau. La question du contrôle des ressources naturelles des provinces, en particulier des richesses minières, joue un grand rôle dans le débat constitutionnel. M. Trudeau a demandé le « rapatriement » de la Constitution qui est, jusqu'à maintenant, une loi du Parlement de Londres, datant de 1867, l'acte de l'Amérique du Nord britannique, mais se heurte à l'opposition conjointe du Québec, qui craint pour sa souveraineté en matière linguistique, et des provinces de l'Ouest, qui veulent garder la haute main sur leurs ressources naturelles non renouvelables.

## ASIE

### Chine

APRÈS LA VISITE DE M. GISCARD D'ESTAING

#### Pékin fait état de « divergences » avec Paris à propos de l'Union soviétique

De notre correspondant

Pékin. — Un bilan de la visite en Chine de M. Giscard d'Estaing a été dressé, mercredi 22 octobre, par l'agence Chine nouvelle en des termes qui délimitent assez bien les secteurs d'accord et de désaccord apparus au cours des entretiens.

L'agence chinoise note les résultats appréciables obtenus dans le domaine des relations bilatérales, mais elle concentre plutôt son attention sur les échanges de vues concernant l'analyse de la situation internationale. Elle confirme que Français et Chinois ont exprimé des opinions analogues sur divers sujets tels que la recherche d'un nouvel ordre économique international, la nécessité du retrait des troupes étrangères d'Afghanistan et du Cambodge, l'espoir d'une solution négociée du conflit entre l'Irak et l'Iran, la situation au Proche-Orient également. Sur ce dernier point, les deux pays sont d'accord non seulement sur les droits des Palestiniens mais également sur « le droit des pays de la région d'exister sur des territoires qui leur sont propres ». Ce n'est pas la première fois que cette formule est employée à Pékin, mais on note qu'elle équivaut à une reconnaissance par la Chine du droit d'Israël à l'existence, dans ses frontières de 1967.

Avec une politesse toute chinoise, l'agence s'applique à employer le vocabulaire même du président français pour affirmer que les deux parties « sont déterminées à agir pour faire échec à l'agression et à l'expansion et à sauvegarder la stabilité et le paix dans le monde multipolaire contemporain ». La volonté d'éviter toute interprétation abusive se manifeste toutefois dans cette remarque très ferme : « Cependant, des divergences de vues subsistent entre les deux parties sur des problèmes tels que les méthodes permettant de faire face efficacement à l'agression et à l'expansion. » Les dirigeants chinois, poursuit Chine nouvelle, ont exprimé l'espoir que la France et les autres pays d'Europe occidentale s'entraident pour faire jouer leur initiative. (...) dans des affaires mondiales et de préserver la paix et la sécurité. Le président Giscard d'Estaing a affirmé qu'une Europe forte et une Chine forte seraient à promouvoir, mais qu'il n'y avait pas de rôle décisif revenant à la Chine dans un monde multipolaire.

Les conceptions que l'on a de part et d'autre de la multipolarité restent donc nettement différentes. Quant à « l'indépendance » de l'Europe, le mot n'apparaît même pas.

### Le dilemme européen

On comprend mieux à vrai dire, les réserves chinoises et l'on réfléchit à ce qu'aurait impliqué pour Pékin l'acceptation des formules proposées par M. Giscard d'Estaing. Pour la Chine, en effet, le problème fondamental est celui de la sécurité, qu'il s'agisse de la sienne propre ou de celle de l'Europe, face à « l'hégémonie » soviétique. Pour les Français, la notion d'une « indépendance » européenne dans un monde multipolaire signifie que cette sécurité ne doit pas être assurée uniquement par des moyens militaires — que seul dans ce cas, pourrait efficacement garantir un renforcement de l'alliance atlantique, voire la formation d'un « front uni » à l'échelle de la planète — mais également par des méthodes diplomatiques. Autrement dit par le maintien d'un dialogue avec le pôle « soviétique » comme avec le pôle « américain », dans l'esprit qu'il n'aurait pas été rompu le 21 octobre, de l'arrivée de M. Brejnev et Giscard d'Estaing.

Il n'était guère concevable que Pékin, dans les circonstances actuelles tout au moins, accepte, pour sa part, que l'établissement d'un dialogue avec Moscou puisse constituer une manière efficace d'assurer la sécurité du monde en général et celle de la Chine en particulier. Ce dialogue s'est abaissé en 1979 et, pendant à cette époque, les idées de M. Giscard d'Estaing auraient-elles été examinées à Pékin avec plus de compréhension. La suspension d'une des pourparlers préliminaires sino-soviétiques montre, parmi bien d'autres signes, que la diplomatie chinoise est aujourd'hui engagée dans une voie toute différente.

ALAIN JACOB.

### Laos

#### LES AUTORITÉS ONT PLACÉ LES FORCES ARMÉES EN ÉTAT D'ALERTE ET PROCÉDÉ À PLUSIEURS CENTAINES D'ARRÊTATIONS.

Bangkok (A.F.P.). — Le gouvernement laotien a placé les unités provinciales des forces armées en état d'alerte pour « répondre aux opérations de sabotage des expansionnistes de Pékin qui coopèrent avec les impérialistes et autres réactionnaires ». Radio Vientiane a précisé, le mercredi 22 octobre, que « sans les sabotages et les incursions de l'ennemi, le niveau de vie de la population laotienne se développerait rapidement ».

Un appel à la vigilance a été lancé à un moment où des informations en provenance du Laos font état de l'arrestation de plusieurs centaines de personnes soupçonnées d'avoir des sympathies pour la Chine ou, du moins, de ne pas se montrer suffisamment favorables au Vietnam. Dans les milieux diplomatiques de Bangkok, on estime qu'il s'agit plus d'une opération dirigée contre des mécontents que pour prévenir une tentative de coup d'État. Ces arrestations, font-il remarquer, ont lieu quelques jours avant le cinquantième anniversaire le 2 décembre, de l'instauration d'un régime communiste pro-vietnamien. L'année dernière, à la même époque, une série d'arrestations avaient également été opérées.

Le régime de Vientiane continue de faire face à une guérilla endémique, principalement dans le sud du pays. Radio Vientiane a accusé le 21 octobre la Chine d'avoir créé, « dans la province du Yunnan, des camps d'entraînement » de Laotiens. Le mois dernier, plusieurs groupes de résistants anti-vietnamiens ont annoncé qu'ils se regroupaient au sein d'un « Front uni national de libération du peuple Lao ».

### Corée du Sud

● LA NOUVELLE CONSTITUTION proposée par le général Chun Doo-hwan a été adoptée, mercredi 22 octobre, par référendum à une majorité de 92 % de votants. Les résultats officiels font état d'une participation de 95,5 % des électeurs inscrits.

## A TRAVERS LE MONDE

### Bangladesh

● TRENTA-QUATRE DÉTENUÉS ONT ÉTÉ TUÉS, le 20 octobre, au cours d'une bataille rangée, entre prisonniers appartenant à deux bandes rivales, dans le pénitencier de Khulna, au nord-ouest du pays.

### Espagne

● ENLEVEMENT D'UN INDUSTRIEL AU PAYS BASQUE. — M. José Garavilla-Legarra, important industriel basque, a été enlevé, mercredi 22 octobre, à Bermeo, un port de pêche situé

au nord de Bilbao, dans la province basque de Biscaye. D'autre part, l'ETA politico-militaire aurait fixé à 1 milliard de pesetas (environ 57 millions de francs) la rançon de M. Perceval, un industriel cubain installé au Pays basque, enlevé le 22 septembre, a affirmé, mercredi, le quotidien madrilène Diario 16. — (A.F.P.)

### Finlande

● PROCHAIN VOYAGE DE M. KALNINEN EN U.R.S.S. — La cinquième visite officielle du chef de l'Etat finlandais à Moscou aura lieu du 12 au 17 novembre. Il passera deux jours dans la capitale, puis se rendra en Azerbaïdjan. Les visites officielles précédentes avaient eu lieu en 1958, 1960, 1970 et 1977. — (A.F.P.)

### Hongrie

● VISITE DE M. ALAIN FOHER À BUDAPEST. — Le président du Sénat français s'est entretenu, mercredi 22 octobre avec le président de l'Assemblée nationale hongroise, M. Antal Apró. Arrivé mardi à Budapest pour une visite officielle, M. Foher se rend jeudi en province. — (A.F.P.)

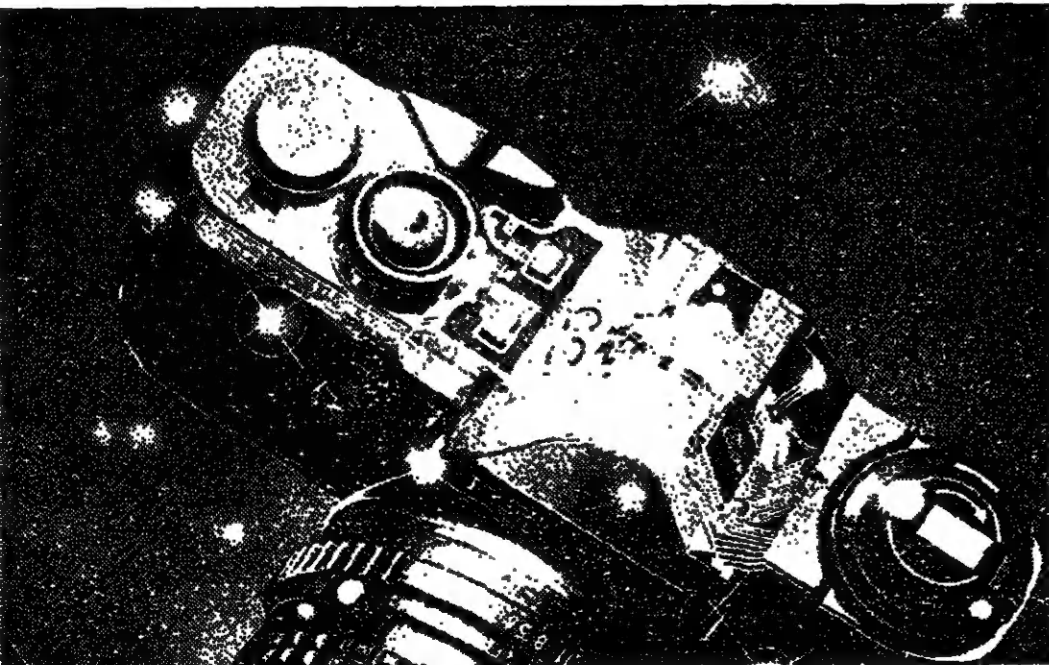
### Tchad

● PROJET DE RÈGLEMENT. — Le secrétaire d'Etat de l'Organisation de l'unité africaine, chargé de trouver une solution au conflit tchadien (le Monde du 21 octobre), a mis, ce point, mardi 21 octobre à Lomé, un projet de règlement qui prévoit l'intervention d'un cessez-le-feu, la délimitation de la frontière, la rétrocession des territoires occupés, la présence de 100 kilomètres de la capitale tchadienne ainsi que l'envoi, sur place, d'une force neutre et d'une commission d'observation.

### Tchécoslovaquie

● MORT DE M. PROKOP DRITKA. — L'ancien secrétaire personnel du président Eduard Benes est décédé jeudi 18 octobre, à Prague. M. Drita, né avec ce siècle, était juriste de formation. Avant la guerre, il fut secrétaire personnel du président de la République Eduard Benes, qu'il suivit à Londres en 1939. Il travailla à la B.E.C. pendant la guerre sous le pseudonyme de Pavel Svato. Après la libération, en tant que ministre socialiste-national de la justice (de 1945 à 1948), il prit une position très ferme vis-à-vis du ministre de l'Intérieur communiste, Václav Nosek, réclamant le départ de nombreux communistes de police communistes.

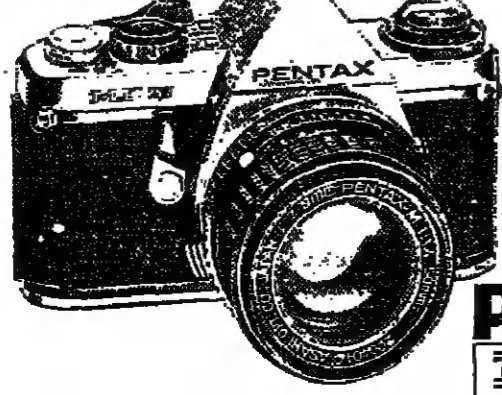
Arrêté après le coup de Prague, en février 1948, après une tentative de suicide, il resta six ans en prison avant d'être condamné pour « trahison » à douze ans de détention. Amnistié en 1960, il vivait depuis avec sa femme dans un minuscule appartement d'été à Prague. M. Drita a écrit des Mémoires qui, selon sa volonté, devraient être publiés après sa mort. Le dramaturge Václav Havel, actuellement en prison, avait récemment écrit un manuscrit à l'étranger.



# SUPER.

Le nouveau Pentax ME Super. Deux appareils en un seul. Automatique. Le ME Super est un appareil électronique entièrement automatique. Votre exposition sera parfaite, et sans votre intervention. Manuel. Le ME Super est aussi un appareil manuel électronique. Deux touches actionnent un étonnant système de recherche de vitesse

d'obturation, remplaçant ainsi l'habituel bouton de sélection manuelle. Ceci entre 4s et 1/2000s. Le nouveau Pentax ME Super est le plus léger et le plus compact des reflex 24x36 « auto-manuels » existant actuellement. Deux appareils à cerveau électronique en un seul. A la fois simple et professionnel.



**PENTAX**  
IML SUPER

Demandez la documentation à Telcs s.a. 72-76, rue Paul Vaillant-Couturier 93300 Levallois-Perret. Importateur exclusif pour la France Métropolitaine.

مكرام الله



## AFRIQUE

### AFRIQUE DU SUD : le vent du surplace

(Suite de la première page.)

« L'échec des Etats noirs africains est la conséquence de cette absence de culture », résume l'instituteur. « Pourquoi voudriez-vous que nous changions de paradigme ? », s'est exclamé récemment le Dr Treurnicht, chef de la puissante branche du Transvaal du parti nationaliste, porte-parole des Verkrampde (crispés), les Afrikaners conservateurs, et, à ce titre, « bête noire » du premier ministre, M. Botha, qui lui-même est Verligte (éclairé). Les planteurs de Hazyview font, eux, confiance aux trois Botha : Pieter, le premier ministre, Fik, le ministre des affaires étrangères, et Fannie, le ministre du travail. « Si, disons dans dix ans, il n'y a pas eu de sérieux changements, je serai très déçu », assure Wilhem, un planteur de bananes hostiles aux positions « extrémistes » du Dr Treurnicht.

#### Le sentiment d'une urgence

Un entrepreneur afrikaner — lui aussi Verligte déclaré — qui vit près de Johannesburg, résume un sentiment assez répandu parmi les descendants des Boers — près de trois millions — qui monopolisent pratiquement le pouvoir depuis 1948. « Nous sommes le dernier bastion de la civilisation face à la subversion communiste et marxiste. La Bible nous enseigne que le Noir a beau être inférieur, notre devoir est de l'aider à s'élever, car c'est un être humain. Nous remplissons notre mission, qui est difficile : je suis pour la suppression des lois raciales, car, de toute manière, le Noir veut vivre de son côté, comme l'Indien, comme le Coloured. Et comme le Blanc. »

Selon le dernier recensement, publié en septembre, la population de l'Afrique du Sud est d'environ 26 millions d'habitants, dont 4,5 millions de Blancs, 2,5 millions de Coloured (pour beaucoup des descendants de Métis) et de Malgaches installés surtout dans la province méridionale du Cap) et moins d'un million d'Indiens. Mais ces chiffres n'englobent pas la population des trois bantoustans (Transvaal, Bophuthatswana et Venda) sur neuf qui ont accédé à l'indépendance. Deux pourcentages méritent cependant d'être retenus : le taux de croissance démographique chez les Noirs est évalué à 31 % pour les dix dernières années, contre 18 % pour les Blancs.

Ces chiffres, surtout depuis la révolution, en 1976, le sentiment d'une urgence commence à se développer. Il est avivé par les troubles, parfois sanglants, qui ont affecté ces derniers mois les écoles noires du Natal et les communautés de métis du Cap, ainsi que par les attentats perpétrés en juin contre les installations pétro-chimiques de Sasol. Les Blancs voient avec inquiétude des syndicats noirs s'organiser — et prendre conscience de leurs moyens de pression — alors que la direction du mouvement politique noir paraît avoir été désorganisée par la répression policière. Les officiels, eux aussi, parlent volontiers d'« état d'urgence » contre le « dernier bastion de la civilisation ».

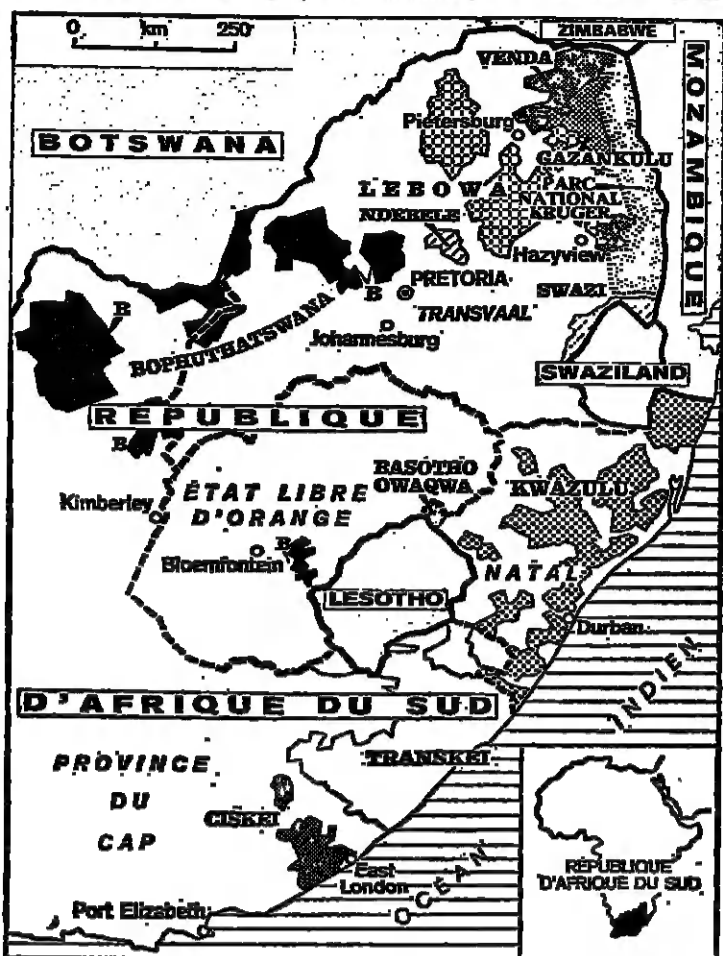
Mais l'argument de la « survie », abondamment invoqué, n'a pas contribué jusqu'ici à renforcer les partisans de l'immobilisme, dont le docteur Treurnicht semble l'avocat exemplaire. L'idée de Verwoerd, auteur de l'apartheid — le développement séparé des races — selon laquelle les bantoustans noirs, qui occupent la 1/3 de la superficie sud-africaine, formeraient des entités à part, non seulement politiques mais économiques, a été abandonnée pour des raisons pratiques. Depuis qu'il a pris, il y a dix-huit mois, la succession de M. Vorster, le premier ministre, M. Botha, a lancé plusieurs ballons d'essai. D'un côté, les manifestations des « non-Blancs » ont été sévèrement réprimées. De l'autre, le secteur le plus conservateur de la communauté des Afrikaners a été invité à s'adapter, par avance, aux « changements » annoncés à plusieurs reprises.

Ce réalisme a peut-être été encouragé par le boom économique que connaît la République depuis l'an dernier. Après une longue récession — la plus grave depuis la seconde guerre mondiale —, le taux d'expansion a atteint 7 % pendant les sept premiers mois de l'année. Parallèlement, le prix de l'or — dont l'Afrique du Sud est le premier producteur mondial — a fait des bonds prodigieux sur le marché international. A Johannesburg, la confiance est revenue dans des milieux d'affaires qui ont trouvé, en M. Botha, un interlocuteur plus sensible à leurs intérêts que ses prédécesseurs.

La relance de la croissance n'a pas encore sensiblement réduit les énormes écarts de revenus d'une économie qui demeure essentiellement dualiste, avec un secteur agro-industriel très moderne et des poches de sous-développement, les bantoustans. Les derniers chiffres du revenu annuel par tête chez les Blancs s'élèvent à 5 940 dollars, contre 580 dollars pour les non-Blancs. Encore cette différence de dix pour un ne tient-elle pas compte du fort écart, chez les Noirs, entre le revenu de ceux qui sont intégrés dans le secteur moderne et celui des habitants des bantoustans, lequel avoisine 100 dollars.

La révolution de 1976 avait correspondu au plus fort de la récession. Elle n'avait sûrement pas contribué à encourager des investissements étrangers alors très réticents. L'Afrique du Sud perdait, chaque mois, des dizaines de cadres, de médecins, d'ingénieurs blancs tentés par des régions plus stables. Aujourd'hui, l'optimisme

Wilhem développe le raisonnement qui est celui de beaucoup de ses amis : « L'ouverture d'un marché intérieur noir ? Bien entendu, nous y sommes favorables. Cela nous permettrait de mieux écouler nos bananes et nos oranges. De même, nous approuvons l'effort fourni par le gouvernement pour créer des unités in-



La République Sud-Africaine s'étend sur plus de 1,2 million de km<sup>2</sup> et sa population serait de 26 millions d'habitants, dont 4,5 millions de Blancs. Elle est divisée en quatre provinces (Transvaal, Etat libre d'Orange, Natal et Cap). Les Bantoustans (réserves noires) sont au nombre de neuf. Trois d'entre eux ont déjà accédé à l'indépendance (Transvaal, Venda et Bophuthatswana) et un quatrième (Ciskei) est sur le point de recevoir le statut. Les autres sont le Gazankulu, le Lebowa, le Swazi, le Basotho-Qwaqwa et le KwaZulu.

étant de nouveau de mise, un mouvement en sens inverse s'est amorcé. Pour des raisons diplomatiques, le gouvernement a encouragé un certain degré d'intégration raciale dans le domaine des sports. On parle maintenant de beaucoup d'intégration économique, à l'échelon local, avec l'espoir que la consolidation d'une bourgeoisie noire contribuera à faire tampon entre la masse désarmée et le régime blanc. Mais, crainte à méconnaître les « petits Blancs » — chauffeurs de taxi, petits employés, techniciens, — qui se sentent les plus vulnérables.

Pour être éloignés des grands centres urbains, les quelques centaines de planteurs afrikaners de Hazyview n'en ont pas moins senti que quelque chose s'y tramait. Pour autant, leur environnement et leur mentalité ne s'y prêtent guère. « A l'époque de la révolution noire de Soweto, nous raconte l'un d'entre eux, le seul incident local a été l'apparition de trois membres charnés de manifestants au Gazankulu : ils ont été se servir dans l'échoppe noire du coin. L'épicier a exigé d'être payé. Le ton a monté. Un manifestant a levé la main sur le chef local. Ici, c'est une chose qu'il ne faut pas faire. Les chefs sont très respectés chez les Noirs. La population s'est déchaînée. Elle a brulé les trois véhicules et tué deux manifestants. Les autres se sont enfuis. »

#### Les Américains sont jaloux

Organisée autour de ses plantations, cette région subitropique donne l'impression de vivre à son propre rythme. Avant l'indépendance du paludisme, entre les deux guerres, elle était très peu peuplée. Les planteurs afrikaners qui ont atteint aujourd'hui la cinquantaine sont ceux de la première génération. Ils vivent un peu en vase clos ne « montant » à Johannesburg qu'à l'occasion d'achats et à Pretoria, que pour assister à un congrès de fermiers. Beaucoup de communautés rurales afrikaners sont ainsi repliées sur elles-mêmes. Les petites villes du Transvaal leur offrent toutes les facilités, y compris de magnifiques pensionnats pour leurs enfants.

Il leur est difficile de comprendre comment et pourquoi, dans un futur proche, leur style de vie paisible et bien confortable pourrait être affecté par un changement. Leur bonne conscience de ruraux austères et travailleurs, nourrie du mythe de la conquête des pionniers, contribuerait plutôt à les convaincre de la mauvaise foi d'une planète manipulée par Satan. « La presse occidentale est négative », « les Américains sont jaloux de notre réussite », « les libéraux traquent pour l'étranger », tels sont les sentiments souvent exprimés. Ils sont confirmés par la pratique très répandue du voyage organisé, dans leur vision, dans leurs préjugés sur un monde extérieur vu par les yeux de touristes peu avertis.

industrielles et former des enseignants au Gazankulu. » Et sur un ton plus ironique : « Les Occidentaux doivent continuer de maintenir une certaine pression sur nous. Sinon, nous ne ferons rien. Mais, méfiez-vous des Afrikaners : quand la pression devient trop forte, vous risquez, avec eux, un retour de flamme. »

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Prochain article :

UNE PHULE  
MAL DORÉE

LE MONDE

met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières

Vous y trouverez peut-être

LES BUREAUX

que vous recherchez

# Prenez un vol Air Lanka jusqu'à Singapour



...et savourez, en route, une escale au Paradis.

Laissez-nous vous faire découvrir une manière plus relax pour aller à Singapour. Prenez l'un de nos vols, de Paris à Sri Lanka, tous les mardis ou les samedis après-midi. Profitez d'une escale d'été dans notre Ile de Paradis. Puis poursuivez votre voyage, avec nous, tous les mercredis, vendredis ou dimanches, jusqu'à Singapour. Durant le vol, vous serez choyé dans le style chaleureux et privilégié que vous pouvez attendre de la compagnie aérienne d'un pays considéré par les voyageurs de tous temps, comme un Paradis. AIR LANKA. Un avant-goût du Paradis.

Pour toute réservation et tout renseignement complémentaire, veuillez appeler Air Lanka, 9, rue du 6-Septembre, 75002 Paris. Tél. : 287-43-44.

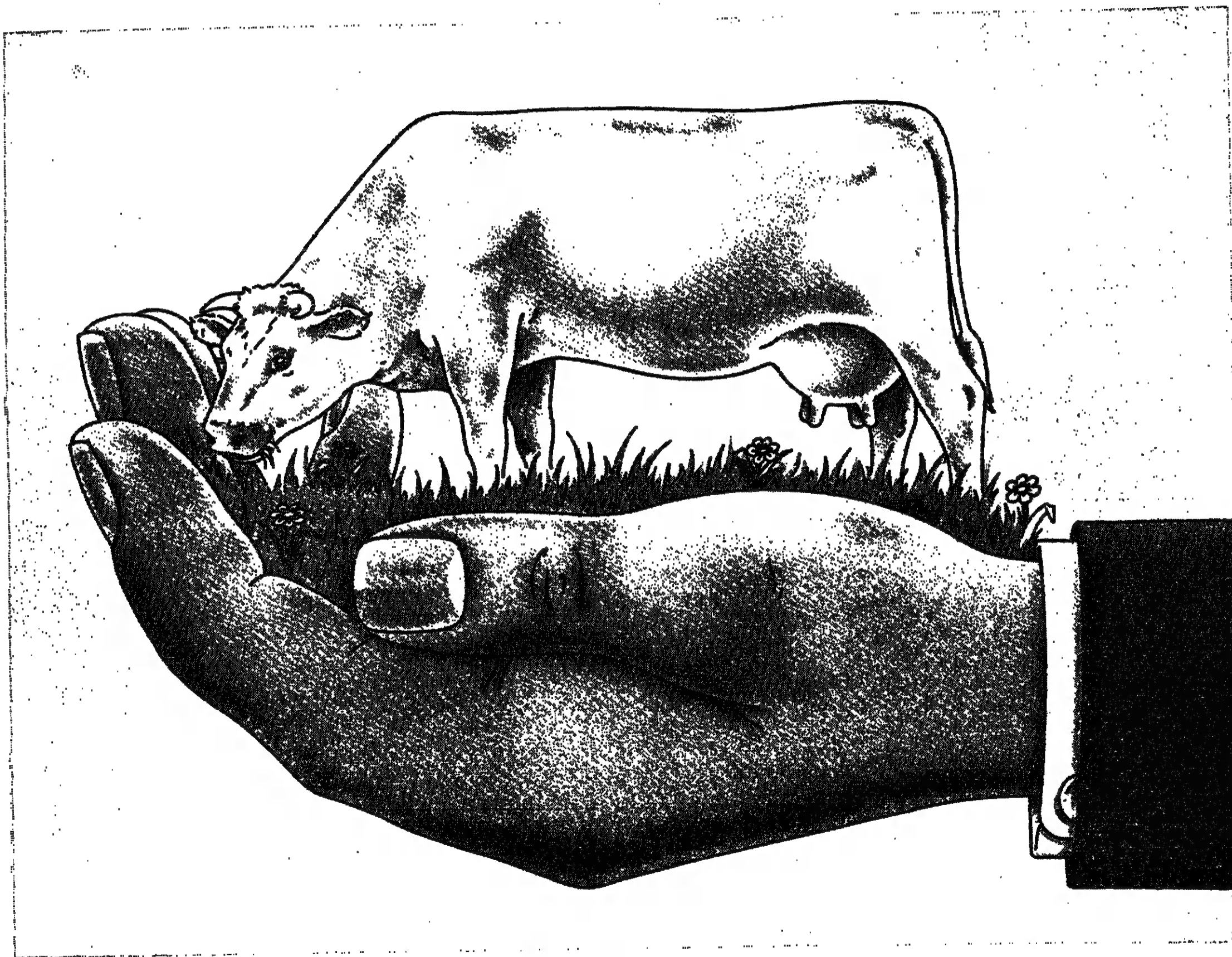
salon de amateurs  
individuelle

18-26 OCTOBRE 10-19H

nocturnes: mardi 21 - vendredi 24 - samedi 25



# L'AVENIR DU LAIT EST ENTRE DE BONNES MAINS.



**Si la production laitière est une grande industrie aujourd'hui, le mérite en revient sans conteste aux producteurs de lait... et aux coopératives !**

**Des faits:**  
Les coopératives ont créé très tôt un centre de recherches et une école laitière. Les coopératives ont investi parmi les premières dans des matériels et techniques de contrôle de qualité et de transformation du lait. Les coopératives laitières ont défendu et diversifié les produits de transformation du lait, fait des révolutions comme celle du traitement U.H.T. et celle des laits en granules solubles, amélioré les techniques de production du lait pasteurisé: elles ont trouvé de nouveaux marchés en France et à l'étranger, où elles représentent plus de la

moitié des exportations.

**Les coopératives laitières, c'est-à-dire 300 000 producteurs égaux selon la loi qui régit la coopération : un homme : une voix !**

Ces hommes, simples éleveurs, qui se sont donnés volontairement et solidairement les moyens les plus modernes de fournir des produits de qualité, sont les meilleurs garants de l'avenir du lait en France. Ils ont fait de leur mouvement une puissance économique nationale et un terrain de progrès, comme les unions de coopératives puissantes: G.A.M.A. Nova, Sodima, Union Laitière Normande, France Lait, les Coopératives de l'Ouest....

Par la simple force de la solidarité et de la fierté humaine.



***France Lait : une marque, des produits de qualité sur les marchés mondiaux.***

Avec 450 millions de litres de lait, au service de 35.000 familles paysannes, à travers ses 50 coopératives du Nord-Est, de l'Est, de Bourgogne, du Massif Central et de la région Rhône-Alpes, France-Lait constitue un régulateur et un facteur d'équilibre de la production laitière française.

En développant, le premier en Europe, la technique des laits instantanés et en granulé solubles, en particulier sous sa marque Régilait, France-Lait s'est hissée au rang des plus grandes sociétés alimentaires; elle est devenue la première entreprise française de fabrication de lait de conserve destiné à l'alimentation humaine, sous toutes ses formes: lait évaporé, lait condensé, lait instantané, lait en poudre, lait stérilisé, lait UHT.

porc, lait en poudre, lait condensé, lait instantané.

Dès sa création, France-Lait a su investir dans une politique de marque très active et très efficace tant en métropole qu'à l'exportation. C'est ainsi qu'en 1979, France-Lait a exporté en produits de marque, les mieux valorisés, l'équivalent de près de 200 millions de litres de lait.

Par ailleurs, France-Lait a su exporter sa technologie en créant, dans plusieurs pays, des usines de reconstitution de lait.

*Les marques: Régilait, France-Lait, Quick-Lait, sont aujourd'hui connues et réputées dans le monde entier.*

**FRANCE-LAIT**

## COOPÉRATIVES LAITIÈRES

---

### LE PARI GAGNE DES HOMMES DE BONNE VOLONTÉ

Le contre-feu a

17. Les villes de  
de l'armée  
selon u  
prostatisme  
depuis  
lusas de  
FUNESC  
Kaunda

... encore j'ai  
... corps  
... de Lusak  
... De  
... pas commu  
... publications e  
... laquelle arr  
... officiels de

### Une situat

[illegible]

... le théa-  
 ... banditière  
 ... laquelle le  
 ... de lui  
 ... renforcé  
 ... entier  
 ... Aora ou  
 ... en bien.  
 ... son

## Centrale

[illegible]

EDU

RO

Café-bar. Boissons. Nourriture. Ici nous passons un temps libre.

A Paris, 92-98, bd

72, bd du Mal Jofine - Metz



## AFRIQUE

armand colin

### Zambie

#### Un couvre-feu a été décrété à Lusaka

Un couvre-feu a été décrété, jeudi 23 octobre, à Lusaka et dans plusieurs autres villes de Zambie, à la suite d'un engagement entre une unité de l'armée régulière et un groupe d'inconnus fortement armés, selon un communiqué de la présidence. D'autre part, les protestations contre la détention au secret par les autorités zambiennes, depuis le 17 octobre, de M. François Cros, correspondant à Lusaka de l'A.F.P., se multiplient. M. M'bow, directeur général de l'UNESCO, est intervenu mercredi 22 octobre auprès du président Kaunda pour obtenir la libération du journaliste.

On ignorait encore jeudi en fin de matinée le résultat de la demande d'« habeas corpus » introduite l'avant-veille auprès de la cour d'appel de Lusaka par un avocat M. Randall (« le Monde » du 23 octobre). De son côté, le gouvernement zambien n'avait toujours pas communiqué le motif de la détention de M. Cros, dont nous publions ci-dessous la dernière dépêche avant son arrestation, laquelle avait suscité un vif mécontentement dans les milieux officiels de Lusaka.

#### Une situation explosive

Lusaka (A.F.P.). — La Zambie connaît actuellement une série de grèves sauvages de diverses catégories de travailleurs qui trouvent le coût de la vie intolérablement élevé et qui ont cessé le travail sans attendre le mot d'ordre de grève générale de la confédération des syndicats zambiens. M. Frederick Chiluba, président de cette confédération, avait en effet annoncé fin septembre que le pays devait se préparer à une grève générale avant la fin de l'année, le gouvernement et le parti unique n'ayant pas répondu aux demandes des travailleurs. Le ministre du travail, M. Joshua Lumumba, s'était empressé de rétorquer par une mise en garde aux faiseurs de troubles, sur lesquels « les autorités hésiteraient pas à faire tirer ».

Le pays est également le théâtre d'une vague de banditisme sans précédent, contre laquelle les forces de l'ordre essaient de lutter par des contrôles renforcés et le bouclage de quartiers entiers pendant des journées, alors que les approvisionnements en biens de consommation courante sont

déjà défectueux et obligent les zambiens à de longues queues pour se procurer savon, huile, lait, etc., la perspective d'une grave famine se dessine.

La Zambie n'a récolté cette année que quatre millions de sacs de maïs, aliment de base, au lieu des huit millions nécessaires. Ce déficit céréalier devra être comblé par des importations en provenance de l'Afrique du Sud pour la troisième année consécutive. Ainsi, les ressources en devises provenant de la vente du cuivre et du cobalt devront être, une fois de plus, employées à payer ce que la Zambie devrait produire elle-même, alors que sa facture pétrolière est déjà fort élevée.

Le président Kaunda a annoncé un plan décennal d'un montant de 500 millions de dollars visant à assurer l'autonomie alimentaire du pays en 1990.

Les moyens envisagés s'étendent de sérieuses réserves : les expériences précédentes d'immenses fermes d'État et de coopératives se sont soldées par des échecs. Tandis que la vie quotidienne est une lutte difficile pour le citoyen ordinaire, la corruption s'étale dans les milieux dirigeants. Au début du mois, le chef de la police a été condamné à sept ans de prison pour avoir volé une boîte de vitesses sur un véhicule appartenant à l'État.

Le président Kaunda, qui se méfie des chefs de son armée, procède régulièrement à des changements dans la hiérarchie militaire. Le dernier remonte à la semaine passée, mais à peine le général Christopher K. A. W. avait-il été nommé commandant de l'armée de l'air que la police procédait à son arrestation. De sources informées, on indique que le général importait des véhicules automobiles pour l'armée de l'air et les revendait à des civils, alors que les importations de voitures sont réduites au minimum. Que l'énigme provienne des travailleurs ou d'un mécontentement de l'armée, la situation peut exploser en Zambie, où la population attendait de la fin de la guerre en Rhodésie une amélioration de la vie quotidienne qui ne s'est pas produite.

FRANÇOIS CROS.

### Kenya

#### Acquitté, parce que blanc ?

De notre correspondant

Nairobi. — Une affaire criminelle défraie actuellement la chronique. Ce fait divers sordide s'est produit le 3 août dans un « quartier chaud » de Mombasa, principal port kenyan. Marin américain en bordée, Frank Sundstrom, dix-neuf ans, a assassiné sauvagement Monica Njeri, une prostituée. Tous deux avaient forcé sur la bière et fumé du « bang », la marijuana locale. Quelques jours plus tard, une commission d'enquête de la marine américaine, arrivée en toute hâte à Mombasa, a recueilli les aveux du meurtrier.

Le procureur ne l'a pas accusé de meurtre, mais seulement d'« homicide involontaire ». Sundstrom a plaidé coupable. Il risquait la prison à vie. Le 30 septembre, le juge Harris a prononcé son verdict. Satisfaction : le marin a été acquitté. Le magistrat lui a accordé des circonstances atténuantes : l'empire de l'alcool, son jeune âge, son « repentir sincère », ses bons antécédents dans la « Navy ». Pas la moindre amende. Il a seulement dû signer une caution de 500 shillings (300 F), qui lui seront rendus dans deux ans s'il manifeste entre temps un « bon comportement ».

Sundstrom a été le premier à être libéré. Il a souri aux photographes. « J'aime votre pays et son peuple, a-t-il lancé. J'espère revenir au Kenya un jour ». Sa mère, venue de Rhode Island, a assisté au procès.

« Dieu est grand », s'est-elle exclamée, « justice est faite ».

« Peu de Kenyans sont de cet avis. Ce jour-là, dans sa maison de Gatundu, la mère de Monica Njeri a pleuré d'amertume. La vie de sa fille valait-elle seulement une poignée de shillings ? L'opinion publique s'est émue. Elle a mal senti les raisons de la clémence du juge Harris. Sundstrom est un assassin. Il a semé sa culpabilité. Ivre ? Peut-être, mais il a manifesté assez de sang-froid pour voler Monica pendant son sommeil. Au cours de leur querelle, il l'a frappée six fois. Dans tous

les procès similaires récents, les accusés se sont vu infliger entre cinq et sept ans d'emprisonnement. Alors ? Un fait, essentiel : trouble l'opinion. Le juge Harris, Kenyan d'origine britannique, est un Blanc, comme le procureur et comme Sundstrom. La victime, seule, était Noire. « Ce fut une parodie de justice », disent en privé d'éminents hommes de loi.

Après-quelques jours de flottement, la presse kenyane s'empare de l'« affaire Sundstrom ». Dans la *Weekly Review*, l'éditorialiste le plus connu, M. Hilary Ngweni, écrit : « C'est un cas parmi beaucoup d'autres illustrant la manière inéquitable dont est rendue la justice dans les tribunaux kenyans ». Le *Daily Nation*, de Nairobi, conclut, pour sa part, qu'« une énorme erreur a été commise : le juge doit être mis à la retraite et le procureur limogé ».

L'affaire Sundstrom embarrasse le gouvernement kenyan et l'ambassade américaine. Elle pourrait affecter des relations interraciales, au demeurant excellentes. Surtout, l'impartialité de la magistrature — qui comprend encore beaucoup de Kenyans d'origine britannique et indienne — est gravement mise en cause. Enfin, il n'est pas bon qu'un ressortissant américain soit muni d'un passeport américain et d'un visa américain pour venir en Kenya sans coopération militaire avec Washington.

Le Parlement va se saisir de cette affaire au cours d'un débat qui promet d'être animé. Sundstrom, indique-t-on de source américaine, est aux arrêts dans une base militaire aux États-Unis, et la Navy pourrait prendre contre lui des mesures disciplinaires. Restent les deux jeunes enfants de Monica Njeri. Nul n'a à leur égard la moindre obligation légale. L'ambassade américaine à Nairobi laisse toutefois entendre que leur éducation pourrait être prise en charge grâce à des donations privées.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

### Ouganda

La situation au Karamoja. — La situation dans la province du nord-est de l'Ouganda, frappée par la famine, va demeurer « très grave » durant les deux prochains mois, a déclaré, mardi 21 octobre, à Nairobi, le nouveau directeur régional de l'UNICEF pour l'Afrique orientale et australe, le Suédois Karl Erik Knutson.

Le docteur Knutson a dénoncé l'« absence de volonté politique » des autorités de Kampala pour améliorer les opérations de secours aux populations démunies. D'après lui, deux cent mille personnes, soit environ la moitié de la population du Karamoja, dépendent pour leur alimentation de l'étranger. (A.F.P., Reuters.)

### Centrafrique

M. BANQUI ANNONCE LA CREATION D'UN RASSEMBLEMENT DU PEUPLE. Dans une déclaration qu'il nous a fait parvenir, mercredi 22 octobre, M. Sylvester Bangui, vice-président centrafricain chargé des affaires étrangères, nous fait savoir qu'il a décidé de créer un Rassemblement du peuple centrafricain, à la suite du départ du gouvernement du vice-président Mayouho (le Monde du 11 juillet) : « L'indispensable changement d'hommes ne sera pas suffisant et une nouvelle politique s'impose pour assurer la stabilité, permettre la remise en ordre économique et social du pays », explique-t-il. C'est la première fois que M. Bangui, qui est membre du gouvernement depuis la chute de l'Empire, prend publiquement ses distances à l'égard du président Dacko.



ROCHE-BOBOIS

Ce canapé California est une Edition Spéciale de Roche-Bobois. Nous venons de programmer des marchés qui nous permettent de vous faire bénéficier pendant un temps limité (jusqu'au 15 novembre) d'un

prix préférentiel. Compte-tenu de ses qualités et de son prix, cette Edition Spéciale de Roche-Bobois nous semble être l'un des produits les plus compétitifs et les plus intéressants de notre collection.

A Paris, 92-98, bd de Sébastopol - 10 à 18, rue de Lyon - 207, bd St-Germain - 52, avenue de la Grande-Armée.

En banlieue, Athis-Mons, 37, route de Fontainebleau - Bourg-la-Reine.

72, bd du Mal Joffre - Melun, 2, rue St-Etienne - Versailles, 6, rue au Pain (pl. du Marché) et dans toutes les grandes villes de France.



MONICA CHARLOT  
L'Angleterre cette inconnue  
une société qui change

JACQUES LEVESQUE  
L'U.R.S.S.  
et sa politique internationale de 1917 à nos jours  
JEAN-PIERRE DERRIENNIC  
Le Moyen-Orient au XXe siècle

PIERRE BIARNES  
L'Afrique aux Africains  
20 ans d'indépendance en Afrique noire francophone

#### EXTRAIT DU CATALOGUE

ANTOINE PROST  
PETITE HISTOIRE DE LA FRANCE  
AU XXe SIECLE

FRANÇOIS GOGUEL et ALFRED GROSSER  
LA POLITIQUE EN FRANCE

ROLAND MARX  
HISTOIRE DE LA GRANDE-BRETAGNE  
DU Ve SIECLE A 1979

MARIE LAVIGNE  
LES ECONOMIES SOCIALISTES,  
SOVIETIQUE ET EUROPEENNES

JEAN-MARIE MAYEUR  
DES PARTIS CATHOLIQUES  
A LA DEMOCRATIE CHRETIENNE  
XX-XXIe SIECLES

RENE FEDOU  
LEXIQUE HISTORIQUE DU MOYEN-AGE

JACQUELINE BEAUJEU-GARNIER  
GEOGRAPHIE URBAINE

HENRI MENDRAS  
ELEMENTS DE SOCIOLOGIE

JEAN PIAGET  
LA PSYCHOLOGIE DE L'INTELLIGENCE

BERNARD VOYENNE  
L'INFORMATION AUJOURD'HUI

FRANÇOIS VANOVE  
EXPRESSION-COMMUNICATION

FRANÇOIS REITEL  
LES ALLEMAGNES  
R.F.A. - R.F.A.



JACQUES GERNET  
Le monde chinois

PIERRE LEVEQUE  
L'aventure grecque

ANDRE MIQUEL  
L'islam et sa civilisation

PIERRE LEON  
Histoire économique et sociale du monde  
6 volumes - XIVe siècle à nos jours

à retourner à Armand Colin - 103 Bd St-Michel - 75005 Paris

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

désire recevoir le catalogue général Armand Colin







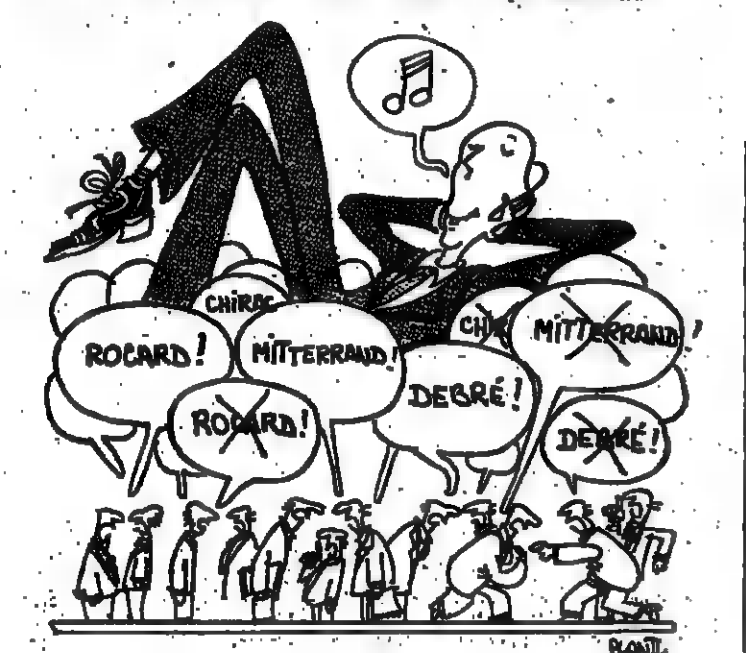
DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

M. CHIRAC : si l'on veut changer de politique il faut changer de président

En raison des événements qui peuvent se produire au cours des prochains mois que M. Chirac ne fera connaître son intention de se présenter — ou non — à l'élection présidentielle qu'au début de l'année prochaine. Le maire de Paris, hôte mercredi 22 octobre de l'émission « Face au public » de France-Inter, l'a répété à plusieurs reprises : la situation aujourd'hui est trop floue et les candidats déclarés sont de faux artistes qui jouent dans un faux décor.

M. Chirac a notamment utilisé avec insistance un nouvel argument — qu'il n'avait encore employé qu'une fois, devant les Jeunes Dirigeants d'entreprise (« le Monde » du 16 octobre). Lui, la notion de majorité, essentielle sous la V<sup>e</sup> République, est occultée. M. Chirac rejette sur la « politique menée depuis plusieurs années » la responsabilité de la situation. Mais s'il refuse l'existence de « convergences » avec les socialistes tant que ceux-ci n'auront renié la notion d'union de la gauche, il n'exclut pas pour autant une redistribution des forces. Il va

à mon avis, la conséquence la plus grave de la politique menée depuis plusieurs années, soit au contraire de renforcer une majorité qu'elle soit, mais il faudra bien passer par l'une ou l'autre de ces portes de sortie à la crise actuelle. Si on veut changer de politique, on il faut changer de président, on il faut que le président fasse l'effort de changer lui-même. Cela dépendra essentiellement de la fermeté et de la volonté qui se seront manifestées dans le corps électoral.



Un appel de cent cinquante personnalités en faveur de M. Debré

M. Debré a publié, jeudi 22 octobre, un appel en sa faveur signé de cent cinquante personnalités. Ce texte — surtout un hommage à la mémoire du candidat — est un rappel de son rôle passé.

Vingt-huit députés R.P.R. et quatre sénateurs ont appuyé leur soutien. Parmi eux, figurent plusieurs suppléants de ministres et les parlementaires des régions où M. Debré est lui-même élu. Aucun nom nouveau par rapport à ceux des personnalités qui avaient déjà pris position en faveur de M. Debré ne figure sur cette liste. Parmi les autres personnalités, on relève plusieurs anciens élus, des hauts fonctionnaires à la retraite, des gaullistes qui, avec M. Chirac, ou qui ont adopté des attitudes critiques envers M. Chirac.

Le texte de l'appel en faveur de la candidature de M. Debré indique notamment : « La France qu'il entreprend, courageuse et volontaire, est celle qui persévère dans la poursuite de ses intérêts et extérieurs, hésite pas à les désigner, et montre les voies qu'il choisit pour les surmonter. Il dénonce les forces qui menacent notre société de liberté. Il fait passer la France des hauteurs sur le débat qui est grand ».

C'est pourquoi nous jugeons naturelle et opportune la décision qu'il a prise. Nous nous félicitons qu'elle demeure dans la tradition — que la droite nationale n'a strictement aucune responsabilité ni directe ni indirecte dans l'attitude de la rue Copernic, bien que cette position soit confirmée par le gouvernement, la police continue d'effectuer des perquisitions chez des journalistes, des responsables et des militants nationaux. Il s'agit là d'une intolérable campagne d'intimidation menée sans doute à l'instigation des éléments réactionnaires infiltrés dans la police. L'investigation faite au bénéfice du parti communiste ».

Les parlementaires signataires sont : MM. Beaumont (Val-de-Marne), de Benoitville (Paris), Berger (Côte-d'Or), Bisset (Mayenne), Boissière (Cher), Castagnon (Indre-et-Loire), Cressard (Ille-et-Vilaine), Delhalle (Aube), Dihnain (Nord), Mme Diensch (Côte-d'Or), Druon (Paris), Eynard-Duverny (Seine-et-Marne), (Maine-et-Loire), de Gastines (Mayenne), Godefroy (Mayenne), Guéna (Dordogne), Guichard (Loire-Atlantique), Hamelin (Ille-et-Vilaine), Le-combe (Maine-et-Loire), Marie (Pyrénées-Atlantiques), Mouille

même plus loin en disant aussi que « si l'on veut changer de politique, il faut changer de président » que « si l'on veut changer de politique, il faut changer de président ». M. Chirac a montré qu'il ne croyait pas en cette dernière hypothèse.

En fait, s'il s'agit de l'élection présidentielle, du « nouveau président » que M. Chirac attend le changement et c'est pour cela qu'il se refuse à ouvrir dès maintenant une crise politique.

Avant estimé que dans l'esprit des institutions une candidature doit être présentée lorsqu'elle est véritablement « ténable » (gagner est-ce une allusion à M. Debré ?), ayant, de toute façon, il participerait au « grand débat national ». M. Chirac s'est comporté en candidat potentiel et non en candidat comme concurrent évanoué de l'actuel chef de l'Etat dont l'action n'a bénéficié d'aucune indulgence.

ANDRÉ PASSERON.

A propos d'éventuelles « convergences » avec les socialistes, le R.P.R. indique : « Le parti socialiste devient très ferme sur la matière de respect de l'indépendance nationale et, à cet égard, s'éloigne de ce qui a été un moment ses tentations à la fois un peu plus atlantistes ou européennes. Sur ce plan, nous pensons que cette évolution est positive. Il est vrai qu'en matière de défense il soutient aujourd'hui des thèses (...) qui nous semblent positives. C'est vrai que sur le plan de l'analyse économique, la priorité qu'il donne à la lutte contre le chômage est la même que celle que nous faisons. A partir de là, on parle de « convergences ». C'est tout à fait ridicule ! En effet, je n'ai

jamais entendu dire sérieusement, par aucun socialiste responsable, qu'il fallait la rupture de l'union de la gauche. Je n'ai jamais entendu M. Mitterrand remettre en cause ce principe qui a été le principe fondamental de la stratégie socialiste. »

Evolution la politique étrangère de M. Valéry Giscard d'Estaing. M. Chirac a déclaré : « Je ne crois pas que l'on puisse sérieusement dire que la politique étrangère actuelle soit d'inspiration ou de facture gaulliste. (...) J'espère qu'il y a un grand dessin dans la politique étrangère de M. Giscard d'Estaing. Je ne suis pas sûr que si (...) l'affirmation de la doctrine personnelle ».

M. PISANI : François Mitterrand ne sera pas candidat.

M. Edgar Pisani, sénateur (P.S.) de la Haute-Marne, proche de M. Michel Rocard, a fait jeudi 23 octobre au micro d'Europe 1 l'éloge du caractère démocratique de la procédure de désignation du candidat socialiste à l'élection présidentielle.

Il a ensuite déclaré : « Quand j'ai demandé à François Mitterrand de passer le matin, je ne lui ai pas adressé une injonction. J'ai seulement voulu dire que selon ce que je comprends de lui, je suis sûr qu'il ne sera pas candidat. (...) Il est souhaitable dans tous les cas que François Mitterrand reste le leader moral et politique de la formation qu'il a créée. Si en définitive, il était désigné comme candidat le 25 janvier prochain, Michel Rocard et moi-même le soutiendrions, car nous n'avons qu'un adversaire, c'est Valéry Giscard d'Estaing ».

UN COLLOQUE SUR RENÉ CASSIN

L'Association pour la fidélité à la pensée de René Cassin organise avec le concours du C.N.R.S. un colloque sur René Cassin, l'homme et l'action, la conception des droits de l'homme, la mise en œuvre des droits de l'homme. Le colloque aura lieu le 14 et 15 novembre au 15, quai Anatole France, Paris-7<sup>e</sup>.

SEPT ÉLECTIONS LÉGISLATIVES PARTIELLES AURONT LIEU LES 23 ET 30 NOVEMBRE

Les élections législatives partielles prévues en raison de la démission de six députés au Sénat lors du renouvellement sénatorial du 28 septembre dernier se dérouleront les dimanche 23 et 30 novembre.

Les scrutins auront donc lieu dans le Doubs (troisième circonscription pour remplacer M. Edgar Faure, non inscrit), dans la Gironde (quatrième circonscription pour M. Philippe Madrelle, P.S.), dans la Dordogne (deuxième circonscription pour M. Michel Manet, P.S.), dans l'Ardèche (deuxième circonscription pour M. Tocco, app. U.D.F.), dans l'Ain (troisième circonscription pour M. de la Verpillière, U.D.F.), dans le Cantal (première circonscription pour M. Chauvenet, R.P.R.), à démissionné de son mandat après son échec aux sénatoriales et dans l'Aveyron (deuxième circonscription pour M. Robert Faure, a été nommé modérateur).

En revanche, l'élection partielle qui devait avoir lieu dans l'Eure (quatrième circonscription) où M. René Tomassini, député R.P.R., est devenu sénateur, est repoussée à une date ultérieure, un recours ayant été déposé à propos de la représentation des villes nouvelles dans le collège électoral sénatorial.

M. Jean Poperey, membre du secrétariat national du P.S., devait animer jeudi soir 23 octobre 20 h 30, une séance à Rennes, à Paris) un débat autour d'une plaquette qu'il a publiée, intitulée 1981, changer le pouvoir.

Paris-Match, Edition n° 1 et Valmer Bibliophilie ont créé pour vous un ouvrage de très grand prix.

# De Gaulle par Jacques Chaban-Delmas

Pour célébrer les nombreux anniversaires de l'année 1980 consacrés au Général de Gaulle (1), Valmer Bibliophilie a choisi de vous présenter un grand ouvrage rare et précieux que 1.500 collectionneurs seulement auront le privilège de posséder. Ce "monument" à la mémoire de "l'Homme du 18 juin" est signé Jacques Chaban-Delmas. Toutes les qualités indispensables à un ouvrage de bibliophilie ont été soigneusement réunies afin que cette magnifique édition à tirage très limité puisse acquiescer avec les années une plus grande valeur.

## Un livre rare dont la valeur est indexée sur les métaux précieux

À peine 1.500 exemplaires de Général de Gaulle, bibliophilie ou numismatique pourront obtenir cet ouvrage luxueux à tirage limité qui ne sera jamais plus réimprimé dans la précieuse édition créée par Valmer Bibliophilie. En raison de ce petit nombre d'exemplaires disponibles, les souscriptions seront enregistrées selon leur ordre d'arrivée jusqu'à l'épuisement de l'édition.

L'alliance parfaite de la haute bibliophilie et de la numismatique traditionnelle

Pour la première fois, un "De Gaulle" en or ou en argent massif est incrusté sur la reliure de chaque volume. Ce chef-d'œuvre numismatique en métal précieux, signé par le Maître-graveur Serge Samin, a été frappé en nombre limité dans les ateliers de l'Administration des Monnaies et Médailles en qualité "Fleurs de Coins" (2).

Sur chaque "De Gaulle" (diamètre : 22 mm) figure la signature et le poinçon du graveur, celui de l'éditeur, le poinçon de garantie de l'Etat, le titre du métal précieux et son poids (6,45 g d'or fin 24 carats ou d'argent 1<sup>er</sup> titre).

Cette édition du livre de Jacques Chaban-Delmas se limite donc à :

- 100 volumes, avec incrustation du "De Gaulle" en or massif (3) qui vont à lui seul dans le commerce déjà 1.700 F.
- 1.400 volumes, avec incrustation du "De Gaulle" en argent massif qui vont à lui seul dans le commerce déjà 220 F.

Une présentation à la fois élégante et précieuse

Chaque volume du "Charles de Gaulle" par Jacques Chaban-Delmas est numéroté, puis signé à la main par Valmer Bibliophilie sur le Certificat de garantie qui l'accompagne.

Les 256 pages de cet ouvrage grand format (22,5 x 30 cm) ont été imprimées sur les épais papiers couchés

(1) L'année 1980, consacrée à l'anniversaire du Général de Gaulle à la Boissière, en 10<sup>e</sup> anniversaire de la mort du Général, en 99<sup>e</sup> de son anniversaire, en 107<sup>e</sup> de l'année du 18 juin qui est la 7<sup>e</sup> année d'existence du "De Gaulle" qui a été frappé dans les ateliers de l'Administration des Monnaies et Médailles.

(2) En numismatique, la collection des pièces en papier (de conservation) est appelée "Fleurs de Coins" pour être 10 à 20 fois plus élevée que celle des pièces en métal (de circulation) qui sont appelées "Fleurs de Coins".

(3) Le 480/55, le Géprou de Gaulle, déposé en 1974 par son inventeur et son fabricant comme une œuvre d'art, est une pièce d'or massif.

(4) Collection Paris-Match.

VENTE EXCLUSIVE AUX ÉDITIONS : VALMER BIBLIOPHILIE 9, Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS

BULLETIN DE SOUSCRIPTION 101

à renvoyer à VALMER BIBLIOPHILIE, 9 Fg St-Honoré, 75008 PARIS

NE PAS D'ARGENT MAINTENANT, VOUS PAIEREZ PLUS TARD.

Je désire souscrire, sous réserve d'épuisement, à l'ouvrage à tirage limité de Jacques Chaban-Delmas : Charles de Gaulle, relié pleine peau. Veuillez donc m'adresser dès ma sortie, par colis postal assuré aux frais et risques de VALMER BIBLIOPHILIE :

Indiquez : ☐ exemplaire(s) avec incrustation du "De Gaulle" en Or massif sur la reliure (Sans ces cases, le nombre désiré sera compris dans le total des exemplaires).

☐ exemplaire(s) avec incrustation du "De Gaulle" en Argent massif sur la reliure (Prix unitaire : 700,00 F. Tirage limité : 1.400 exemplaires).

Je réglerai le montant (\*) de cette souscription dans un mois environ après réception de votre facture qui précèdera l'envoi du colis. Je recevrai mon livre, le Certificat de garantie et mon cadecem dans un délai de 8 à 10 semaines. En cas de renvoi du colis dans les 30 jours, je serai intégralement remboursé.

ECRIVEZ EN MAJUSCULES S.V.P. Date : Signature :

M. Mme Mlle Adresse complète Code postal Ville

(\*) Ces prix (pour la France métropolitaine) d'expédition sont inclus et sont payables jusqu'à la livraison pour toute commande reçue avant le 1<sup>er</sup> novembre. Pour l'étranger, pour et taxes douanières (quand elles existent), à charge du souscripteur.



# POLITIQUE

## LA DISCUSSION BUDGÉTAIRE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

### Recherche : une priorité du VIII<sup>e</sup> Plan

Mardi 22 octobre, l'Assemblée nationale a débattu le budget de la recherche scientifique. Le budget a été adopté par 485 voix contre 100.

M. CHEVENEMENT (P.S.), rapporteur spécial de la commission des finances, souligne la priorité de la recherche scientifique dans le VIII<sup>e</sup> Plan. Il rappelle que le budget de la recherche scientifique a augmenté de 20,6 % en 1960, et qu'il est prévu de 25,8 % en 1961. Il insiste sur la nécessité de maintenir ce rythme d'augmentation.

Dans la discussion générale, M. BIRRAUX (U.D.F., Haute-Savoie), ne croit pas que la recherche scientifique soit la seule priorité. Il souligne la nécessité de développer également l'enseignement supérieur et la recherche appliquée. M. LAURAIN (P.S., Maine-et-Loire) souligne la faiblesse de la recherche industrielle, et M. BEAUNIER (N.R., Val-de-Marne) déplore que les chercheurs soient jugés sur des critères idéologiques.

M. PASTY (R.P.R.), rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, met en évidence l'insuffisance de la recherche scientifique. M. PORCU (P.C.), rapporteur pour avis de la commission de la production, insiste sur la nécessité de développer la recherche industrielle. Dans la discussion générale, M. CHENARD (P.S., Loire-Atlantique) insiste sur la nécessité de développer la recherche scientifique.

M. DEVAQUET (R.P.R., Paris) insiste sur la nécessité de développer la recherche scientifique. M. RIBESON (P.C.), rapporteur spécial de la commission des finances, rappelle que le budget de la recherche scientifique a augmenté de 20,6 % en 1960, et qu'il est prévu de 25,8 % en 1961.

### Services du premier ministre

Mardi 22 octobre, l'Assemblée nationale a débattu le budget des services du premier ministre. Le budget a été adopté par 485 voix contre 100.

M. DOMINATI (P.S.), rapporteur spécial de la commission des finances, rappelle que le budget des services du premier ministre a augmenté de 20,6 % en 1960, et qu'il est prévu de 25,8 % en 1961. Il insiste sur la nécessité de maintenir ce rythme d'augmentation.

M. LAURAIN (P.S., Maine-et-Loire) souligne la faiblesse de la recherche industrielle, et M. BEAUNIER (N.R., Val-de-Marne) déplore que les chercheurs soient jugés sur des critères idéologiques.

### De plus en plus spéciaux, de plus en plus secrets...

Comme il l'avait fait le 7 novembre 1959, M. Henri Emmanuelli, député radical, a présenté, mardi 22 octobre 1960, un amendement à la loi relative aux crédits affectés aux fonds spéciaux.

M. DOMINATI (P.S.), rapporteur spécial de la commission des finances, rappelle que le budget des services du premier ministre a augmenté de 20,6 % en 1960, et qu'il est prévu de 25,8 % en 1961. Il insiste sur la nécessité de maintenir ce rythme d'augmentation.

M. LAURAIN (P.S., Maine-et-Loire) souligne la faiblesse de la recherche industrielle, et M. BEAUNIER (N.R., Val-de-Marne) déplore que les chercheurs soient jugés sur des critères idéologiques.

M. BOINVILLIERS (R.P.R.), rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, met en évidence l'insuffisance de la recherche scientifique. M. PORCU (P.C.), rapporteur pour avis de la commission de la production, insiste sur la nécessité de développer la recherche industrielle.

Dans la discussion générale, M. CHENARD (P.S., Loire-Atlantique) insiste sur la nécessité de développer la recherche scientifique.

M. DEVAQUET (R.P.R., Paris) insiste sur la nécessité de développer la recherche scientifique. M. RIBESON (P.C.), rapporteur spécial de la commission des finances, rappelle que le budget de la recherche scientifique a augmenté de 20,6 % en 1960, et qu'il est prévu de 25,8 % en 1961.

M. BOINVILLIERS (R.P.R.), rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, met en évidence l'insuffisance de la recherche scientifique. M. PORCU (P.C.), rapporteur pour avis de la commission de la production, insiste sur la nécessité de développer la recherche industrielle.

Dans la discussion générale, M. CHENARD (P.S., Loire-Atlantique) insiste sur la nécessité de développer la recherche scientifique.

M. DEVAQUET (R.P.R., Paris) insiste sur la nécessité de développer la recherche scientifique. M. RIBESON (P.C.), rapporteur spécial de la commission des finances, rappelle que le budget de la recherche scientifique a augmenté de 20,6 % en 1960, et qu'il est prévu de 25,8 % en 1961.

M. BOINVILLIERS (R.P.R.), rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, met en évidence l'insuffisance de la recherche scientifique. M. PORCU (P.C.), rapporteur pour avis de la commission de la production, insiste sur la nécessité de développer la recherche industrielle.

Dans la discussion générale, M. CHENARD (P.S., Loire-Atlantique) insiste sur la nécessité de développer la recherche scientifique.

M. DEVAQUET (R.P.R., Paris) insiste sur la nécessité de développer la recherche scientifique. M. RIBESON (P.C.), rapporteur spécial de la commission des finances, rappelle que le budget de la recherche scientifique a augmenté de 20,6 % en 1960, et qu'il est prévu de 25,8 % en 1961.

M. BOINVILLIERS (R.P.R.), rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, met en évidence l'insuffisance de la recherche scientifique. M. PORCU (P.C.), rapporteur pour avis de la commission de la production, insiste sur la nécessité de développer la recherche industrielle.

Dans la discussion générale, M. CHENARD (P.S., Loire-Atlantique) insiste sur la nécessité de développer la recherche scientifique.

M. DEVAQUET (R.P.R., Paris) insiste sur la nécessité de développer la recherche scientifique. M. RIBESON (P.C.), rapporteur spécial de la commission des finances, rappelle que le budget de la recherche scientifique a augmenté de 20,6 % en 1960, et qu'il est prévu de 25,8 % en 1961.

## AU SÉNAT

### La commission des lois veut atténuer certaines dispositions du projet Peyrefitte

M. Alain Peyrefitte a été entendu pendant trois heures, mercredi 23 octobre, par la commission des lois du Sénat qui examine le projet de loi relatif à la sécurité et à la liberté. La garde des sceaux n'a pas fait de commentaires sur son audition au cours de laquelle il a donné à M. Charles Lederman (P.C., Val-de-Marne) le sentiment de « rester sur ses positions ».

Cette déclaration tranche sur celle du président de la commission, M. Jean Jozeau-Marigné (R.L., Manche), qui prédit que, si l'issue des travaux, le ministre de la justice « ne renoncera pas à son projet ».

En fait, depuis la déclaration du R.P.R. sur ce texte, il n'y a eu aucune réaction de la part de la commission des lois du Sénat.

Les travaux de la commission ne sont pas suffisamment avancés pour qu'on puisse jusqu'ici dire que le projet de loi relatif à la sécurité et à la liberté sera adopté. M. Pierre Chénier (R.P.R., Nord), a tracé pour ses collègues les lignes que ce texte ne doit pas franchir. Une réclamation qui souhaite introduire un article relatif à la délinquance devant un tribunal, sans saisir un juge d'instruction. Cette proposition est jugée inadmissible.

La solution envisagée consisterait à limiter la durée de la détention provisoire à six mois, à condition que le juge d'instruction soit saisi de toutes les infractions. Cette proposition est jugée inadmissible.

Sur ces trois points — saisine directe, définition des nouvelles infractions et pouvoir du J.A.P. — il y a plus de différences d'appréciation entre la chancellerie et le rapporteur. C'est la philosophie même du projet qui est en cause. Les auteurs, lorsque la commission aura à se prononcer sur des amendements touchant à ces points précis, l'empêcheront.

La solution envisagée consisterait à limiter la durée de la détention provisoire à six mois, à condition que le juge d'instruction soit saisi de toutes les infractions. Cette proposition est jugée inadmissible.

Sur ces trois points — saisine directe, définition des nouvelles infractions et pouvoir du J.A.P. — il y a plus de différences d'appréciation entre la chancellerie et le rapporteur. C'est la philosophie même du projet qui est en cause. Les auteurs, lorsque la commission aura à se prononcer sur des amendements touchant à ces points précis, l'empêcheront.

La solution envisagée consisterait à limiter la durée de la détention provisoire à six mois, à condition que le juge d'instruction soit saisi de toutes les infractions. Cette proposition est jugée inadmissible.

La solution envisagée consisterait à limiter la durée de la détention provisoire à six mois, à condition que le juge d'instruction soit saisi de toutes les infractions. Cette proposition est jugée inadmissible.

Sur ces trois points — saisine directe, définition des nouvelles infractions et pouvoir du J.A.P. — il y a plus de différences d'appréciation entre la chancellerie et le rapporteur. C'est la philosophie même du projet qui est en cause. Les auteurs, lorsque la commission aura à se prononcer sur des amendements touchant à ces points précis, l'empêcheront.

La solution envisagée consisterait à limiter la durée de la détention provisoire à six mois, à condition que le juge d'instruction soit saisi de toutes les infractions. Cette proposition est jugée inadmissible.

La solution envisagée consisterait à limiter la durée de la détention provisoire à six mois, à condition que le juge d'instruction soit saisi de toutes les infractions. Cette proposition est jugée inadmissible.

Sur ces trois points — saisine directe, définition des nouvelles infractions et pouvoir du J.A.P. — il y a plus de différences d'appréciation entre la chancellerie et le rapporteur. C'est la philosophie même du projet qui est en cause. Les auteurs, lorsque la commission aura à se prononcer sur des amendements touchant à ces points précis, l'empêcheront.

La solution envisagée consisterait à limiter la durée de la détention provisoire à six mois, à condition que le juge d'instruction soit saisi de toutes les infractions. Cette proposition est jugée inadmissible.

La solution envisagée consisterait à limiter la durée de la détention provisoire à six mois, à condition que le juge d'instruction soit saisi de toutes les infractions. Cette proposition est jugée inadmissible.

Sur ces trois points — saisine directe, définition des nouvelles infractions et pouvoir du J.A.P. — il y a plus de différences d'appréciation entre la chancellerie et le rapporteur. C'est la philosophie même du projet qui est en cause. Les auteurs, lorsque la commission aura à se prononcer sur des amendements touchant à ces points précis, l'empêcheront.

La solution envisagée consisterait à limiter la durée de la détention provisoire à six mois, à condition que le juge d'instruction soit saisi de toutes les infractions. Cette proposition est jugée inadmissible.

La solution envisagée consisterait à limiter la durée de la détention provisoire à six mois, à condition que le juge d'instruction soit saisi de toutes les infractions. Cette proposition est jugée inadmissible.

Sur ces trois points — saisine directe, définition des nouvelles infractions et pouvoir du J.A.P. — il y a plus de différences d'appréciation entre la chancellerie et le rapporteur. C'est la philosophie même du projet qui est en cause. Les auteurs, lorsque la commission aura à se prononcer sur des amendements touchant à ces points précis, l'empêcheront.

La solution envisagée consisterait à limiter la durée de la détention provisoire à six mois, à condition que le juge d'instruction soit saisi de toutes les infractions. Cette proposition est jugée inadmissible.

La solution envisagée consisterait à limiter la durée de la détention provisoire à six mois, à condition que le juge d'instruction soit saisi de toutes les infractions. Cette proposition est jugée inadmissible.

Sur ces trois points — saisine directe, définition des nouvelles infractions et pouvoir du J.A.P. — il y a plus de différences d'appréciation entre la chancellerie et le rapporteur. C'est la philosophie même du projet qui est en cause. Les auteurs, lorsque la commission aura à se prononcer sur des amendements touchant à ces points précis, l'empêcheront.

La solution envisagée consisterait à limiter la durée de la détention provisoire à six mois, à condition que le juge d'instruction soit saisi de toutes les infractions. Cette proposition est jugée inadmissible.

La solution envisagée consisterait à limiter la durée de la détention provisoire à six mois, à condition que le juge d'instruction soit saisi de toutes les infractions. Cette proposition est jugée inadmissible.

Sur ces trois points — saisine directe, définition des nouvelles infractions et pouvoir du J.A.P. — il y a plus de différences d'appréciation entre la chancellerie et le rapporteur. C'est la philosophie même du projet qui est en cause. Les auteurs, lorsque la commission aura à se prononcer sur des amendements touchant à ces points précis, l'empêcheront.

La solution envisagée consisterait à limiter la durée de la détention provisoire à six mois, à condition que le juge d'instruction soit saisi de toutes les infractions. Cette proposition est jugée inadmissible.

La solution envisagée consisterait à limiter la durée de la détention provisoire à six mois, à condition que le juge d'instruction soit saisi de toutes les infractions. Cette proposition est jugée inadmissible.

Sur ces trois points — saisine directe, définition des nouvelles infractions et pouvoir du J.A.P. — il y a plus de différences d'appréciation entre la chancellerie et le rapporteur. C'est la philosophie même du projet qui est en cause. Les auteurs, lorsque la commission aura à se prononcer sur des amendements touchant à ces points précis, l'empêcheront.

La solution envisagée consisterait à limiter la durée de la détention provisoire à six mois, à condition que le juge d'instruction soit saisi de toutes les infractions. Cette proposition est jugée inadmissible.

La solution envisagée consisterait à limiter la durée de la détention provisoire à six mois, à condition que le juge d'instruction soit saisi de toutes les infractions. Cette proposition est jugée inadmissible.

Sur ces trois points — saisine directe, définition des nouvelles infractions et pouvoir du J.A.P. — il y a plus de différences d'appréciation entre la chancellerie et le rapporteur. C'est la philosophie même du projet qui est en cause. Les auteurs, lorsque la commission aura à se prononcer sur des amendements touchant à ces points précis, l'empêcheront.

La solution envisagée consisterait à limiter la durée de la détention provisoire à six mois, à condition que le juge d'instruction soit saisi de toutes les infractions. Cette proposition est jugée inadmissible.

La solution envisagée consisterait à limiter la durée de la détention provisoire à six mois, à condition que le juge d'instruction soit saisi de toutes les infractions. Cette proposition est jugée inadmissible.

Sur ces trois points — saisine directe, définition des nouvelles infractions et pouvoir du J.A.P. — il y a plus de différences d'appréciation entre la chancellerie et le rapporteur. C'est la philosophie même du projet qui est en cause. Les auteurs, lorsque la commission aura à se prononcer sur des amendements touchant à ces points précis, l'empêcheront.

La solution envisagée consisterait à limiter la durée de la détention provisoire à six mois, à condition que le juge d'instruction soit saisi de toutes les infractions. Cette proposition est jugée inadmissible.

La solution envisagée consisterait à limiter la durée de la détention provisoire à six mois, à condition que le juge d'instruction soit saisi de toutes les infractions. Cette proposition est jugée inadmissible.

Sur ces trois points — saisine directe, définition des nouvelles infractions et pouvoir du J.A.P. — il y a plus de différences d'appréciation entre la chancellerie et le rapporteur. C'est la philosophie même du projet qui est en cause. Les auteurs, lorsque la commission aura à se prononcer sur des amendements touchant à ces points précis, l'empêcheront.

La solution envisagée consisterait à limiter la durée de la détention provisoire à six mois, à condition que le juge d'instruction soit saisi de toutes les infractions. Cette proposition est jugée inadmissible.

Le Monde

SCIENCES

Richesses de la recherche

Le Sénat s'est préoccupé mardi 23 octobre, de l'avenir des départements et territoires d'outre-mer. M. VALLON (Un. cent. Rhône), rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, a souligné la nécessité de développer la recherche scientifique dans ces régions. M. VALLON a également souligné la nécessité de développer la recherche industrielle et la recherche appliquée. M. VALLON a insisté sur la nécessité de maintenir le rythme d'augmentation du budget de la recherche scientifique.

مكرا من الأهل



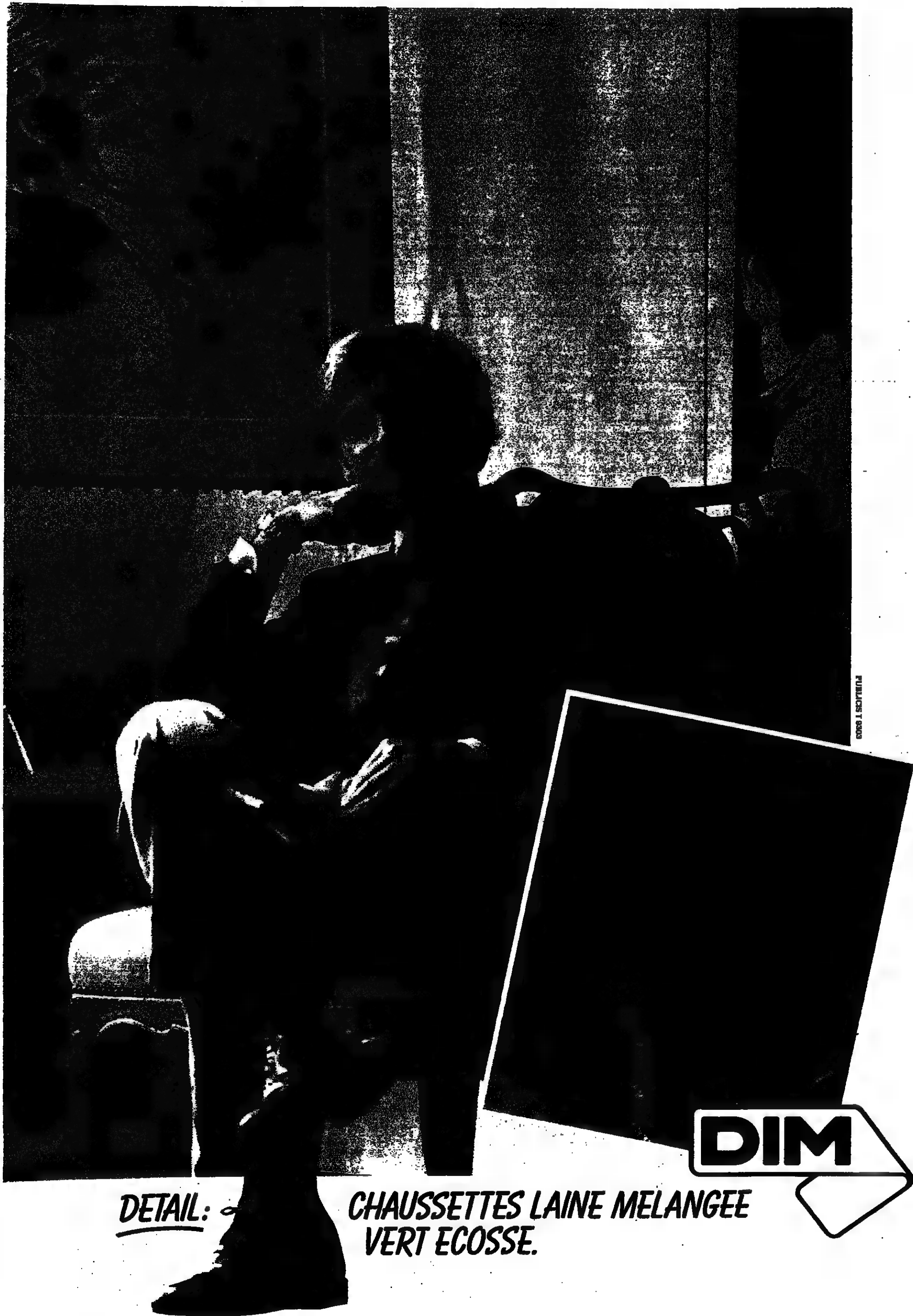








Monsieur plutôt distingué.



DETAIL:

CHAUSSETTES LAINE MELANGÉE  
VERT ECOSSE.

**DIM**



## RELIGION

### Les « propositions finales » du synode pourraient faire droit à la valeur du mariage civil

Rome. — Le synode — qui doit terminer ses travaux le 26 octobre — s'est-il penché sur les « propositions finales » du mariage civil ? Les informations officielles qui en donnaient une image non conforme induisaient-elles en erreur ? Toujours est-il que, à l'avant-veille de la fin de la session, une vague d'optimisme se fait sentir. Certes, le mariage civil aux familles — a été jugé plat et vainement exhorté par les Pères, qui l'ont si durement fait passer à nos auteurs que ceux-ci ont dû se remettre à l'ouvrage. Le style académique d'un tel document n'aura de toute manière qu'une portée limitée.

Après avoir péché de la suite, le synode a-t-il aussi que le mariage civil a été justifié par les Pères ? Les « propositions », précisant qu'il n'était pas une fin en soi, mais une fin en soi, ont été jugées, dans la mesure où la base était d'origine chrétienne.

Il faut aussi l'intégration de tous les aspects du mariage civil, mais, dans le présent, les premiers pas ont été posés. Les « propositions » ont un souffle indéniable.

Le préambule donne le ton en trois temps :

« Premièrement, ce serait un erreur de croire que le mariage civil est une fin en soi, mais une fin en soi, ont été jugées, dans la mesure où la base était d'origine chrétienne.

« Deuxièmement, ce que le mariage civil appelle est un temps de renouvellement de la doctrine de la doctrine.

#### De notre envoyé spécial

La doctrine est pour l'homme. Les « propositions », précisant qu'il n'était pas une fin en soi, mais une fin en soi, ont été jugées, dans la mesure où la base était d'origine chrétienne.

#### La doctrine est pour l'homme

Les « propositions », précisant qu'il n'était pas une fin en soi, mais une fin en soi, ont été jugées, dans la mesure où la base était d'origine chrétienne.

### LE SECRÉTARIAT ROMAIN POUR LES NON-CROYANTS ANNONCE UNE RÉVISION DU PROCÈS DE GALLIÉE

Le secrétaire romain pour les non-croyants, M. Paul Poupard, vice-président du secrétariat pontifical pour les non-croyants, a annoncé le 24 octobre, devant le synode des évêques, dans le rapport qu'il a fait sur l'activité de son secrétariat, que le prochain processus de Galliee sera révisé.

Le processus de Galliee, qui a été jugé, dans la mesure où la base était d'origine chrétienne.

Le processus de Galliee, qui a été jugé, dans la mesure où la base était d'origine chrétienne.

## POLICE

### LES NOMINATIONS A LA DIRECTION DE LA P.J.

La direction de la police judiciaire a procédé, mercredi 22 octobre, à un renouvellement de personnel en vue du départ de M. Jean-Marie Benoist.

M. Jean-Marie Benoist, directeur central adjoint de la police judiciaire, a été nommé directeur central adjoint de la police judiciaire.

M. Jean-Marie Benoist, directeur central adjoint de la police judiciaire, a été nommé directeur central adjoint de la police judiciaire.

M. Jean-Marie Benoist, directeur central adjoint de la police judiciaire, a été nommé directeur central adjoint de la police judiciaire.

M. Jean-Marie Benoist, directeur central adjoint de la police judiciaire, a été nommé directeur central adjoint de la police judiciaire.

M. Jean-Marie Benoist, directeur central adjoint de la police judiciaire, a été nommé directeur central adjoint de la police judiciaire.

M. Jean-Marie Benoist, directeur central adjoint de la police judiciaire, a été nommé directeur central adjoint de la police judiciaire.

### LA FORMATION DES GARDIENS DE LA PAIX

La formation des gardiens de la paix a été jugée, dans la mesure où la base était d'origine chrétienne.

La formation des gardiens de la paix a été jugée, dans la mesure où la base était d'origine chrétienne.

La formation des gardiens de la paix a été jugée, dans la mesure où la base était d'origine chrétienne.

La formation des gardiens de la paix a été jugée, dans la mesure où la base était d'origine chrétienne.

La formation des gardiens de la paix a été jugée, dans la mesure où la base était d'origine chrétienne.

La formation des gardiens de la paix a été jugée, dans la mesure où la base était d'origine chrétienne.

La formation des gardiens de la paix a été jugée, dans la mesure où la base était d'origine chrétienne.

## JUSTICE

### AUX ASSISES DE PARIS

### Philippe Maurice est jugé pour le meurtre d'un policier

Quelques heures après l'arrestation de Philippe Maurice, le magistrat de l'intérieur, M. Bonnet, a été jugé, dans la mesure où la base était d'origine chrétienne.

Philippe Maurice, directeur central adjoint de la police judiciaire, a été nommé directeur central adjoint de la police judiciaire.

Philippe Maurice, directeur central adjoint de la police judiciaire, a été nommé directeur central adjoint de la police judiciaire.

Philippe Maurice, directeur central adjoint de la police judiciaire, a été nommé directeur central adjoint de la police judiciaire.

Philippe Maurice, directeur central adjoint de la police judiciaire, a été nommé directeur central adjoint de la police judiciaire.

Philippe Maurice, directeur central adjoint de la police judiciaire, a été nommé directeur central adjoint de la police judiciaire.

Philippe Maurice, directeur central adjoint de la police judiciaire, a été nommé directeur central adjoint de la police judiciaire.

Philippe Maurice, directeur central adjoint de la police judiciaire, a été nommé directeur central adjoint de la police judiciaire.

Philippe Maurice, directeur central adjoint de la police judiciaire, a été nommé directeur central adjoint de la police judiciaire.

Philippe Maurice, directeur central adjoint de la police judiciaire, a été nommé directeur central adjoint de la police judiciaire.

Philippe Maurice, directeur central adjoint de la police judiciaire, a été nommé directeur central adjoint de la police judiciaire.

Philippe Maurice, directeur central adjoint de la police judiciaire, a été nommé directeur central adjoint de la police judiciaire.

Philippe Maurice, directeur central adjoint de la police judiciaire, a été nommé directeur central adjoint de la police judiciaire.

Philippe Maurice, directeur central adjoint de la police judiciaire, a été nommé directeur central adjoint de la police judiciaire.

Philippe Maurice, directeur central adjoint de la police judiciaire, a été nommé directeur central adjoint de la police judiciaire.

Philippe Maurice, directeur central adjoint de la police judiciaire, a été nommé directeur central adjoint de la police judiciaire.

Philippe Maurice, directeur central adjoint de la police judiciaire, a été nommé directeur central adjoint de la police judiciaire.

Philippe Maurice, directeur central adjoint de la police judiciaire, a été nommé directeur central adjoint de la police judiciaire.

Philippe Maurice, directeur central adjoint de la police judiciaire, a été nommé directeur central adjoint de la police judiciaire.

La mort, Philippe Maurice avait tué, dans la nuit du 7 au 8 décembre 1979, à Paris, un gardien de la paix, et blessé légèrement un autre policier. Avant d'être abattu, son coéquipier, Serge Attali, avait tué un second gardien de la paix.

Seule cette dernière affaire, pour laquelle Philippe Maurice avait été jugé, dans la mesure où la base était d'origine chrétienne.

Philippe Maurice, directeur central adjoint de la police judiciaire, a été nommé directeur central adjoint de la police judiciaire.

Philippe Maurice, directeur central adjoint de la police judiciaire, a été nommé directeur central adjoint de la police judiciaire.

Philippe Maurice, directeur central adjoint de la police judiciaire, a été nommé directeur central adjoint de la police judiciaire.

Philippe Maurice, directeur central adjoint de la police judiciaire, a été nommé directeur central adjoint de la police judiciaire.

Philippe Maurice, directeur central adjoint de la police judiciaire, a été nommé directeur central adjoint de la police judiciaire.

Philippe Maurice, directeur central adjoint de la police judiciaire, a été nommé directeur central adjoint de la police judiciaire.

Philippe Maurice, directeur central adjoint de la police judiciaire, a été nommé directeur central adjoint de la police judiciaire.

Philippe Maurice, directeur central adjoint de la police judiciaire, a été nommé directeur central adjoint de la police judiciaire.

Philippe Maurice, directeur central adjoint de la police judiciaire, a été nommé directeur central adjoint de la police judiciaire.

Philippe Maurice, directeur central adjoint de la police judiciaire, a été nommé directeur central adjoint de la police judiciaire.

Philippe Maurice, directeur central adjoint de la police judiciaire, a été nommé directeur central adjoint de la police judiciaire.

Philippe Maurice, directeur central adjoint de la police judiciaire, a été nommé directeur central adjoint de la police judiciaire.

Philippe Maurice, directeur central adjoint de la police judiciaire, a été nommé directeur central adjoint de la police judiciaire.

Philippe Maurice, directeur central adjoint de la police judiciaire, a été nommé directeur central adjoint de la police judiciaire.

Philippe Maurice, directeur central adjoint de la police judiciaire, a été nommé directeur central adjoint de la police judiciaire.

Philippe Maurice, directeur central adjoint de la police judiciaire, a été nommé directeur central adjoint de la police judiciaire.

Philippe Maurice, directeur central adjoint de la police judiciaire, a été nommé directeur central adjoint de la police judiciaire.

Le r...  
Bernard Allio...  
Le r...  
Bernard Allio...  
Le r...  
Bernard Allio...







# ÉTIENNE LALOU

## Le photographe aveugle

**ROMAN**

AUX ÉDITIONS DU SEUIL

Etienne Létour empêche passionnément sur les raisons de cette dénomination d'aujourd'hui, ses angoisses, ses rêves refoulés, son être secret. Ce photographe avoué qui est-il ?

# Un homme des femmes une mémoire une histoire

**Raymond  
Jean**

**PHOTO  
SOUVENIR**

roman Seuil

Raymond Jean construit ici un roman d'une grande ampleur, où la fiction, organisant la "mémoire", intègre à l'histoire de notre temps — qui est peut-être le temps des femmes — l'histoire personnelle d'un homme, dans la

## en bref

la naissance dans  
livres à 11  
tobre, comportera 482 pages  
182, et il est par Jean-

## هكذا من الأصل







## entretiens

## Marguerite Yourcenar parle d'elle

■ **Un autoportrait qui**  
■ **un livre d'heures ».**

\* **MEDICINA** **DR. CARNAS-**  
**SIER,** de **Garzaroli.**  
Denof. 386 **Environ** **F.**

édition

## La cour d'appel donne raison à la FNAC contre M. Jérôme Lindon

**donne raison à l**

## Est-il sot de se neindre ?

★ **MIROIRS ENVERS** de Michel Beaujour. Collection « Poésie ». Seuil, 176 pages. Environ 25 francs.

## POINT DE VUE

## Un procès perdu

■ ■ ■ ■ ■ ne ■ ■ ■ ■ ■ pas le  
 jour. Mais ■ ■ ■ ■ ■ aperce-  
 ■ ■ ■ ■ ■ qui remarque l'absence d'un  
 ■ ■ ■ ■ ■ inconnu C'est dans dix, vingt  
 ■ ■ ■ ■ ■ qu'on ■ ■ ■ ■ ■ dégâts,  
 ■ ■ ■ ■ ■ plus temps d'y remédier.  
 ■ ■ ■ ■ ■ France sera définitivement  
 ■ ■ ■ ■ ■ consommier réin-  
 ■ ■ ■ ■ ■ pressions, ■ ■ ■ ■ ■ médiations clubs  
 ■ ■ ■ ■ ■ ces ■ ■ ■ ■ ■ qu'on appelait na-  
 ■ ■ ■ ■ ■ qu'à la littérature la gare. La  
 ■ ■ ■ ■ ■ s'il ■ ■ ■ ■ ■ il faudra la  
 ■ ■ ■ ■ ■ au prix ■ ■ ■ ■ ■ produits ■ ■ ■ ■ ■ livres.

Voilà ■ ■ ■ ■ ■ nous ■ ■ ■ ■ ■ étirçons  
 ■ ■ ■ ■ ■ depuis ■ ■ ■ ■ ■ années. ■ ■ ■ ■ ■ la  
 ■ ■ ■ ■ ■ la FNAC, la FNAC of  
 ■ ■ ■ ■ ■ Livres ■ ■ ■ ■ ■ désormais un livre  
 ■ ■ ■ ■ ■ interdit ■ ■ ■ ■ ■ originale,  
 ■ ■ ■ ■ ■ pour nous un ■ ■ ■ ■ ■ Provi-  
 ■ ■ ■ ■ ■ soire, l'espère. ■ ■ ■ ■ ■ quoi qu'il  
 ■ ■ ■ ■ ■ arrive, je ■ ■ ■ ■ ■ registrérai  
 ■ ■ ■ ■ ■ d'avoir ■ ■ ■ ■ ■ camp-la.

IRENE LINDON

هكذا من الأصل

[illegible]











## Des Européens fascinés

[illegible][illegible][illegible]

**III Orientaliste anglais**  
qu'admire S. S. (2) A l'heure du débat  
l'orientalisme, il faut signaler la  
véritable somme passée inaper-  
çue en France que sont les  
Recherches sur la pensée chré-  
tienne et l'Islam dans les temps  
modernes et à l'époque contem-  
poraine. Cet ouvrage en fran-  
çais, de 612 pages, publié en 1977  
à Beyrouth par l'Université Liba-  
naise, est l'œuvre du Père You-  
sif Mounbarak.


devenus « une nécessité impérieuse ». Sa conclusion, qui était la prédiction, est optimiste : « Les progrès qui l'humanité sort impressionnants. »

J.-P. P.N.

★ LA BASTILLE DE L'ISLAM, de Maxime MONTAUDO - 168 p., Marabout 20 F.

# Blackbird

Un roman de haut vol... d'une extrême richesse,  
c'est une grande œuvre fascinante.  
Max Pol Pouchet (YSD)

Blackbird dont on parlera beaucoup, si on sait lire  
Frantz -  Burguet (Magazine littéraire)

Un livre neuf, fort, ample, frémissant de mystère  
et d'interrogations, brûlant de la nécessité d'écrire.  
Pierre Lepape (Télérama)

Tony Cartano a écrit là son grand roman,  
(Les Nouvelles Littéraires)

Épique et flamboyant  
(Paris Match)

On repère avec émotion et amusement les allusions  
à la jeunesse de Kafka, la Vienne du temps de Freud,  
le Berlin des cabarets, le Paris érotomane  
d'Henry M... Les brigades de Malraux,  
Bertrand Poirot-Delpech (Le Monde)

Cartano tisse, trame, tourne, recrée et enfin crée  
un somptueux roman  
qui se lit à mille niveaux sans aucune difficulté.  
Blackbird, il est impossible que vous n'en  
entendiez pas parler longtemps, très, très longtemps.  
Françoise Xenakis (Le Matin)

**Buchet/Chastel**  
15, rue de la Corderie 75006 Paris

### ■ Le sort des minorités dans le monde musulman.

**B**ATHEOR est une université israélienne d'origine égyptienne, connue en France pour avoir écrit dans les *Temps modernes*; elle a publié à Paris un ouvrage de plus de 1000 pages intitulé *« L'Islam en arabe: le profil de l'opprimé en Arabie et en Afrique du Nord »*, qui paraît d'autant plus remarquable qu'il prend le contrepiéd d'une mode actuelle tendant à présenter l'islam comme le carrefour de toutes les tolérances, face à un Occident naguère encore impitoyable pour les minoritaires.

Mal Yeor, pourtant, ne pas  
voulu un pamphlet  
musulman. Il ne pu-  
bliait en 1911 avant la  
avec l'Europe.

[illegible]

JEAN TOURNIAC  
**LUMIÈRE D'ORIENT**  
Des chrétiens d'Asie... aux mystères évangéliques

Premier "contestataire" de notre temps, René Guénon dénonce au nom de la Tradition, les illusions du monde moderne, les confusions du traditionalisme et les séductions des faux prophètes.

6, rue de Savoie - 75006 Paris

**LE MONDE A CHANGÉ,  
LE DICTIONNAIRE  
AUSSI.**

**LE DICTIONNAIRE AUSSI.**

**Hachette signe son premier grand Dictionnaire général.**

la maîtrise des moyens d'expression.  
Préface par Roland BARTHES, le Dic-  
tionnaire Hachette réunit, en un  
Hachette n'est pas seulement le plus ré-  
sultats dictionnaires français, il veut être, pa-  
rands dictionnaires français, le plus infor-  
mationnel, le plus sérieux, le plus rigoureux.

**Hachette signe son premier**

Le nouveau Dictionnaire Hachette réunit, en un seul volume, un dictionnaire de la langue française, un dictionnaire encyclopédique et un dictionnaire de noms propres. Il a voulu répondre en même temps à trois besoins d'aujourd'hui : l'accès à la culture et la mise à jour du savoir, l'accession à la culture et la mise à jour du savoir.

1 volume 960 pages 220 x 295 mm 1432 pages

VE

**grand Dictionnaire**  
la maîtrise des moyens d'expression.  
Préface par Roland BARTHES, le Dictionnaire  
Hachette n'est pas seulement le plus récent des  
grands dictionnaires français. Il veut être, par sa clarté,  
sa modernité, le sérieux de son information et sa  
jeunesse de ton, un outil efficace.

**LANGUE FRANÇAISE/ENCYCLOPÉDIE/NOMS PROPRES**

ELOGE  
DE  
MAX-POL  
FOUCHET  
PAR  
JULES ROY

EN LIBRAIRIE  
(DIFFUSION LITTERA)  
OU CHEZ L'EDITEUR  
**ACTES SUD**  
BP 2 / 13520 LE PARADOU

**Envoi franco de port  
contre chèque de 25 F  
pour l'édition courante  
ou de 120 F  
pour l'édition de tête  
sur vélin d'Arches**

## LIVRES POLONAIS

et livres français  
sur la Pologne  
**LIBELLA**  
21, r. St-Louis-en-l'Île, Paris (5)  
Tél. : 232-51-40

**J.-P. P.-H.**







## histoire

## Le rêve du Moyen Age

(Suite de la page 17.)

A l'instinct même de sa naissance, gâtée et redoutée par toutes les cours d'Occident, il est l'héritier présomptif d'un immense empire qui s'étend de Stettin à Syracuse. Nouveau comp de théâtre : quatre ans plus tard, après les morts successives de son père et de sa mère, il a tout perdu ou presque : son royaume de Sicile, dépecé par une bande de barons pillards, et son titre impérial, récupéré par son oncle, Philippe de Souabe, puis confisqué par son pire ennemi, le Gueffe Otton de Brunswick.

Il ne lui reste plus que Palerme, « la ville dont le prince est un enfant », où il vitote abandonné à lui-même, sans soutien, sans conseil. « Ma vie est intolérable, écrit le petit prince humilié, je suis environné de périls comme un agneau parmi les loups. » Heureusement, il y a Palerme, ville grecque, musulmane, normande, sicil-

ienne, faubourg de l'Orient. L'Occident, deux-cent-cinquante églises et ses trois cents mosquées. Cet enfant à l'esprit vif est pris en charge par les notables et les érudits de la communauté arabe, au contact desquels il apprend toutes les langues de la Méditerranée, ainsi que l'algèbre, la logique. Une éducation — avant la lettre — de prince de la Renaissance.

En une décennie, de 1209 à 1220, grâce à son intelligence politique et son audace, et aussi à la faveur de prodigieux retournements de situation, celui que l'on appelait avec dédain le « freluchet des Pouilles » retrouve, une à une, toutes les pièces de son héritage. Il réussit, d'abord, sa prise du pouvoir en Sicile, dès sa majorité légale — à quatorze ans, — en faisant rendre gorge aux dévots hypocrites, aux brigands et aux aigrefins — prélats romains, barons allemands et nobles sic-

liens — qui avaient envahi l'Italie. Empire, il crée à son tour un volte-face à l'égard de l'Occident, qui s'alarme des appétits territoriaux de l'empereur Otton de Brunswick et joue, par un beau mouvement pendulaire, la carte gibeline en poussant le jeune Frédéric à déloger Otton qu'il vient d'excommunier.

## Poursuivi par la haine des papes

Avec une poignée de fidèles, Frédéric accomplit un extraordinaire périple en Italie du Nord et en Allemagne, de Rome à Haguenau, déjouant les pièges et les embuscades, reprenant possession de ses « bonnes villes » le sourire aux lèvres, grossissant son escorte au fur et à mesure. L'appui du roi de France Philippe Auguste, autrement dit l'excommunication du « taureau » Otton et les « d'argent » de France, bataille de Bouvines enfin, qui consacrent la défaite de l'empe-

reur déchu Otton, lui laisse le champ libre en Allemagne. Les succès rapides de Frédéric — il est solennellement couronné à Aix-la-Chapelle en 1215 et sacré à Rome en septembre 1220 — s'expliquent aussi par sa personnalité : ce prince de la jeunesse, qui est accompagné de savants, de poètes et d'artistes, de danseuses mauresques, au lieu de se présenter avec une armée d'armes, se voit un empereur de la paix, un restaurateur de la concorde du monde chrétien, respectueux des particularismes et des traditions de ses vassaux. Il savait qu'on gouvernait les hommes à Naples et à Palerme comme on les gouverne à Angers et à Mayenne.

En Allemagne, il pratique une politique « fédéraliste », confiant le pouvoir à des cités impérialistes contre l'émiettement du développement d'entités provinciales. En Italie du Sud et en Sicile, il ressuscite l'état centralisé créé par les Normands, mettant au pas la noblesse locale : il se donne les moyens humains de ses ambitions politiques en créant, à Naples, une université d'état, pépinière de « fonctionnaires », dont l'entretien et les

études étaient payés par le roi à condition qu'ils s'engagent à servir dans l'administration royale. Pour ce qui est de sa vie privée, il se montre, en revanche, tout à fait rétrograde, mariant ses épouses successives dans des châteaux où elles étaient gardées par des eunuques.

Devenu le maître d'une bonne partie de l'Occident, Frédéric II inquiète à son tour la papauté. Depuis les années 1226, jusqu'à sa mort, en 1250, Frédéric fut impitoyablement poursuivi par la haine des papes qui se succédèrent sur le trône de Saint-Pierre. Ce croisé — il avait promis, lors de son couronnement, d'aller délivrer les Lieux Saints — qui conquiert Jérusalem sans verser une goutte de sang et y

culte, ce prince qui s'entoure de conseillers et de gardes arabes et recherche l'amitié des puissances musulmanes, ce roi qui préfère la compagnie des savants à celle des guerriers

et pose d'étranges questions sur la religion aux grands esprits de son temps, ce monarque le fagot. Et, pendant plus de vingt ans, la papauté emploiera tous les moyens — y compris les tentatives d'assassinat — pour faire disparaître cet empereur pas très catholique, qu'elle considère la bête de l'Apocalypse. En vain. Mais à la mort de Frédéric II, déchaînant tous les appétits et toutes les convoitises, la papauté s'acharnera sur la lignée des Hohenstaufen. Comment écrire un mauvais livre avec un tel sujet ? La monumentale biographie de Benedict-Méchin nous donne un livre passionnant, bourré de détails et d'anecdotes, qui fait revivre au jour le jour cette histoire plaine de bruit, de soleil et de sang.

ANDRÉ ZYSBERG.

\* FREDERIC DE HOHENSTAUFEN ou LE REVE EXCOMMUNIE, de Jacques Benedict-Méchin, Librairie académique Perrin, 720 pages relié, 516 pages broché. Illustrations.

**ENGRENAGE** Aime le maudit, par PIERRE SINIAC

**ENGRENAGE** Diagnostic réservé, par EMMANUEL ERRER

## Le Grand Robert.

### Mieux qu'un dictionnaire, un outil de communication.

Toute la richesse de l'analogie. Quiconque a observé la façon dont évolue une conversation a déjà tout compris de l'analogie.

L'analogie qui permet de passer d'un mot à un autre, d'une idée à une autre. De rebondir sur richesses en richesses, de précision en précision. L'analogie qui est le principe même du langage et le principe même du Grand Robert.

Le Grand Robert alphabétique pour chasser les mots qu'il contient.

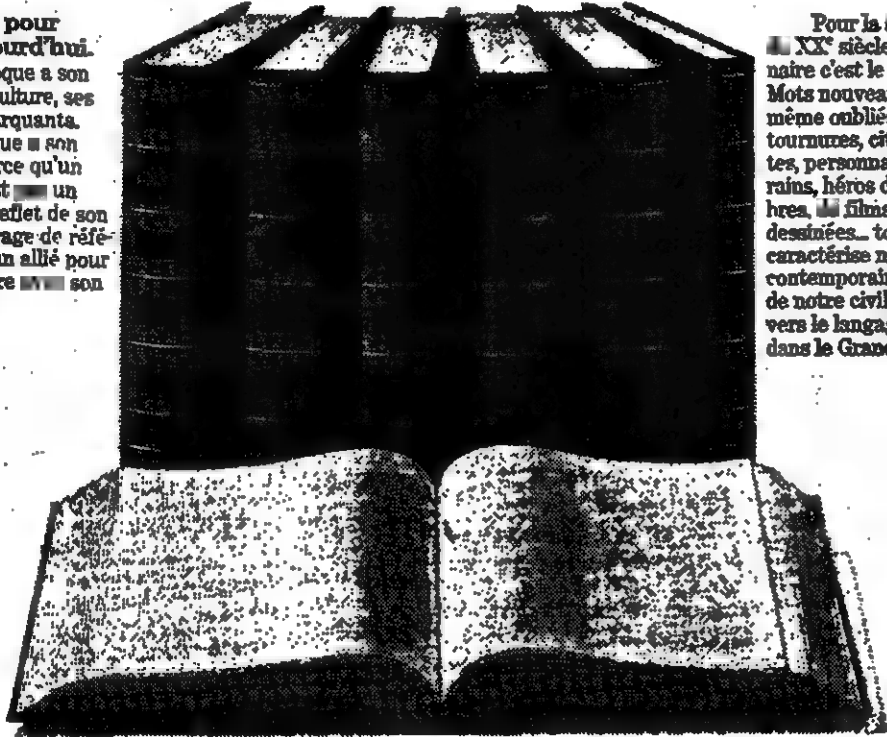
Il devient analogique pour permettre de trouver un mot inconnu à partir d'un mot que l'on connaît. Pour offrir de chaque champ d'expression une vision globale et complète. Par un système de renvois, la méthode analogique permet de partir d'un mot donné de découvrir tous les mots de même sens, ou de sens proche, tous les contraires, et bien d'autres termes liés au premier.

Au mot « doux » par exemple on trouve pas moins de 50 mots de sens proches, plus de 50 contraires, répartis en 3 familles de sens, et plus de 20 emplois différents, employés dans les contextes de 40 citations choisies.

Un outil pour la vie d'aujourd'hui.

Chaque époque a son vocabulaire, sa culture, ses manières.

Et chaque époque a son dictionnaire. Parce qu'un dictionnaire n'est pas un musée, mais le reflet de son époque. Un ouvrage de référence, un outil, un allié pour qui souhaite vivre son temps.



Pour la moitié

du XX<sup>e</sup> siècle, ce dictionnaire est le Grand Robert. Mots nouveaux, anciens, même oubliés, expressions, tournures, citations récentes, personnages contemporains, héros de livres célèbres, de films, de bandes dessinées... tout ce qui caractérise notre culture contemporaine et l'histoire de notre civilisation à travers le langage se trouve dans le Grand Robert.

#### Le Grand Robert en quelques chiffres.

Le Grand Robert en 11 volumes réunit un vrai grand dictionnaire de la langue française (7 volumes et 6 000 pages) et un vrai grand dictionnaire des noms propres (4 volumes et 1 000 pages).

En plus des 60 000 mots et des 40 000 noms propres qu'il contient, il comprend 280 cartes et plans originaux, 5 000 illustrations en couleurs et plus de 200 000 citations empruntées aux meilleurs auteurs français de François Villon à François Sagan.

#### Tous les jours.

Chaque jour, ou presque, vous éprouverez votre Grand Robert. Pour vérifier le sens d'un mot, une définition, une date. Pour finir votre grille de croisés, ou pour en trouver la clé. Pour éclaircir une idée ou trouver ou apprendre un mot juste. Pour répondre aux questions de vos enfants, ou tout simplement pour rêver en silence. Porter la richesse des idées, Arts, Sciences, des Lettres, des événements, des mots, et des mots de notre langue avec tout ce qu'ils expriment.

Avec 96 F recevez ces 7 volumes.

#### L'essentiel et le meilleur.

Le monde dans lequel nous vivons nous abreuve tous les jours d'une masse d'informations. Mais cette pro-

digieuse richesse a un inconvénient : on peut s'y perdre.

Pour s'y retrouver, pour en tirer l'essentiel et le meilleur, il faut un fil conducteur. Vous le trouvez dans le Grand Robert.

#### Le «savoir dire».

Être écouté est une condition nécessaire à toute communication. Il n'est pas de parler fort, d'employer des mots rares ou complexes, il suffit d'employer les mots justes. De

les associer correctement : des tournures fortes et précises. Ce pouvoir, ce «savoir dire», le Grand Robert veut vous l'offrir et chacune des lignes de ces 11 volumes y contribue. C'est une mission importante

car, la maîtrise du langage est une nécessité, pour l'épanouissement intellectuel des enfants, pour l'harmonieuse insertion de chacun dans la vie professionnelle, familiale ou culturelle.

Dès demain au centre de votre bibliothèque.

"C'est un moyen de rendre les plus grands services à tous ceux qui aiment la langue française avec le souci de la respecter et le désir qu'elle les inspire".

Thierry de Caillie.

**AVEC 96 F.**

Je choisis.

#### Offre exceptionnelle.

A tout acquéreur du Grand Robert de la Langue Française, nous offrons la possibilité de recevoir sans aucune réservation supplémentaire selon les conditions exceptionnelles exposées dans le bon à découper, le Grand Robert Noms propres en 4 volumes.

Cet ouvrage illustré de plus de 200 photos en couleurs et de plus de 200 cartes et plans originaux, complétera harmonieusement le Grand Robert de la Langue Française 7 volumes. Grâce à cette offre, c'est ainsi 11 volumes élégamment reliés "havane" que pourrez, dès demain, mettre au centre de votre bibliothèque.

1. Je préfère tout de suite la suite de votre offre en vous demandant de me faire parvenir :

☐ Le Grand Robert Langue Française en 7 volumes, ☐ le Grand Robert Langue Française en 7 volumes et le Grand Robert Noms propres en 4 volumes (soit 11 volumes au total).

Je vous adresse avec le présent coupon la somme de 96 F, correspondant aux droits de réservation des 7 volumes du Grand Robert, par chèque bancaire, C.C.P. ou C.I. (carte de crédit), à l'exception de tout autre mode de paiement, établi à l'ordre de Sodici.

Je choisis de régler le solde selon les modalités suivantes :

☐ Je compte les 7 volumes au prix de 1 999 F (soit au prix total de 1 999 F plus l'envoi versé de 96 F).

☐ Je compte les 11 volumes au prix de 3 150 F (soit au prix total de 3 054 F plus l'envoi versé de 96 F).

Votre facture me parviendra en même temps que les volumes commandés et je le réglerai des réception.

☐ A crédit les 7 volumes au prix total de 2 227,50 F correspondant à 22 mensualités de 96,60 F au taux effectif global de 21,00%.

☐ A crédit les 11 volumes au prix total de 3 760,50 F correspondant à 22 mensualités de 170,93 F au taux effectif global de 21,71%.

\* Offre valable aux personnes qui peuvent demander une documentation à l'adresse ci-dessous.

Les informations concernant vos conditions de vente avec offre

prévalent sur vos conditions de vente avec offre.

2. Je préfère tout de suite la suite de votre offre en vous demandant de me faire parvenir :

☐ Je compte les 7 volumes au prix de 1 999 F (soit au prix total de 1 999 F plus l'envoi versé de 96 F).

☐ Je compte les 11 volumes au prix de 3 150 F (soit au prix total de 3 054 F plus l'envoi versé de 96 F).

Votre facture me parviendra en même temps que les volumes commandés et je le réglerai des réception.

☐ A crédit les 7 volumes au prix total de 2 227,50 F correspondant à 22 mensualités de 96,60 F au taux effectif global de 21,00%.

☐ A crédit les 11 volumes au prix total de 3 760,50 F correspondant à 22 mensualités de 170,93 F au taux effectif global de 21,71%.

\* Offre valable aux personnes qui peuvent demander une documentation à l'adresse ci-dessous.

Les informations concernant vos conditions de vente avec offre

prévalent sur vos conditions de vente avec offre.

3. Je préfère tout de suite la suite de votre offre en vous demandant de me faire parvenir :

☐ Je compte les 7 volumes au prix de 1 999 F (soit au prix total de 1 999 F plus l'envoi versé de 96 F).

☐ Je compte les 11 volumes au prix de 3 150 F (soit au prix total de 3 054 F plus l'envoi versé de 96 F).

Votre facture me parviendra en même temps que les volumes commandés et je le réglerai des réception.

☐ A crédit les 7 volumes au prix total de 2 227,50 F correspondant à 22 mensualités de 96,60 F au taux effectif global de 21,00%.

☐ A crédit les 11 volumes au prix total de 3 760,50 F correspondant à 22 mensualités de 170,93 F au taux effectif global de 21,71%.

\* Offre valable aux personnes qui peuvent demander une documentation à l'adresse ci-dessous.

Les informations concernant vos conditions de vente avec offre

prévalent sur vos conditions de vente avec offre.

4. Je préfère tout de suite la suite de votre offre en vous demandant de me faire parvenir :

☐ Je compte les 7 volumes au prix de 1 999 F (soit au prix total de 1 999 F plus l'envoi versé de 96 F).







# INDUSTRIE. QUI EST GAGNANT?

Quels sont les secteurs leaders? Les fonctions qui montent? Les métiers qui paient?

Le dossier 80 des Salaires de l'Industrie répond à ces questions.

Avec une objectivité totale.

Les chiffres résultent d'une enquête sans équivalent en France, portant sur près de 100 000 feuilles de paie. Ils sont garantis par l'Institut Technique des Salaires.

Vous trouverez tous les éléments pour comparer votre salaire à ceux de votre métier, de votre secteur industriel, de votre tranche d'âge, de votre lieu de travail.

Vous constaterez la progression des agents de maîtrise et des ouvriers, la stagnation relative des ingénieurs et des cadres, la stabilité des techniciens.

Vous découvrirez la géographie des salaires industriels et les écarts de rémunération pour un même emploi.

Vous percevrez aussi les mutations de l'industrie française d'aujourd'hui à travers l'évolution des métiers et des politiques de rémunération.



**L'USINE**  
NOUVELLE

## LE DOSSIER 80 DES SALAIRES DE L'INDUSTRIE.

Des faits. Des chiffres. Un bilan.

L'Usine Nouvelle N° 43. Dossier Salaires de l'Industrie.  
En vente en kiosque à partir du jeudi 23 octobre.

CHRISTIANE  
OLIVIER  
les  
enfants  
de  
casse

noël gontier







# SPECTACLES

Pour renseignements concernant l'ensemble des programmes des salles  
**- LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -**  
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34  
(de 11 heures à 21 heures, les dimanches et jours fériés)

Jeu 23 octobre

## théâtres

### SPECTACLES NOUVEAUX

Théâtre de la Ville  
19 h. 30 : *Le monde est un théâtre*  
21 h. 30 : *Le monde est un théâtre*  
23 h. 30 : *Le monde est un théâtre*  
Théâtre de la Ville  
19 h. 30 : *Le monde est un théâtre*  
21 h. 30 : *Le monde est un théâtre*  
23 h. 30 : *Le monde est un théâtre*

### Les salles subventionnées

#### municipales

Opéra (743-57-50), 19 h. 30 : *Darius*  
Salle Favart (266-12-30), 20 h. : *Vive*  
Cité de la Musique (277-12-30), 20 h. : *Vive*  
Salle Pleyel (266-12-30), 20 h. : *Vive*  
Salle de la Ville (277-12-30), 20 h. : *Vive*

#### Les autres salles

Alice (277-12-30), 19 h. : *J. du*  
Soleil (20 h. 30) : *L'homme couché*  
23 h. : *A la rencontre de Michel*  
Antoine (208-77-71), 20 h. : *Le*  
Folies (208-77-71), 20 h. : *Le*  
Artiste-Théâtre du XIX<sup>e</sup> (202-84-81),  
20 h. 30 : *Le monde est un théâtre*  
Atelier (208-77-71), 21 h. : *Le*  
Jeanne (208-77-71), 21 h. : *Le*  
Antoine (208-77-71), 21 h. : *Le*

## ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE VIENNE

Direction  
Wolfgang

**SAWALLISCH**

G. von Einem - Mozart - Brahms

Places : 30 à 120 F

Loc. : salle, France : agences



LES DEUX JUMEAUX VENITIENS  
DE CARLO GOLDONI  
PAR LE GROUPE TSE  
THÉÂTRE GERARD PHILIPPE ST-DENIS  
79, Bd Jules-Guesde - M. 243.00.59 location d'été - Tél. - Cœur - Agence



## THÉÂTRE

3 octobre - 8 novembre  
Théâtre de la Tempête/  
Cartoucherie  
Une visite  
d'après Kafka  
adaptation et mise en scène  
Philippe Adrien  
production du Groupe Actes

14 octobre - 30 novembre  
Théâtre de l'Aquarium/  
Cartoucherie  
Woyzeck  
de Georg Büchner  
mise en scène  
Jean-Louis Hourdin  
production du G.R.A.T.

22 octobre - 31 novembre  
Théâtre Gérard-Philipe,  
Saint-Denis  
Cage  
écrit et mis en scène  
par Jacques Kraemer  
production du T.P.L.

28 octobre - 4 novembre  
Maison de la Culture  
de la Seine-Saint-Denis  
Bobbigny  
L'Orestie  
Trilogie d'Eschyle  
présentée par la Schaubühne  
am Theater am Ufer  
mise en scène Peter Stein  
coréalisation Maison de la Culture  
de la Seine-Saint-Denis

## MUSIQUE

22-25 octobre  
Centre Georges Pompidou  
Robert Ashley  
Perfect Lives  
(Private Parts)  
cérémonie  
Centre Georges Pompidou

## EXPOSITIONS

Musée d'Art Moderne  
Musée de la Ville de Paris  
Stravinsky  
Petit Palais  
Regard sur  
la photographie  
au XIX<sup>e</sup> siècle  
Location aux théâtres  
Frac Montparnasse tél. 222.98.41  
Festival d'Automne tél. 296.12.27

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES, v.o. - HAUTEFEUILLE, v.o.  
GAUMONT LES HALLES, v.o. - MAYFAIR, v.o. - QUINTETTE, v.o. - FRANÇAIS, v.f.  
GAUMONT RICHELIEU, v.f. - MONTMARTRE PATHE, v.f. - NATION, v.f.  
GAUMONT SUD, v.f. CLICHY PATHE  
CYRANO Versailles - BELLE-ÉPINE Thiais - PATHE Champigny - TRICYCLE Asnières  
UGC Polisy - 3 VINCENNES  
FRANÇAIS Enghien, v.o. - GAUMONT-EVRY VÉLIZY 2 - ARIEL Rueil

Orange Mécanique... Barry Lyndon...  
et maintenant,  
la terreur selon Stanley Kubrick...



# SHINING

UN FILM DE STANLEY KUBRICK

JACK NICHOLSON - SHELLEY DUVALL - "SHINING" - SEATMAN CROTHERS - DANNY LLOYD  
STEPHEN KING - STANLEY KUBRICK & DAVID JOHNSON - STANLEY KUBRICK, JAN HARLAN



EXTÉRIEUR, NUIT  
JACQUES BRAL

MERCREDI 29



DEUX LIONS AU SOLEIL  
CLAUDE FARALDO  
avec la participation de MICHEL - MARTINE - ALAIN - VALÉRIE - JEAN-PIERRE  
ROBIN - SARCEY - DOUTEY - KUNG - TAILHADE

# drouot

compagnie des commissaires priseurs de paris  
hôtel des ventes - 9, rue drouot - 75009 paris  
téléphone : 246-17-11 - télex : drouot 642260

Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures.

## SAMEDI 25 OCTOBRE (Exposition vendredi 24)

S. 1. - Rares plantes vertes : bonasas, orchidées, papillons.  
M. Pescheteau, Pescheteau Bédin.

## LUNDI 27 OCTOBRE (Exposition samedi 26)

S. 1. - Collection d'un amateur.  
S. 2. - Objets de vitrine.  
S. 3. - Objets de vitrine.  
S. 4. - Objets de vitrine.

## MARDI 28 OCTOBRE (Exposition lundi 27)

S. 1. - Bijoux, argent, ancienne et mod.  
S. 2. - Bijoux, meubles de style, tapis, bonnet.

## MERCREDI 29 OCTOBRE (Exposition mardi 28)

S. 1. - Dargues livres.  
S. 2. - Orient.  
S. 3. - Orient.  
S. 4. - Orient.

## JEUDI 30 OCTOBRE (Exposition mercredi 29)

S. 1. - Armes et souvenirs historiques.  
S. 2. - Armes et souvenirs historiques.

## JEUDI 30 OCTOBRE à 16 h (Exposition de 11 à 16 h.)

S. 1. - Tapis.  
S. 2. - Tapis.

## VENDREDI 31 OCTOBRE (Exposition jeudi 30)

S. 1. - Tableaux anc., bijoux.  
S. 2. - Tableaux anc., bijoux.  
S. 3. - Tableaux anc., bijoux.  
S. 4. - Tableaux anc., bijoux.

## Etudes annonçant les ventes de la semaine

ADER, PIGARD, TAJAN, 12, rue Drouot (75009), 770-15-53 -  
AUBAY, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 770-15-53 -  
770-07-88 - 522-17-33 -  
LE BLANC, 52, avenue de l'Opéra (75002), 285-34-34 -  
BOISCHARD, DE HESCHEREN, 2, rue de Provence (75009), 770-81-36 -  
BONDU, 17, rue Drouot (75009), 770-38-18 -  
COUTURIER, NICOLAS, 51, rue de Valenciennes (75009), 555-85-44 -  
DUMONT, 22, rue de Valenciennes (75009), 246-66-88 -  
LAUREN, GUILLOUX, BUFFETON, TAILLEUR (anciennement  
RHEIMS-LAUREN), 15, rue Drouot (75009), 246-61-16 -  
NERET, MINET, 31, rue Le Peletier (75009), 770-07-79 -  
OGRE, 22, rue Drouot (75009), 770-38-18 -  
PESCHETEAU, PESCHETEAU-BÉDIN, 16, rue de la Grange-Batelière  
(75009), 770-81-36 -  
RENAUD, 6, rue de la Grange-Batelière (75009), 770-45-05 -



















# INFORMATIONS « SERVICES »

## IMMOBILIER

### Maisons individuelles : pour éviter les mauvaises surprises

La construction d'une maison individuelle représente, pour beaucoup de Français, un rêve qui se concrétise parfois au prix d'un gros investissement (1). Le particulier qui entreprend ce projet, qui s'engage à construire, doit être conscient de la complexité de l'opération. Le type de contrat proposé par la plupart des entrepreneurs spécialisés, et il est obligatoire dès lors que l'entrepreneur s'engage à fournir lui-même les plans de la construction à valider.

Le contrat de construction est une véritable originalité : d'abord, il oblige l'entrepreneur à s'engager de façon précise dès la signature du contrat ; d'autre part, il est strictement réglementé par la loi, qui offre au particulier d'ouvrage un maximum de garanties et la certitude de ne pouvoir être lésé par un constructeur indélicat.

#### La signature du contrat :

C'est au moment de la signature du contrat que l'entrepreneur s'engage à fournir au particulier un plan complet et précis de l'ouvrage, ainsi qu'un état descriptif annexé au contrat.

1) A exécuter dans le délai de 15 jours à compter de la signature du contrat, l'entrepreneur doit fournir au particulier un plan complet et précis de l'ouvrage, ainsi qu'un état descriptif annexé au contrat.

2) A exécuter, dès la signature du contrat, l'entrepreneur doit fournir au particulier un plan complet et précis de l'ouvrage, ainsi qu'un état descriptif annexé au contrat.

3) A exécuter, dès la signature du contrat, l'entrepreneur doit fournir au particulier un plan complet et précis de l'ouvrage, ainsi qu'un état descriptif annexé au contrat.

4) A exécuter, dès la signature du contrat, l'entrepreneur doit fournir au particulier un plan complet et précis de l'ouvrage, ainsi qu'un état descriptif annexé au contrat.

5) A exécuter, dès la signature du contrat, l'entrepreneur doit fournir au particulier un plan complet et précis de l'ouvrage, ainsi qu'un état descriptif annexé au contrat.

6) A exécuter, dès la signature du contrat, l'entrepreneur doit fournir au particulier un plan complet et précis de l'ouvrage, ainsi qu'un état descriptif annexé au contrat.

7) A exécuter, dès la signature du contrat, l'entrepreneur doit fournir au particulier un plan complet et précis de l'ouvrage, ainsi qu'un état descriptif annexé au contrat.

8) A exécuter, dès la signature du contrat, l'entrepreneur doit fournir au particulier un plan complet et précis de l'ouvrage, ainsi qu'un état descriptif annexé au contrat.

9) A exécuter, dès la signature du contrat, l'entrepreneur doit fournir au particulier un plan complet et précis de l'ouvrage, ainsi qu'un état descriptif annexé au contrat.

10) A exécuter, dès la signature du contrat, l'entrepreneur doit fournir au particulier un plan complet et précis de l'ouvrage, ainsi qu'un état descriptif annexé au contrat.

11) A exécuter, dès la signature du contrat, l'entrepreneur doit fournir au particulier un plan complet et précis de l'ouvrage, ainsi qu'un état descriptif annexé au contrat.

12) A exécuter, dès la signature du contrat, l'entrepreneur doit fournir au particulier un plan complet et précis de l'ouvrage, ainsi qu'un état descriptif annexé au contrat.

13) A exécuter, dès la signature du contrat, l'entrepreneur doit fournir au particulier un plan complet et précis de l'ouvrage, ainsi qu'un état descriptif annexé au contrat.

14) A exécuter, dès la signature du contrat, l'entrepreneur doit fournir au particulier un plan complet et précis de l'ouvrage, ainsi qu'un état descriptif annexé au contrat.

15) A exécuter, dès la signature du contrat, l'entrepreneur doit fournir au particulier un plan complet et précis de l'ouvrage, ainsi qu'un état descriptif annexé au contrat.

16) A exécuter, dès la signature du contrat, l'entrepreneur doit fournir au particulier un plan complet et précis de l'ouvrage, ainsi qu'un état descriptif annexé au contrat.

17) A exécuter, dès la signature du contrat, l'entrepreneur doit fournir au particulier un plan complet et précis de l'ouvrage, ainsi qu'un état descriptif annexé au contrat.

18) A exécuter, dès la signature du contrat, l'entrepreneur doit fournir au particulier un plan complet et précis de l'ouvrage, ainsi qu'un état descriptif annexé au contrat.

19) A exécuter, dès la signature du contrat, l'entrepreneur doit fournir au particulier un plan complet et précis de l'ouvrage, ainsi qu'un état descriptif annexé au contrat.

20) A exécuter, dès la signature du contrat, l'entrepreneur doit fournir au particulier un plan complet et précis de l'ouvrage, ainsi qu'un état descriptif annexé au contrat.

#### Les garanties

Le contrat de construction prévoit deux types de garanties :

1) La garantie de bon usage :

Elle assure au particulier que l'ouvrage sera construit conformément aux plans et à l'état descriptif annexés au contrat.

2) La garantie de solidité :

Elle assure au particulier que l'ouvrage sera construit conformément aux plans et à l'état descriptif annexés au contrat.

3) La garantie de conformité :

Elle assure au particulier que l'ouvrage sera construit conformément aux plans et à l'état descriptif annexés au contrat.

4) La garantie de performance :

Elle assure au particulier que l'ouvrage sera construit conformément aux plans et à l'état descriptif annexés au contrat.

5) La garantie de sécurité :

Elle assure au particulier que l'ouvrage sera construit conformément aux plans et à l'état descriptif annexés au contrat.

6) La garantie de confort :

Elle assure au particulier que l'ouvrage sera construit conformément aux plans et à l'état descriptif annexés au contrat.

7) La garantie de santé :

Elle assure au particulier que l'ouvrage sera construit conformément aux plans et à l'état descriptif annexés au contrat.

8) La garantie de bien-être :

Elle assure au particulier que l'ouvrage sera construit conformément aux plans et à l'état descriptif annexés au contrat.

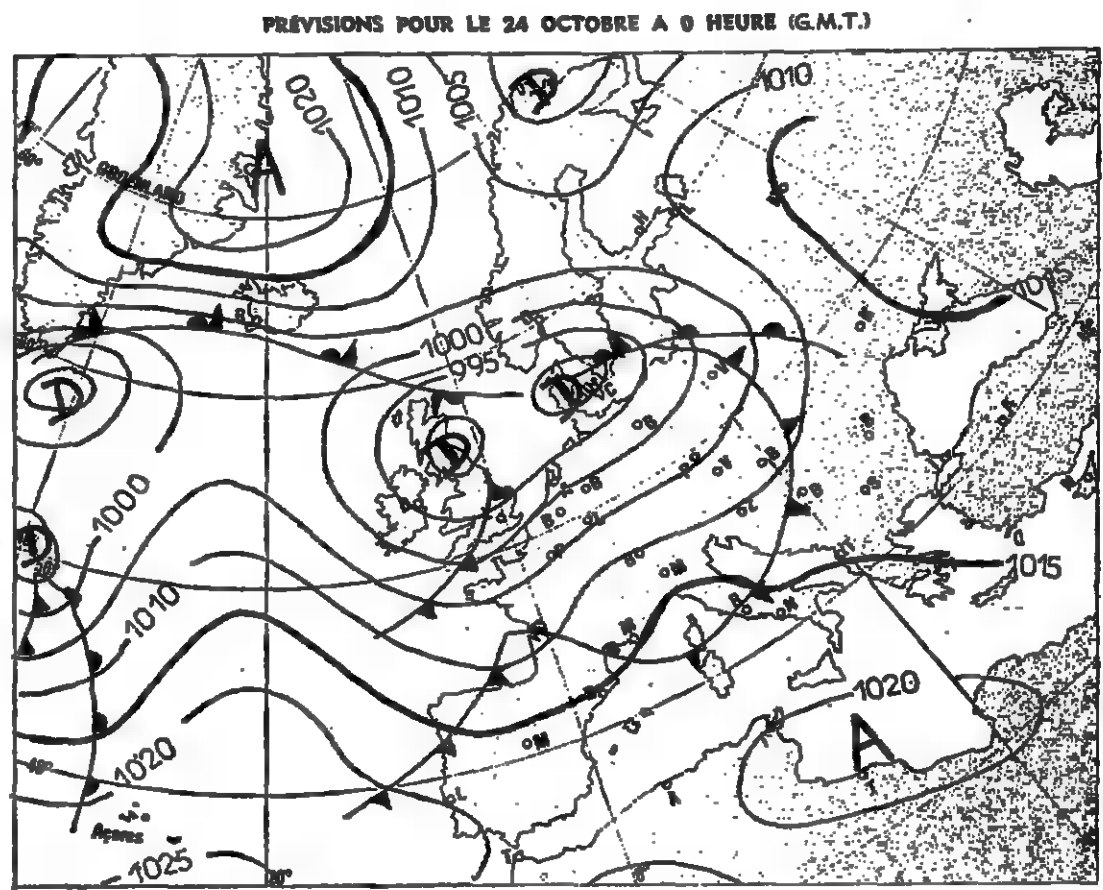
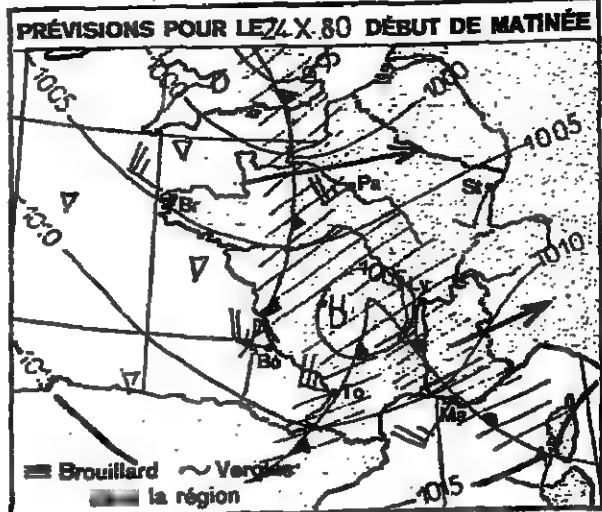
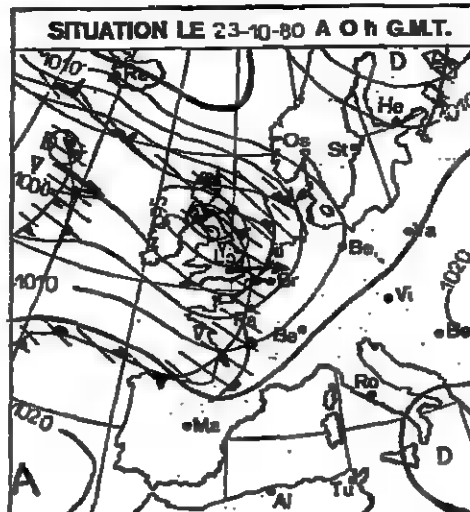
9) La garantie de qualité :

Elle assure au particulier que l'ouvrage sera construit conformément aux plans et à l'état descriptif annexés au contrat.

10) La garantie de satisfaction :

Elle assure au particulier que l'ouvrage sera construit conformément aux plans et à l'état descriptif annexés au contrat.

## MÉTÉOROLOGIE



Lignes d'égalité de hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 2,5 mm)  
 Zone de pluie ou neige    Averses    Orages    Brouillard    Verges  
 Flèche indiquant la direction d'où vient le vent    Force du vent : 5 noeuds / 10 noeuds / 50 noeuds  
 Sens de la marche des fronts    Front chaud    Front froid    Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le 23 octobre à 0 heure et le vendredi 24 octobre à 24 heures :

Le courant perturbé qui s'est établi le 23 octobre, se poursuit le 24 octobre. Les températures maximales sont en baisse sur la moitié nord-ouest de la France. Les températures minimales sont en baisse sur la moitié sud-est de la France. Les précipitations sont abondantes sur la moitié nord-ouest de la France. Les vents sont forts sur la moitié sud-est de la France.

Evolution probable du temps en France entre le 23 octobre à 0 heure et le vendredi 24 octobre à 24 heures :

Le courant perturbé qui s'est établi le 23 octobre, se poursuit le 24 octobre. Les températures maximales sont en baisse sur la moitié nord-ouest de la France. Les températures minimales sont en baisse sur la moitié sud-est de la France. Les précipitations sont abondantes sur la moitié nord-ouest de la France. Les vents sont forts sur la moitié sud-est de la France.

Evolution probable du temps en France entre le 23 octobre à 0 heure et le vendredi 24 octobre à 24 heures :

Le courant perturbé qui s'est établi le 23 octobre, se poursuit le 24 octobre. Les températures maximales sont en baisse sur la moitié nord-ouest de la France. Les températures minimales sont en baisse sur la moitié sud-est de la France. Les précipitations sont abondantes sur la moitié nord-ouest de la France. Les vents sont forts sur la moitié sud-est de la France.

## PARIS EN VISITES

### VENREDI 24 OCTOBRE

10 h. L'église Saint-Etienne-du-Mont (11<sup>e</sup> arr.).  
 11 h. L'église Saint-Sulpice (6<sup>e</sup> arr.).  
 12 h. L'église Saint-Julien-le-Pauvre (11<sup>e</sup> arr.).  
 13 h. L'église Saint-Eustache (2<sup>e</sup> arr.).  
 14 h. L'église Saint-Germain-l'Auxerrois (1<sup>er</sup> arr.).  
 15 h. L'église Saint-Martin-des-Champs (8<sup>e</sup> arr.).  
 16 h. L'église Saint-Philippe-du-Roule (8<sup>e</sup> arr.).  
 17 h. L'église Saint-Thomas-du-Louvre (1<sup>er</sup> arr.).  
 18 h. L'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet (1<sup>er</sup> arr.).  
 19 h. L'église Saint-André-des-Arts (6<sup>e</sup> arr.).  
 20 h. L'église Saint-Jacques-la-Basse-Neuve (1<sup>er</sup> arr.).

## CONFÉRENCES

19 h. 30. L'Université de Paris (Sorbonne).  
 20 h. L'Université de Paris (Sorbonne).  
 21 h. L'Université de Paris (Sorbonne).  
 22 h. L'Université de Paris (Sorbonne).  
 23 h. L'Université de Paris (Sorbonne).  
 24 h. L'Université de Paris (Sorbonne).

## MOTS CROISÉS

### NUMÉRIQUE N° 2785

1. Quand le mot est...  
 2. Pour le mot...  
 3. Le mot est...  
 4. Le mot est...  
 5. Le mot est...  
 6. Le mot est...  
 7. Le mot est...  
 8. Le mot est...  
 9. Le mot est...  
 10. Le mot est...

## HORIZONTALEMENT

I. Quel qu'on peut donner à tout...  
 II. Per...  
 III. Une bonne...  
 IV. L'essence...  
 V. L'essence...  
 VI. L'essence...  
 VII. L'essence...  
 VIII. L'essence...  
 IX. L'essence...  
 X. L'essence...

## Solution du problème n° 2784

### Horizontalement

I. Arbustes...  
 II. Mou...  
 III. Mou...  
 IV. Mou...  
 V. Mou...  
 VI. Mou...  
 VII. Mou...  
 VIII. Mou...  
 IX. Mou...  
 X. Mou...

## Verticalement

I. Arbustes...  
 II. Mou...  
 III. Mou...  
 IV. Mou...  
 V. Mou...  
 VI. Mou...  
 VII. Mou...  
 VIII. Mou...  
 IX. Mou...  
 X. Mou...

## loterie nationale

### TRANCHE DES ORCHIDÉES

TERMI	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES À PAYER	TERMI	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES À PAYER
1	251 6 521 9 461 1 881 8 091 7 041 156 941	500 1 000 1 000 5 000 5 000 10 000 500 000	6	76 5 916 0 396	150 5 000 10 000
2	4 132 4 262 9 152 4 372	1 000 1 000 1 000 5 000	7	8 7 688 9 388	70 1 070 5 070
3	néant	néant	8	38 7 688 9 388	150 1 070 5 070
4	4 14 264 1 614 98 644	70 220 570 1 220 100 070	9	59 3 389 367 129	150 5 000 3 000 000
5	675	500	0	60 580 1 330 2 400	150 500 1 000 1 000

## loterie nationale

### TRANCHE DES ORCHIDÉES

TERMI	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES À PAYER	TERMI	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES À PAYER
1	251 6 521 9 461 1 881 8 091 7 041 156 941	500 1 000 1 000 5 000 5 000 10 000 500 000	6	76 5 916 0 396	150 5 000 10 000
2	4 132 4 262 9 152 4 372	1 000 1 000 1 000 5 000	7	8 7 688 9 388	70 1 070 5 070
3	néant	néant	8	38 7 688 9 388	150 1 070 5 070
4	4 14 264 1 614 98 644	70 220 570 1 220 100 070	9	59 3 389 367 129	150 5 000 3 000 000
5	675	500	0	60 580 1 330 2 400	150 500 1 000 1 000

# CARNET

## Réceptions

Le... apostolique a donné une réception mercredi...  
 du... Jean-Paul II.

## Naissances

Le... Philippe MACHÉREY et Mme... ont fait part de la naissance de leur fille...  
 née le 24 septembre 1980 à... (Paris).

## Mariages

Philippe CHAMANT et Yvonne VAXSSEY ont fait part de leur mariage, célébré dans l'intimité familiale le 17 octobre...  
 40-57, boulevard d'Anvers, 92200 Neuilly-sur-Seine.

## Décès

Jean... ADAM a choisi de nous quitter le 14 octobre...  
 à l'âge de 85 ans.

Mme... Mlle... ont fait part de leur décès...  
 à l'âge de 85 ans.

Mme... Mlle... ont fait part de leur décès...  
 à l'âge de 85 ans.

Mme... Mlle... ont fait part de leur décès...  
 à l'âge de 85 ans.

Mme... Mlle... ont fait part de leur décès...  
 à l'âge de 85 ans.

Mme... Mlle... ont fait part de leur décès...  
 à l'âge de 85 ans.

Mme... Mlle... ont fait part de leur décès...  
 à l'âge de 85 ans.

Mme... Mlle... ont fait part de leur décès...  
 à l'âge de 85 ans.

Mme... Mlle... ont fait part de leur décès...  
 à l'âge de 85 ans.

Mme... Mlle... ont fait part de leur décès...  
 à l'âge de 85 ans.

Mme... Mlle... ont fait part de leur décès...  
 à l'âge de 85 ans.

Mme... Mlle... ont fait part de leur décès...  
 à l'âge de 85 ans.

Mme... Mlle... ont fait part de leur décès...  
 à l'âge de 85 ans.

Mme... Mlle... ont fait part de leur décès...  
 à l'âge de 85 ans.

Mme... Mlle... ont fait part de leur décès...  
 à l'âge de 85 ans.

Mme... Mlle... ont fait part de leur décès...  
 à l'âge de 85 ans.



# CARNET

# SPORTS

## FOOTBALL

### EN COUPE D'EUROPE

## L'Inter de Milan fidèle à sa légende

Des trois clubs français encore engagés dans les Coupes d'Europe de football, l'Inter de Milan est celui qui a les meilleures chances de franchir le premier tour de la compétition. Les « verts » ont en effet obtenu le nul (0 à 0) aux Ecossais de Saint-Mirren. Ils aborde-

ront donc le match retour à Geoffroy-Guichard sans handicap. Ce n'est pas le cas de Sochaux qui devra se déplacer à Porto après un nul (1 à 1) à la « machine de guerre » qu'est l'Inter de Milan.

### De notre envoyé spécial

aller à leurs offensifs, jusqu'au moment où l'Espagnol Luis Suarez, la plaque tournante de l'équipe, transmettait le ballon à ses deux attaquants de pointe, le Brésilien Jair et Sandro Mazzola, le plus souvent confrontés à une défense dégaillardie. Tous les moyens défensifs ou offensifs — dégaillardie dans les tribunes, passe redoublée au gardien de but, coup franc — étaient bons pour préserver un nul.

### Bagarres

Il est curieux de constater que les deux équipes ont joué avec une technique et une vision du jeu et la précision de ses passes longues, Luis Suarez. C'est à l'Inter de Milan que Sandro Mazzola a marqué le premier but de la soirée. Il a frappé le ballon dans le but de l'équipe de Saint-Mirren.

### Le « mage »

Il n'y a pas de magie dans le football, mais il y a des joueurs qui ont le don de faire passer le ballon à leur adversaire. C'est ce que l'on appelle le « mage ». Sandro Mazzola est un « mage ».

Heleneo Herrera, l'entraîneur argentin qui s'ennuyait d'avoir « épuisé » ses joueurs, a décidé de leur faire jouer le football « à la manière » de Sandro Mazzola. C'est ce que l'on appelle le « mage ».

Dans les vestiaires, le gymnase ou la salle de restaurant, Heleneo Herrera faisait apposer des affiches pour sensibiliser en permanence les joueurs à ses convictions : « Celui qui renonce est un lâche », « Répète-toi », « Si tu ne fais pas, tu ne peux pas », etc. Il ne se contentait pas de donner confiance à ses joueurs, mais leur inculquait un véritable esprit de commandement.

Au niveau d'un sport collectif, le football, l'entraîneur argentin fut le premier à appliquer la philosophie du judo. Il profita de la victoire de son adversaire pour déséquilibrer et le battre. Ainsi l'Inter de Milan s'appuyait-il sur des défenseurs en surpoids pour contenir des attaquants qui avaient le champ libre pour dominer. Forts de leur apparente supériorité, ces derniers se laissaient de plus en plus

redoublés par une pelouse rendue très glissante par une pluie incessante. Les « verts » n'avaient pas besoin de ce nouveau coup de sort. Moins cyniques que leurs prédécesseurs, les défenseurs milanais ont tenu les cornes mi-temps, les Irlandais passés en retrait à leur gardien, provoquant ainsi une violente bagarre entre supporters, à coups de couteaux et de tasses de bouteille qui a fait quelques blessés avant l'intervention de la police.

Revenons sur le terrain après la mi-temps avec un bel esprit de combat. Les Irlandais ont créé bien quelques situations confuses devant le gardien milanais, mais ils n'ont pas réussi à marquer. Patrice Rio a la soixante-huitième minute, mais la balle n'était pas avec eux, notamment par la faute de leur défense.

Une fois de plus, c'est sur leur terrain qu'ils ont gagné. Les Nantais ont eu six victoires pour six défaites. Les Nantais ne se sont montrés assez efficaces pour forcer la qualification. Ils ont perdu leur match retour.

GERARD ABOUY.

### RÉSULTATS

COUPE DES CLUBS CHAMPIONS	(Nations de finale)	Score
Inter Milan (It.)	h. Nantes (Fr.)	2-1
Real Madrid (Esp.)	h. Tottenham (Angl.)	2-0
Bayern Munich (R.F.A.)	h. Liverpool (Angl.)	1-0
PSV Eindhoven (Pays-Bas)	h. Ajax (Holl.)	1-0
Eintracht Frankfurt (R.F.A.)	h. Borussia Dortmund (R.F.A.)	1-0
Standard Liège (Belg.)	h. Schalke 04 (R.F.A.)	1-0
FC Cologne (R.F.A.)	h. Borussia Dortmund (R.F.A.)	1-0
FC Schalke 04 (R.F.A.)	h. Borussia Dortmund (R.F.A.)	1-0
FC Schalke 04 (R.F.A.)	h. Borussia Dortmund (R.F.A.)	1-0
FC Schalke 04 (R.F.A.)	h. Borussia Dortmund (R.F.A.)	1-0

COUPE DE L'U.E.F.A.	(Nations de finale)	Score
Manchester United (Angl.)	h. Liverpool (Angl.)	1-0
Bayern Munich (R.F.A.)	h. Borussia Dortmund (R.F.A.)	1-0
FC Schalke 04 (R.F.A.)	h. Borussia Dortmund (R.F.A.)	1-0
FC Schalke 04 (R.F.A.)	h. Borussia Dortmund (R.F.A.)	1-0
FC Schalke 04 (R.F.A.)	h. Borussia Dortmund (R.F.A.)	1-0

Châtelluyon, Clermont-Ferrand, Limoges, Paris, etc. etc. etc.

M. Pierre CROISILLE, ancien professeur agrégé d'anglais, inspecteur d'académie honoraire, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite, de l'Ordre des Palmes académiques, croix de guerre 1939-1945.

Les obsèques civiles ont eu lieu dans l'intimité familiale le mardi 21 octobre à 14 heures, au cimetière de Châtelluyon.

Le comte et la comtesse d'Esclapart, née de la Roche, ont eu lieu le mardi 21 octobre à 14 heures, au cimetière de Châtelluyon.

M. et Mme Robert Delmas, son frère et sa belle-sœur, ont eu lieu le mardi 21 octobre à 14 heures, au cimetière de Châtelluyon.

M. et Mme Raymond DELMAS-THURET, président-directeur général de la Compagnie Générale de Navigation, ont eu lieu le mardi 21 octobre à 14 heures, au cimetière de Châtelluyon.

M. et Mme Grégoire et ses enfants, ont eu lieu le mardi 21 octobre à 14 heures, au cimetière de Châtelluyon.

Mme la générale DESNEUX, née Gertrude Alier, ont eu lieu le mardi 21 octobre à 14 heures, au cimetière de Châtelluyon.

M. et Mme Bernard, ont eu lieu le mardi 21 octobre à 14 heures, au cimetière de Châtelluyon.

M. et Mme Bernard VALLANCHON, ont eu lieu le mardi 21 octobre à 14 heures, au cimetière de Châtelluyon.

M. et Mme Bernard VALLANCHON, ont eu lieu le mardi 21 octobre à 14 heures, au cimetière de Châtelluyon.

M. et Mme Bernard VALLANCHON, ont eu lieu le mardi 21 octobre à 14 heures, au cimetière de Châtelluyon.

M. et Mme Bernard VALLANCHON, ont eu lieu le mardi 21 octobre à 14 heures, au cimetière de Châtelluyon.

M. et Mme Bernard VALLANCHON, ont eu lieu le mardi 21 octobre à 14 heures, au cimetière de Châtelluyon.

M. et Mme Bernard VALLANCHON, ont eu lieu le mardi 21 octobre à 14 heures, au cimetière de Châtelluyon.

M. et Mme Bernard VALLANCHON, ont eu lieu le mardi 21 octobre à 14 heures, au cimetière de Châtelluyon.

M. et Mme Bernard VALLANCHON, ont eu lieu le mardi 21 octobre à 14 heures, au cimetière de Châtelluyon.

M. et Mme Bernard VALLANCHON, ont eu lieu le mardi 21 octobre à 14 heures, au cimetière de Châtelluyon.

M. et Mme Bernard VALLANCHON, ont eu lieu le mardi 21 octobre à 14 heures, au cimetière de Châtelluyon.

M. et Mme Bernard VALLANCHON, ont eu lieu le mardi 21 octobre à 14 heures, au cimetière de Châtelluyon.

M. et Mme Bernard VALLANCHON, ont eu lieu le mardi 21 octobre à 14 heures, au cimetière de Châtelluyon.

M. et Mme Bernard VALLANCHON, ont eu lieu le mardi 21 octobre à 14 heures, au cimetière de Châtelluyon.

M. et Mme Bernard VALLANCHON, ont eu lieu le mardi 21 octobre à 14 heures, au cimetière de Châtelluyon.

M. et Mme Bernard VALLANCHON, ont eu lieu le mardi 21 octobre à 14 heures, au cimetière de Châtelluyon.

Avec tous ceux qui l'ont connu et aimé, sa famille et les amis de sa famille.

Francis LASSERRE, 24 octobre, à 15 heures, salle des Commissions, Centre Pasteur, M. A. H. Mandani : « Firmes multinationales et indépendance de l'Iran ».

Université de Paris-I, 24 octobre, à 15 heures, amphithéâtre Richelieu, M. Pierre Bruyelle : « L'organisation urbaine de la région Nord-Pas-de-Calais ».

Université de Paris-IV, 24 octobre, à 14 heures, amphithéâtre Richelieu, M. Pierre Bruyelle : « L'organisation urbaine de la région Nord-Pas-de-Calais ».

Université de Paris-I, 27 octobre, à 15 heures, salle des Commissions, Mlle Véra L. Gallo : « La question juive en Pologne pendant l'entre-deux-guerres ».

Université de Paris-I, 27 octobre, à 15 heures, salle des Commissions, Mlle Véra L. Gallo : « La question juive en Pologne pendant l'entre-deux-guerres ».

Université de Paris-IV, 27 octobre, à 15 heures, amphithéâtre Richelieu, M. Pierre Bruyelle : « L'organisation urbaine de la région Nord-Pas-de-Calais ».

Université de Paris-I, 27 octobre, à 15 heures, salle des Commissions, Mlle Véra L. Gallo : « La question juive en Pologne pendant l'entre-deux-guerres ».

Université de Paris-I, 27 octobre, à 15 heures, salle des Commissions, Mlle Véra L. Gallo : « La question juive en Pologne pendant l'entre-deux-guerres ».

Université de Paris-I, 27 octobre, à 15 heures, salle des Commissions, Mlle Véra L. Gallo : « La question juive en Pologne pendant l'entre-deux-guerres ».

Université de Paris-I, 27 octobre, à 15 heures, salle des Commissions, Mlle Véra L. Gallo : « La question juive en Pologne pendant l'entre-deux-guerres ».

Université de Paris-I, 27 octobre, à 15 heures, salle des Commissions, Mlle Véra L. Gallo : « La question juive en Pologne pendant l'entre-deux-guerres ».

Université de Paris-I, 27 octobre, à 15 heures, salle des Commissions, Mlle Véra L. Gallo : « La question juive en Pologne pendant l'entre-deux-guerres ».

Université de Paris-I, 27 octobre, à 15 heures, salle des Commissions, Mlle Véra L. Gallo : « La question juive en Pologne pendant l'entre-deux-guerres ».

Université de Paris-I, 27 octobre, à 15 heures, salle des Commissions, Mlle Véra L. Gallo : « La question juive en Pologne pendant l'entre-deux-guerres ».

Université de Paris-I, 27 octobre, à 15 heures, salle des Commissions, Mlle Véra L. Gallo : « La question juive en Pologne pendant l'entre-deux-guerres ».

Université de Paris-I, 27 octobre, à 15 heures, salle des Commissions, Mlle Véra L. Gallo : « La question juive en Pologne pendant l'entre-deux-guerres ».

Université de Paris-I, 27 octobre, à 15 heures, salle des Commissions, Mlle Véra L. Gallo : « La question juive en Pologne pendant l'entre-deux-guerres ».

Université de Paris-I, 27 octobre, à 15 heures, salle des Commissions, Mlle Véra L. Gallo : « La question juive en Pologne pendant l'entre-deux-guerres ».

Université de Paris-I, 27 octobre, à 15 heures, salle des Commissions, Mlle Véra L. Gallo : « La question juive en Pologne pendant l'entre-deux-guerres ».

Université de Paris-I, 27 octobre, à 15 heures, salle des Commissions, Mlle Véra L. Gallo : « La question juive en Pologne pendant l'entre-deux-guerres ».

Université de Paris-I, 27 octobre, à 15 heures, salle des Commissions, Mlle Véra L. Gallo : « La question juive en Pologne pendant l'entre-deux-guerres ».

Université de Paris-I, 27 octobre, à 15 heures, salle des Commissions, Mlle Véra L. Gallo : « La question juive en Pologne pendant l'entre-deux-guerres ».

Université de Paris-I, 27 octobre, à 15 heures, salle des Commissions, Mlle Véra L. Gallo : « La question juive en Pologne pendant l'entre-deux-guerres ».

## Soutenances de thèses

Université de Paris-I, 24 octobre, à 15 heures, amphithéâtre Richelieu, M. Pierre Bruyelle : « L'organisation urbaine de la région Nord-Pas-de-Calais ».

Université de Paris-I, 24 octobre, à 15 heures, amphithéâtre Richelieu, M. Pierre Bruyelle : « L'organisation urbaine de la région Nord-Pas-de-Calais ».

Université de Paris-I, 24 octobre, à 15 heures, amphithéâtre Richelieu, M. Pierre Bruyelle : « L'organisation urbaine de la région Nord-Pas-de-Calais ».

Université de Paris-I, 24 octobre, à 15 heures, amphithéâtre Richelieu, M. Pierre Bruyelle : « L'organisation urbaine de la région Nord-Pas-de-Calais ».

Université de Paris-I, 24 octobre, à 15 heures, amphithéâtre Richelieu, M. Pierre Bruyelle : « L'organisation urbaine de la région Nord-Pas-de-Calais ».

Université de Paris-I, 24 octobre, à 15 heures, amphithéâtre Richelieu, M. Pierre Bruyelle : « L'organisation urbaine de la région Nord-Pas-de-Calais ».

Université de Paris-I, 24 octobre, à 15 heures, amphithéâtre Richelieu, M. Pierre Bruyelle : « L'organisation urbaine de la région Nord-Pas-de-Calais ».

Université de Paris-I, 24 octobre, à 15 heures, amphithéâtre Richelieu, M. Pierre Bruyelle : « L'organisation urbaine de la région Nord-Pas-de-Calais ».

Université de Paris-I, 24 octobre, à 15 heures, amphithéâtre Richelieu, M. Pierre Bruyelle : « L'organisation urbaine de la région Nord-Pas-de-Calais ».

Université de Paris-I, 24 octobre, à 15 heures, amphithéâtre Richelieu, M. Pierre Bruyelle : « L'organisation urbaine de la région Nord-Pas-de-Calais ».

Université de Paris-I, 24 octobre, à 15 heures, amphithéâtre Richelieu, M. Pierre Bruyelle : « L'organisation urbaine de la région Nord-Pas-de-Calais ».

Université de Paris-I, 24 octobre, à 15 heures, amphithéâtre Richelieu, M. Pierre Bruyelle : « L'organisation urbaine de la région Nord-Pas-de-Calais ».

Université de Paris-I, 24 octobre, à 15 heures, amphithéâtre Richelieu, M. Pierre Bruyelle : « L'organisation urbaine de la région Nord-Pas-de-Calais ».

Université de Paris-I, 24 octobre, à 15 heures, amphithéâtre Richelieu, M. Pierre Bruyelle : « L'organisation urbaine de la région Nord-Pas-de-Calais ».

Université de Paris-I, 24 octobre, à 15 heures, amphithéâtre Richelieu, M. Pierre Bruyelle : « L'organisation urbaine de la région Nord-Pas-de-Calais ».

Université de Paris-I, 24 octobre, à 15 heures, amphithéâtre Richelieu, M. Pierre Bruyelle : « L'organisation urbaine de la région Nord-Pas-de-Calais ».

Université de Paris-I, 24 octobre, à 15 heures, amphithéâtre Richelieu, M. Pierre Bruyelle : « L'organisation urbaine de la région Nord-Pas-de-Calais ».

Université de Paris-I, 24 octobre, à 15 heures, amphithéâtre Richelieu, M. Pierre Bruyelle : « L'organisation urbaine de la région Nord-Pas-de-Calais ».

Université de Paris-I, 24 octobre, à 15 heures, amphithéâtre Richelieu, M. Pierre Bruyelle : « L'organisation urbaine de la région Nord-Pas-de-Calais ».

Université de Paris-I, 24 octobre, à 15 heures, amphithéâtre Richelieu, M. Pierre Bruyelle : « L'organisation urbaine de la région Nord-Pas-de-Calais ».

Université de Paris-I, 24 octobre, à 15 heures, amphithéâtre Richelieu, M. Pierre Bruyelle : « L'organisation urbaine de la région Nord-Pas-de-Calais ».

Université de Paris-I, 24 octobre, à 15 heures, amphithéâtre Richelieu, M. Pierre Bruyelle : « L'organisation urbaine de la région Nord-Pas-de-Calais ».

Université de Paris-I, 24 octobre, à 15 heures, amphithéâtre Richelieu, M. Pierre Bruyelle : « L'organisation urbaine de la région Nord-Pas-de-Calais ».

Université de Paris-I, 24 octobre, à 15 heures, amphithéâtre Richelieu, M. Pierre Bruyelle : « L'organisation urbaine de la région Nord-Pas-de-Calais ».

Université de Paris-I, 24 octobre, à 15 heures, amphithéâtre Richelieu, M. Pierre Bruyelle : « L'organisation urbaine de la région Nord-Pas-de-Calais ».

## Communications diverses

Samedi 25 octobre à 20 h. M. et Mme Bernard VALLANCHON, ont eu lieu le mardi 21 octobre à 14 heures, au cimetière de Châtelluyon.

Samedi 25 octobre à 20 h. M. et Mme Bernard VALLANCHON, ont eu lieu le mardi 21 octobre à 14 heures, au cimetière de Châtelluyon.

Samedi 25 octobre à 20 h. M. et Mme Bernard VALLANCHON, ont eu lieu le mardi 21 octobre à 14 heures, au cimetière de Châtelluyon.

Samedi 25 octobre à 20 h. M. et Mme Bernard VALLANCHON, ont eu lieu le mardi 21 octobre à 14 heures, au cimetière de Châtelluyon.

Samedi 25 octobre à 20 h. M. et Mme Bernard VALLANCHON, ont eu lieu le mardi 21 octobre à 14 heures, au cimetière de Châtelluyon.

Samedi 25 octobre à 20 h. M. et Mme Bernard VALLANCHON, ont eu lieu le mardi 21 octobre à 14 heures, au cimetière de Châtelluyon.

Samedi 25 octobre à 20 h. M. et Mme Bernard VALLANCHON, ont eu lieu le mardi 21 octobre à 14 heures, au cimetière de Châtelluyon.

Samedi 25 octobre à 20 h. M. et Mme Bernard VALLANCHON, ont eu lieu le mardi 21 octobre à 14 heures, au cimetière de Châtelluyon.

Samedi 25 octobre à 20 h. M. et Mme Bernard VALLANCHON, ont eu lieu le mardi 21 octobre à 14 heures, au cimetière de Châtelluyon.

Samedi 25 octobre à 20 h. M. et Mme Bernard VALLANCHON, ont eu lieu le mardi 21 octobre à 14 heures, au cimetière de Châtelluyon.

Samedi 25 octobre à 20 h. M. et Mme Bernard VALLANCHON, ont eu lieu le mardi 21 octobre à 14 heures, au cimetière de Châtelluyon.

Samedi 25 octobre à 20 h. M. et Mme Bernard VALLANCHON, ont eu lieu le mardi 21 octobre à 14 heures, au cimetière de Châtelluyon.

Samedi 25 octobre à 20 h. M. et Mme Bernard VALLANCHON, ont eu lieu le mardi 21 octobre à 14 heures, au cimetière de Châtelluyon.

Samedi 25 octobre à 20 h. M. et Mme Bernard VALLANCHON, ont eu lieu le mardi 21 octobre à 14 heures, au cimetière de Châtelluyon.

Samedi 25 octobre à 20 h. M. et Mme Bernard VALLANCHON, ont eu lieu le mardi 21 octobre à 14 heures, au cimetière de Châtelluyon.

Samedi 25 octobre à 20 h. M. et Mme Bernard VALLANCHON, ont eu lieu le mardi 21 octobre à 14 heures, au cimetière de Châtelluyon.

Samedi 25 octobre à 20 h. M. et Mme Bernard VALLANCHON, ont eu lieu le mardi 21 octobre à 14 heures, au cimetière de Châtelluyon.

Samedi 25 octobre à 20 h. M. et Mme Bernard VALLANCHON, ont eu lieu le mardi 21 octobre à 14 heures, au cimetière de Châtelluyon.

Samedi 25 octobre à 20 h. M. et Mme Bernard VALLANCHON, ont eu lieu le mardi 21 octobre à 14 heures, au cimetière de Châtelluyon.

Samedi 25 octobre à 20 h. M. et Mme Bernard VALLANCHON, ont eu lieu le mardi 21 octobre à 14 heures, au cimetière de Châtelluyon.

Samedi 25 octobre à 20 h. M. et Mme Bernard VALLANCHON, ont eu lieu le mardi 21 octobre à 14 heures, au cimetière de Châtelluyon.

Samedi 25 octobre à 20 h. M. et Mme Bernard VALLANCHON, ont eu lieu le mardi 21 octobre à 14 heures, au cimetière de Châtelluyon.

Samedi 25 octobre à 20 h. M. et Mme Bernard VALLANCHON, ont eu lieu le mardi 21 octobre à 14 heures, au cimetière de Châtelluyon.

Samedi 25 octobre à 20 h. M. et Mme Bernard VALLANCHON, ont eu lieu le mardi 21 octobre à 14 heures, au cimetière de Châtelluyon.

Samedi 25 octobre à 20 h. M. et Mme Bernard VALLANCHON, ont eu lieu le mardi 21 octobre à 14 heures, au cimetière de Châtelluyon.

maurice saïne a un nouvel ouvert pour vous

CLUB ROMAN FASHION

GALERIE DU CLARIDGE

Costumes prêts à être portés

RAYON SPECIAL POUR HOMMES FORTS OU GRANDS

Costumes à vos mesures à partir de 2.500 F

Et tous les accessoires "haut de gamme" pour l'homme : chemises, casquettes, mocassins, cravates grands couturiers, etc.

DORIAN GUY

36, av. George V - Tél. 720.70.33

GODECHOT et PAULIET

86, avenue R. Poincaré (16)

Place Victor-Hugo

Tél. : 500.95.03

Bagues de fiançailles

DIAMANTS

RUBIS - SAPHIRS - ÉMERILLES

ACHATS - VENTES

EXPERTISES GRATUITES

Church's

collection complète en plusieurs largeurs

J. CARTIER

chasseur pour homme

à 30 m de la rue Tronchet

23, rue des Mathurins - Tél. 262.25.25

CETTE ROBE A UNE ADRESSE.

RODIER

Rodier Claridge

maurice saïne

a un nouvel ouvert pour vous

CLUB ROMAN FASHION

GALERIE DU CLARIDGE

Costumes prêts à être portés

RAYON SPECIAL POUR HOMMES FORTS OU GRANDS

Costumes à vos mesures à partir de 2.500 F

Et tous les accessoires "haut de gamme" pour l'homme : chemises, casquettes, mocassins, cravates grands couturiers, etc.

DORIAN GUY

36, av. George V - Tél. 720.70.33

maurice saïne

a un nouvel ouvert pour vous



	Le 1980	Le 1981
OFFRES D'EMPLOI	14,00	16,03
DEMANDES D'EMPLOI	39,00	41,00
IMMOBILIER	105,00	105,00
AUTOMOBILES		
AGENDA		
PROP. COMM. CAPITALUX		

# ANNONCES CLASSEES

## OFFRES D'EMPLOIS

**Groupement Français des Consoils**

**direction grands projets**  
part-informatique  
**140/160.000 Fan**

L'une des principales sociétés de conseil en informatique, spécialisée dans la mise en œuvre des projets de grande envergure (définition en amont-vente des spécifications des systèmes) et la mise en œuvre des programmes de développement et de maintenance de leur réalisation. Ces postes, à pourvoir en région parisienne, impliquent des capacités d'analyse et de synthèse, et offrent des possibilités d'évolution à la mesure des responsabilités offertes à des candidats ayant de l'expérience dans le domaine des réseaux et de la gestion de l'information.

L'un des postes (pour lequel l'anglais est indispensable) donnera l'occasion de travailler à l'étranger.

Envoyez votre CV sous pli fermé à M. 848 AK aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Réponse assurée.

**ingénieur logiciel**  
**confirmé MF**  
**110/130.000 l'an**

Ingénieur informaticien, vous avez une connaissance du langage d'implémentation sur systèmes temps réel et éventuellement une pratique des réseaux de télécommunication. Vous avez de l'expérience, vous avez l'habitude de travailler sur des projets importants, et malgré vos 2/3 années d'expérience, vous avez l'envie de développer vos compétences pendant 1 ou 2 ans en assistant la réalisation de logiciels d'application.

Nous vous proposons de mettre à profit et de perfectionner votre expérience chez un constructeur en fort développement.

Un poste de chef de projet vous attend par la suite.

Si ce poste à pourvoir en région parisienne vous intéresse, envoyez votre CV sous pli fermé à M. 792 AK aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Réponse assurée.

**SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE EN MATÉRIEL ÉLECTRONIQUE**

**1 ÉLECTRONICIEN**  
pour étude et contrôle

Le poste conviendrait à un titulaire du B.T.S. Dégagé O.M.  
Avantages : Salaire individuel.  
Craquage : 41, rue Crozatier, 75012 PARIS.

**BANQUE INTERNATIONALE**  
CHAMPS-ÉLYSÉES  
recherche son

**CHEF DES OPÉRATIONS DOCUMENTAIRES**  
**POSTE DE HAUT NIVEAU**

lequel nous recherchons des qualifications approfondies

- Cadre confirmé (minimum 5 ans V), au moins 10 années d'expérience dans la fonction documentaire et des responsabilités.
- Niveau de maîtrise documentaire.
- Bonne pratique de l'anglais lu et parlé.

Toute candidature ne remplissant pas l'ensemble de ces exigences ne pourra être retenue.

Le niveau de rémunération fonction des qualifications présentées et pourra être élevé pour des candidats présentant des qualifications exceptionnelles.

Déclaration absolue assurée. Les dossiers non retenus seront retournés.

Envoyer curriculum vitae avec lettre de motivation sous le n° 7.253, le Monde Publied, 5, rue des Italiens - 75009 PARIS

**5 ATTACHÉS ADMINISTRATIFS**

Les candidats doivent être âgés de 21 à 35 ans au 1-1-81 (proportions susceptibles), avoir un diplôme de niveau D.E.S. ou D.E.U.G. ou équivalent, et remplir les conditions générales d'accès à la fonction.

ÉCRIRE : O.P.H.L.M.V.P., 48, rue du Cardinal-Lemoine, 75231 PARIS CEDEX 05. Cdt. des inscriptions : 12-11-80.

**ÉTABLISSEMENT PUBLIC**  
recherche sur concours

**1 Attaché Administratif affecté au traitement automatisé de l'information**

Les candidats doivent être âgés de 21 à 35 ans au 1-1-81 (proportions susceptibles), avoir un diplôme de niveau D.E.S. ou D.E.U.G. ou équivalent, et remplir les conditions générales d'accès à la fonction.

ÉCRIRE : O.P.H.L.M.V.P., 48, rue du Cardinal-Lemoine, 75231 PARIS CEDEX 05. Cdt. des inscriptions : 12-11-80.

**INGÉNIEUR D'AFFAIRES**

recherché par entreprise nationale, marché RHÔNE-ALPES

Diplômé de grande école, métallurgiste de préférence, possédant une expérience dans la gestion commerciale d'une entreprise faisant 350 de CA dont 50% à l'étranger.

Il sera directement en contact avec le Directeur Adjoint.

Il parlera français et anglais. Il lui sera offerte une situation de premier plan.

Envoyez votre lettre manuscrite, CV et n° 10364 EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney 75002 PARIS

**CENTRE DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT**

**ingénieur spécialiste des problèmes de suspension**  
tous véhicules légers et lourds.

Il lui sera offerte des études, des enquêtes et des missions de prototypes en vue de la production de conceptions et de procédés techniques nouveaux.

Lieu de travail : proche banlieue Paris.

Adresser votre lettre manuscrite, CV et n° 10364 EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney 75002 PARIS

**LA SOCIÉTÉ SEPHORA**

recherche pour son NOUVEAU DÉPARTEMENT SYNTHESE et COMMERCIALISATION produits chimiques spécialisés

**Chef du Personnel**

Responsable de la gestion administrative et des services généraux.

LE POSTE SUPPLÉMENTAIRE : - de très bonnes connaissances en droit du travail. - de niveau maîtrise. - une expérience d'au moins 5 à 6 ans en tant que chef de service.

**SALAIRE ANNUEL DE DÉPART** 80.000 F et 10% M. 10364 EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney 75002 PARIS

**BANQUE PRIVÉE**  
spécialisée dans crédit consommation

**ATTACHÉ COMMERCIAL**  
pour promouvoir le leasing automobile

Envoyez C.V., photo et références à : A. Champser, 53, rue Condorcet - PARIS.

**MOTOBÉCANÉ**

**DEUX INGÉNIEURS**  
(de préférence A.M.)

Pour prendre la direction, du planning, du développement, du service clients, des cyclomoteurs et des bicyclettes à SAINT-QUENTIN.

Quelques années d'expérience en indispensable.

Curriculum vitae et références à : SERVICE DU PERSONNEL 16, rue Lessart, 93100 PANTIN.

**ACCROCHER et CONCLURE**

Ce sont les qualités que nous vous demandons pour vous confier le poste de

**PROSPECTRICE**

au service des Annonces d'un IMPORTANT MAGAZINE hebdomadaire de grande diffusion nationale

Chargée de la promotion de nos rubriques auprès de nos clients actuels et potentiels, vous serez sollicitée, vous serez sollicitée, vous serez sollicitée.

Vous avez une voix agréable et vous connaissez le téléphone comme un moyen privilégié de communication.

ALORS, VOUS ÊTES CELLE QUE NOUS RECHERCHONS !

Et, en échange, nous vous offrons : - un excellent support ; - un salaire fixe + prime ; - une formation et une évolution permanente au sein d'une équipe jeune et dynamique.

Téléphone : 562-19-56 (Poste 157)

**LA VILLE DE RENNES (35)**

**UN INGÉNIEUR INFORMATICIEN**  
(formation INSA)

Renseignements et dépôt de candidature : M. 10364 EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney 75002 PARIS

**IMPORTANTE ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS**  
RECHERCHE D'URGENCE POUR CHANTIER NIGERIA

**CHEF COMPTABLE EXPÉRIMENTÉ**

Anglais indispensable

Envoyez votre lettre manuscrite, CV et n° 10364 EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney 75002 PARIS

**ANNONCES CLASSEES**  
TÉLÉPHONÉES  
**296-15-01**

**TECHNIC. ou INGÉN. ÉLECTRONIQUES**

Maintenance. Expérience sur divers équipements et engins. Ecrire SOPRAS, 100, boulevard Voltaire-11° - Paris.

**JURISTE**

Min. capacité + 10 ans d'expérience en droit des sociétés, anglais souhaité.

Disponible rapidement.

Ad. C.V. manuscrit, réf. et photo à M. 10364 EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney 75002 PARIS

**LIQUIDATRICES**

(préparation et solde de décomptes de liquidation). BAC B ou niveau.

Debutantes acceptées.

NOUS OFFRONS : - formation continue ; - salaire fixe + prime ; - travail en équipe avec des personnes de confiance.

Envoyez votre lettre manuscrite, CV et références à : M. 10364 EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney 75002 PARIS

**INGÉNIEURS POS. 2**

GESTION 2000

Jeune Ingénieur

Études de projets OFFSHORE, béton armé et gâs-technique.

Tél. : 246-42-01

**secrétaires**

Recherche SECRÉTAIRE TÉLÉPHONISTE perfectionnée bilingue français-anglais, 25 à 30 ans, 11, rue Aubert PARIS 9.

Important organisme professe, recherche

**UNE SECRÉTAIRE**  
formation juridique (niveau DEUG), libre rapidement pour travailler dans un organisme de documentation juridique.

Adresser lettre + C.V. + références à : C.A.O.A., 78, av. R.-Poincaré, 75016 Paris

les annonces classées du Monde sont reçues par téléphone du lundi au vendredi de 9 à 12 h. 30, de 13 h. 30 à 18 heures au 296-15-01

مكاتب الإعلان







publication de l'ouvrage par rues  
est provisoirement suspendue.  
Cela n'est dû à une mesure de  
circonstance qui n'implique  
aucune décision de principe  
quant à la suppression de ce  
produit dont les services de  
P.T.T. étudient pour une pro-  
chaine action la périodicité et  
le mode de distribution.



# Les vieux codes ne font plus la Loi.

Deux nouveaux codes Prat/Europa :



AVEC  
JURISPRUDENCE  
A JOUR  
AU 1<sup>er</sup> SEPT.  
1980

Déjà parus : Code du Travail 1980 - Code du Logement 1980  
Code de la Route 1980 - Pénal 1980 - Code de Procédure Pénale 1980.



● M. MONORY, ministre de l'économie, a

**CLAUDE RÉGENT.**



هكرامن الاعمل



## réactions

de son côté assuré, mercredi 22 octobre, que « la volonté du gouvernement de venir en aide à Saint-Etienne était grande. Manufacture est une affaire tout à fait dramatique, a-t-il ajouté, le gouvernement va tout mettre en œuvre dans la région pour limiter les conséquences sociales de la fin des activités de Manufacture en tentant d'y apporter des activités nouvelles ».

Se déclarant préoccupé et inquiet du sort des ouvriers, M. Monory a indiqué qu'il allait étudier avec le syndicat et les représentants de l'ancienne société Manufacture les moyens de trouver, avec des responsables intéressés, des solutions actives par activité. « Nous accompagnerons financièrement toute proposition allant dans ce sens », a-t-il précisé, souhaitant

enfin que « chacune des activités puisse redevenir dynamique en retrouvant des responsables qui fassent tourner les entreprises ».

D'autre part, le ministre du travail a confié à un haut fonctionnaire, M. Schuler, une « mission de coordination pour l'aide au reclassement des anciens salariés de Manufacture ». Celui-ci sera aidé dans sa mission par un groupe de travail composé des représentants des principaux services publics intéressés. Il lui appartiendra également d'indiquer un communiqué du ministère, « de constituer auprès de lui un comité qui regroupera des personnalités qualifiées, dont les employeurs de la région, des syndicalistes et des représentants de l'administration ».

## Éviter le pire

Nul ne saurait rester indifférent à l'effondrement de Manufacture et au sort de ses salariés battus depuis des mois entre l'espoir et la crainte. Certes, la crise aidant, bien des entreprises, sinon des secteurs entiers, ont fait naufrage ces dernières années. Il n'en reste pas moins que la lente agonie de la firme stéphanoise et sa fin trop prévisible laissent une impression de gâchis.

Comment en est-on arrivé là ? La question mérite d'autant plus d'être posée que Manufacture fut une affaire prospère et même en avance sur son temps, grâce à son fondateur, Eugène Mimard.

Le malheur a voulu que ses successeurs ne soient pas de la même étoffe, ce contenant de vivre sur l'acquis en abandonnant peu à peu leurs pouvoirs à des syndicats d'autant plus puissants que la direction était incertaine. Époque euphorisante, où la municipalité (actionnaire principal de la firme avec près du tiers du capital) peut « placer » ses « obligés », qui bénéficient de salaires élevés et de bien d'autres avantages. Le réveil va être brutal.

C'est en 1975 que, pour la première fois, des pertes apparaissent au bilan. Dès cette époque, il est tel ou tel prendra des mesures de redressement énergiques pour établir une situation déjà fort compromise et pour faire face à l'évolution de la distribution du marché et de la concurrence. Ces mesures, personne n'aura le courage de les prendre. Pire : quatre cents salariés supplémentaires sont embauchés avant les élections municipales de 1977, que va perdre M. Durand.

Elu à la tête d'une liste d'union de la gauche, le nouveau maire, M. Sanguedolce est un communiste qui a fait campagne sur le thème : « Pas de démantèlement, pas de licenciement ». Engagement périlleux qu'il ne pourra tenir. Il n'exista pas de miracle pour redresser une firme : il faut de l'argent frais et un plan d'action. Or l'argent fut Manufacture, les investisseurs privés se gardèrent bien d'intervenir dans une entreprise qui sent le soufre avec son actionnaire communiste. Quant aux plans de redressement proposés par les P.-D.G. qui se succédèrent, ils sont repoussés par la municipalité et les syndicats car jugés inacceptables.

Le 7 février 1978, Manufacture est mise en règlement judiciaire. Le 9 mai de la même année, la Société nouvelle Manufacture présidée par M. René Mestries est constituée avec l'appui décisif de la MACIF (Mutuelle des artisans, commerçants et industriels de France) dont les sympathies sont à gauche. Les syndicats et la municipalité acceptent six cent neuf suppressions d'emplois.

### Incohérence des pouvoirs publics

Cette tentative de renouveau, la plus sérieuse jamais engagée, va échouer. Les investisseurs tant espérés ne se manifestent pas : les banques refusent leurs concours. Pour une entreprise commerciale comme Manufacture, c'est la condamnation. Le 12 mai 1980, M. Mestries est « démissionné » par son conseil d'administration à l'initiative de la MACIF qui craint à l'évidence d'être entraînée dans une aventure. Le maire de Saint-Etienne, la C.G.T., bientôt relayée par le P.C. qui manifestement veut faire de Manufacture l'un de ses chevaux de bataille, vont dès lors n'avoir de cesse de contraindre les pouvoirs publics à aider massivement la firme stéphanoise. L'affaire, depuis longtemps politisée, devient essentiellement politique : le P.C. et la C.G.T. se font la main pour empêcher le P.C. de laisser mourir la « Vierge Marie » de Saint-Etienne. Ils se trompent.

À la vérité, cette « fermeté » des pouvoirs publics apparaît quelque peu suspecte. Soit qu'il ait été convaincu que le redressement de Manufacture était impossible, soit qu'il n'ait pas été fâché de se lancer dans une épreuve de force avec le P.C., le gouvernement a eu, dans cette affaire, une attitude bien peu

## M. Monory sanctionne pour entrave à la concurrence un groupement d'intérêt économique de Montélimar

Une entente entre fabricants de nougat, dans la région de Montélimar, vient d'être sanctionnée par la commission de la concurrence. M. Monory a condamné le groupement d'intérêt économique (I.E.I.) Inter-Nougat à payer une amende de 100 000 francs et à modifier son règlement intérieur pour entraver au « libre exercice de la concurrence ». Cette décision, publiée au Bulletin officiel de la concurrence et de la consommation, met une nouvelle fois en lumière le manque de concurrence de l'économie française.

L'industrie de la fabrication du nougat représente l'une des activités essentielles de la région de Montélimar, mais la mise en service, en 1970, de l'autoroute A7, avait entraîné une baisse des ventes de l'ordre de 90 % des premiers quinze jours. Afin de remédier à cette situation, les industriels du nougat de l'agglomération de Montélimar s'étaient réunis pour constituer le G.I.E. Inter-Nougat, qui avait conclu avec la Société française de promotion touristique et hôtelière, concessionnaire de l'aire de services d'Allan (Drôme), un contrat aux termes duquel le groupement disposait d'une concession d'exclusivité de vente de nougat et de miel sur la portion d'autoroute traversant le département. Cette convention avait même été conclue à l'incitation de l'administration.

Qu'est-il alors reproché au G.I.E. Inter-Nougat ? Ce dernier avait, en effet, par son contrat avec la S.F.P.T.H., obtenu la liquidation des actifs de ce groupe, le G.I.E. Inter-Nougat avait exprimé la volonté de racheter les marques exploitées par Uni-Nougat, à savoir : Arnaud Soubeiran, Rocher de Provence, l'Ours qui danse et le Nougat royal. Mais mises aux enchères le 17 avril 1978, trois de ces quatre marques avaient été acquises par les établissements Brotte et Armerier, négociants en vin à Châteauneuf-du-Pape.

Dès le lendemain (18 avril 1978), une assemblée générale extraordinaire réunissant les membres d'Inter-Nougat, qui signent un accord aux termes duquel ils s'interdisent de fabriquer du nougat sous les marques Arnaud Soubeiran, Rocher de Provence, l'Ours qui danse et le Nougat royal, ou destiné à être vendu sous ces marques précitées. Cet accord avait été inséré dans le règlement intérieur du groupement par l'article 5 bis, adopté lors de l'assemblée générale du 31 mai 1978. D'après la commission de la concurrence, cet article 5 bis, « obligeant réel à l'implantation (sur l'aire d'Allan) des établissements Brotte et Armerier, aurait même été de nature à justifier une transmission du dossier aux parquets » si le G.I.E. ne l'avait

pas supprimé de son règlement intérieur au cours de l'assemblée générale du 27 juin 1980. En effet, dans les statuts d'Inter-Nougat, il était bien précisé : « Seuls sont admis à faire partie du groupement les fabricants de nougat ayant plus de trois ans d'activité et établis dans un rayon de 30 kilomètres autour de Montélimar (...) : chaque membre du groupement n'est autorisé à vendre à cet effet que les G.I.E. qu'il a certain quota de production fixé en fonction de son chiffre d'affaires (...) : les prix d'achat par le G.I.E. des fabricants sont uniformes, de même que les prix de vente au public ».

### De nouveaux rebondissements attendus

Pratiquement, le premier règlement émis par les établissements Brotte et Armerier de rentrer dans le G.I.E. et, par là, de vendre ses produits dans l'aire d'Allan, mais les deux autres règles empêchent de toute façon le libre exercice de la concurrence. Ce qui explique que, en plus de l'amende de 100 000 francs, la commission de la concurrence ait enjoint au groupement de modifier ses règles d'admission des nouveaux membres (en remplaçant la période de trois ans par une période d'un an et en supprimant toute exigence de localisation du siège social) et de redéfinir les quotas de production requis.

Inter-Nougat a donc modifié ses quotas et libéré les prix de vente. Le G.I.E. estime que cela fera monter les prix. Les établissements Brotte et Armerier, quant à eux, ne peuvent toujours pas vendre leur nougat dans la zone d'Allan. L'affaire risque de connaître encore des rebondissements.

(1) Le groupement d'intérêt économique (G.I.E.) est une forme juridique intermédiaire entre l'association à but non lucratif et la société qui, elle, fait des bénéfices. Cette formule, créée par une ordonnance de septembre 1967, a surtout pour objet de permettre à plusieurs partenaires — industriels ou commerciaux — de se regrouper dans des actions communes.

## COMMERCE INTERNATIONAL

Réuni à Genève

### LE COMITÉ TEXTILE DU GATT DRESSE LE BILAN DU SECOND ACCORD MULTIFIBRE

Le comité textile du GATT est réuni depuis le 22 octobre à Genève afin de dresser le bilan du second arrangement multifibre (A.M.F.), accord qui régit le commerce mondial du textile, et qui arrivera à expiration à la fin 1981. Les experts réunis à Genève devraient également tenter de préparer les négociations en vue de la mise en place d'un troisième A.M.F., négociations qui ne devraient cependant pas entrer dans leur phase active avant le printemps de l'année prochaine.

En attendant l'ouverture des négociations internationales, qui devraient permettre de fixer de nouvelles règles de la concurrence entre les principaux pays producteurs, le gouvernement français tente de limiter l'impact de la crise qui affecte l'ensemble de la filière textile. À défaut d'un plan textile révisé par les professionnels, les pouvoirs publics ont décidé une série de mesures d'appui destinées notamment à soutenir l'investissement, dont le président de la République a révélé les grandes lignes au cours de son voyage dans le Nord. Mercredi 22 octobre, M. Monory a précisé, au cours d'un colloque organisé par le Crédit national, certaines de ces mesures. Il a ainsi expliqué que les critères d'accès aux prêts participatifs distribués par le CIDESE (un organisme public chargé de soutenir les entreprises par apport de fonds propres) seraient immédiatement assouplis pour les entreprises performantes du secteur textile.

Près de 27 000 usines françaises sont sous contrôle étranger, indique le ministre de l'économie, M. Monory, en réponse à une question écrite de M. Ansquer. Depuis 1970, 6 479 entreprises françaises ont fait l'objet de prises de participation équivalentes à au moins 20 % de leur capital. Un mouvement qui a tendance à s'accroître puisque le nombre d'entreprises créées ou rachetées par des intérêts étrangers est passé de 1 251 en 1970, à 1 845 en 1974 et 2 403 en 1978. Ainsi, de 1970 à 1978, le nombre des entreprises sous contrôle étranger a doublé.

# Le HP-41C, vous l'avez vu dans la presse. Maintenant, il est disponible.

Vous avez probablement lu des articles de presse concernant le calculateur programmable HP-41C. C'est le plus puissant des calculateurs jamais conçus par Hewlett-Packard : affichage alphanumérique complet, clavier entièrement personnalisé par l'utilisateur, mémoire permanente...

Le HP-41C évolue avec la croissance de vos besoins : modules mémoire et périphériques tels que lecteur de cartes magnétiques, imprimante.

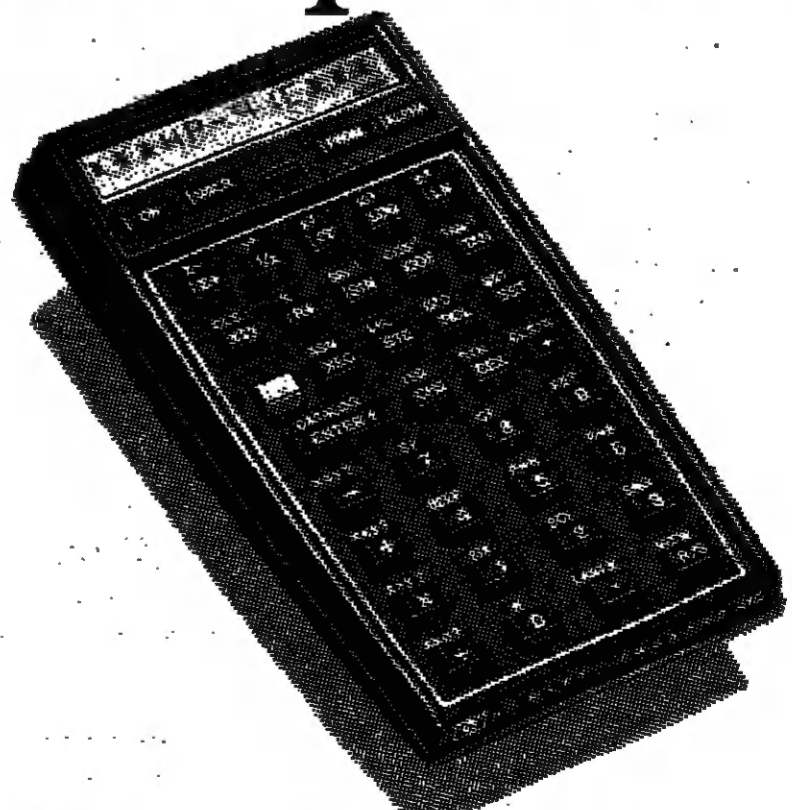
Il possède ce que vous êtes en droit d'attendre de Hewlett-Packard : un logiciel très étendu traitant la plupart de vos applications.

Rendez-vous chez le distributeur Hewlett-Packard le plus proche. Un HP-41C vous y attend.



Le HP-41C est disponible sur stock chez les distributeurs agréés HP suivants :  
Paris et la région parisienne : Paris 5<sup>e</sup>, La Règle à Calcul, Mamber Electronic, Paris 6<sup>e</sup>, Duriez, FNAC, Paris 9<sup>e</sup>, LPS Bureau, Paris 17<sup>e</sup>, LTA, 92 Boulogne, Compta France, 92 Paris La Défense, EAC.

Province : 06 Nice, Sorbonne Papeterie, 13 Marseille, Calculs Actuels, 31 Toulouse, Soubiron, 33 Bordeaux, Bernadet, 35 Rennes, Vicetel, 38 Grenoble, Unic Idess, 44 Nantes, Fradet, 59 Lille, Catry, 60 Beauvais, R. Ledoux, 63 Clermont-Ferrand, Neyral Bureau Equipement, 67 Strasbourg, Meschemmoser, 68 Mulhouse, Dobich, 69 Lyon, DOM, 76 Rouen, Scripta.









# ÉTRANGER

# MONNAIES

# BOURSE

## LA CRISE DE LA SIDÉRURGIE EUROPÉENNE Les tergiversations de Bonn irritent fortement Paris

(Suite de la première page.)

Sans le plan, antérieur, la Commission ne peut agir pour enrayer la chute des cours qui menace gravement ses entreprises sidérurgiques. C'est pour quoi M. Thurn, tout en déplorant le blocage allemand, a estimé que le plus urgent était d'essayer d'éviter de laisser se développer la crise supplémentaire au sein des deux et a décidé de convoquer le conseil.

Mercredi soir, les Français, furieux à l'égard de Bonn, n'avaient pas encore donné leur accord à cette réunion. Cependant, ils ne peuvent pas faire grand-chose d'autre pour manifester leur mauvaise humeur que de retarder la session ou de s'y faire représenter par un ministre de l'Industrie, ce qui n'est pas de leur ressort. Les Français sont d'autant plus mécontents que le président de la République, lors de son récent voyage dans le Nord, avait annoncé que M. Schmidt lui avait garanti que la R.F.A. ne s'opposerait pas au plan antérieur.

La tempête s'est-elle totalement apaisée samedi après-midi ? Rien n'est moins sûr, et les Allemands placent les enjeux à un niveau élevé. Ils n'agissent pas du tout, actuellement du moins, comme s'ils souhaitaient un compromis. Mercredi, à Bonn, M. Grünwald, le plus proche adjoint de la chancellerie, a tenu un large langage, soulignant que la R.F.A. ne se laisserait pas imposer quelque chose d'inacceptable, et affirmant que le plan Davignon n'était pas une solution définitive. Dans les semaines supplémentaires dans les semaines supplémentaires, de surcroît, l'union sacrée est en train de se réaliser en Allemagne sur ce thème : entre les deux parts de la coalition gouvernementale, la C.D.U. (chrétiens démocrates), les syndicats, et le patronat, refusent les uns après les autres de se faire emporter par Bruxelles. Double langage, au moins de la part de la sidérurgie allemande. Au départ, M. Davignon, commissaire chargé de la politique industrielle, était peu soucieux de faire appel à des mesures autoritaires. Car les industriels allemands lui ont répliqué pendant plusieurs semaines que le retour à un programme volontariste d'augmentation de la production était impossible.

## Le gouvernement ouest-allemand cherche à gagner du temps

De notre correspondant

Bonn. — Alors qu'il y a quelques jours l'affaire paraissait réglée, le cabinet fédéral ouest-allemand a de nouveau demandé, mercredi 22 octobre, une rencontre européenne au niveau ministériel sur la crise de la sidérurgie. Certes, il n'est toujours pas question, si on en croit les porte-paroles, que la R.F.A. cherche à utiliser son droit de veto pour faire échouer au plan de Bruxelles, prévoyant une réglementation du marché de l'acier au sein de la C.E.E. Mais les pressions des autres membres de plus en plus manifestes.

Non seulement l'ensemble de l'industrie, mais une partie au moins des syndicats ouest-allemands se dressent contre ce qui est considéré comme une victoire de la bureaucratie bruxelloise contre la liberté des entreprises.

Cette atmosphère explique que le cabinet ait cherché une fois encore à gagner du temps. Cela a permis au comte Lambsdorff de se rendre à Paris, puis à Londres, pour exposer une fois de plus les thèses ouest-allemandes. Il ne s'agit pas seulement d'obtenir pour les sidérurgistes de la R.F.A. des contingents plus favorables dans le cadre d'une production réglementée. Aux yeux des dirigeants le problème est beaucoup plus fondamental. On considère ici que le système de Bruxelles revient à pénaliser ceux qui, en acceptant des sacrifices très pénibles, ont durant ces dernières années amélioré leur position concurrentielle.

Pour les industriels comme pour les syndicats, la crise de l'acier met en cause les bases mêmes de la C.E.E. Elle fait apparaître que « l'économie sociale de marché » chère aux dirigeants ouest-allemands n'est pas compatible avec la « politique de subvention » des autres pays européens. L'industrie ouest-allemande, en dépit d'une meilleure productivité qui a été très chèrement payée, devrait donc sacrifier ses avantages en faveur d'entreprises étrangères soutenues par les contributions. Fait plus grave, si l'on s'en tient à la voie proposée à Bruxelles, les contributions ouest-allemandes seraient contraintes de subventionner les usines démodées de pays voisins. Alors que le fardeau financier du marché agricole devient chaque jour plus insupportable.

RECTIFICATION. — Dans notre article sur le renforcement du mécanisme des emprunts communautaires publié dans le Monde du 22 octobre, il fallait lire dans le deuxième paragraphe : « Le plafond (...) pourrait être porté à 7 milliards (et non 10 milliards, comme il a été écrit) d'ECU (principalement seulement) ».

## Baisse de l'or

Faiblesse persistante du deutschemark

L'or a continué de baisser sur le marché international de Londres où il a été, ce jeudi matin, coté par opposition 615,25 dollars l'once de 31,103 grammes (contre 600 dollars mercredi après-midi). Après le « fixing », les cours ont continué à glisser si bien qu'en fin de matinée on traitait l'once entre 614 et 616 dollars.

Plusieurs causes sont mises en avant pour expliquer ce mouvement. Le marché, dit-on, serait influencé par la perspective d'une prochaine libération par l'O.N.U. des stocks américains. Mais on signale que les Russes viennent de vendre à Zurich pour quelque 500 millions de dollars d'or. Les demandes belges ont été confirmées qu'un mois de septembre l'O.R.S.S. avait expédié en Suisse 25,105 tonnes de métal jaune (correspondant à 803 600 onces) dont la valeur correspond à peu près au chiffre cité ci-dessus. D'autre part, on fait état de certaines ventes d'or effectuées par plusieurs banques suisses.

Selon un courtier londonien, l'Iran aurait vendu 35,5 tonnes d'or, tandis que d'autres pays de l'O.R.S.S. et la Roumanie auraient aussi vendu du métal précieux. Les réserves métalliques de l'Espagne ont également un peu baissé. Les spéculateurs se demandent si ce n'est pas la baisse, mais bon nous ne pouvons que constater que le marché est plus serein.

## ÉNERGIE

### La hausse des prix du pétrole

(Suite de la première page.)

Enfin, les « bruts » légers africains, qui se vendent difficilement au prix officiel de 57 dollars le baril (il y a six semaines, bénéficiaient désormais d'une prime de 1,75 dollar à 58,75 dollars par baril. Les cours du marché libre se rapprochent ainsi rapidement de leurs records de l'hiver 1979, quand les pétroles africains trouvaient preneurs à 40 dollars le baril.

Les prix des produits pétroliers sur le marché de Rotterdam ne sont pas en reste. Lors de la dernière semaine de septembre, ils avaient déjà augmenté de 23 points, selon les cotations officielles de la Commission européenne. Là encore, la hausse se poursuit. Le tonne de gazole, qui se vendait 290 dollars le 9 octobre, a atteint 320 dollars le 22 octobre, et le naphta, — produit de base de la chimie — est au même prix. Ces mouvements résultent notamment de rumeurs selon lesquelles l'Union soviétique aurait détourné vers l'Inde — un des pays les plus touchés dans ses approvisionnements par le conflit du Golfe — des exportations destinées au marché d'Europe du Nord et de l'Ouest.

Certes les transactions sur le marché libre restent très faibles et les gouvernements ont mieux qu'en 1979 « tenu » les compagnies (on ne voit pas de sociétés japonaises acheter à l'import) qui ont comme au moment de l'interruption des livraisons (iranienne). Mais cette évidente dégradation relative bien l'inquiétude provoquée par des informations alarmistes et la prolongation du conflit.

Dans l'étude la plus complète publiée sur les destructions totales ou partielles, M. Pierre Tazian, dans Le Pétrole et le gaz arabes, estime à quelque 9 milliards de dollars (80 milliards de francs), les pertes subies par les installations pétrolières, gazières et pétrochimiques d'Irak et d'Iran (calculées sur la base de leur coût de remplacement). Et il souligne que « les installations de production proprement dites sur les gisements ont été moins sévèrement touchées que les unités de traitement, de transport et d'exploitation d'hydrocarbures ».

Les experts américains qui connaissent bien les champs pétroliers iraniens estiment, rapporte la revue spécialisée Petroleum Intelligence Weekly, qu'il faudra quatre ans pour que l'Irak retrouve une pleine production (il fait non seulement des destructions, mais surtout des difficultés provoquées par l'interruption de la production).

Et la liste des dommages s'accroît chaque jour.

La France, pays le plus touché par l'interruption des livraisons de pétrole irakien, tente discrètement de « réorienter » ses approvisionnements.

La Compagnie française des pétroles, qui recevait 1 million de tonnes de pétrole d'Irak chaque mois, a la chance de bénéficier pleinement depuis le début d'octobre d'effets du contrat signé avec le Mexique (5 millions de tonnes par an) et pense obtenir bientôt une partie des 2,5 millions de tonnes supplémentaires offertes par les Emirats arabes unis. Enfin la C.F.P. vient d'acheter à la société belge Distrigaz 500 000 tonnes de brut saoudien.

El-Aquitaine, moins touchée que la C.F.P. (elle est privée de 2 millions de tonnes de brut irakien par trimestre), estime n'avoir pas encore besoin de modifier ses approvisionnements, mais s'intéresse discrètement au marché libre.

Les deux compagnies françaises — qui représentent près de 50 % du marché intérieur — espèrent surtout disposer d'une partie de la production supplémentaire de l'Arabie Saoudite. La Petronin leur rend directement 57 millions de tonnes de pétrole par an grâce à un contrat qui permet de tirer dès le fin de 1980 les quantités qui auraient dû être livrées en 1981. Enfin, Elf et la C.F.P. attendent la suspension de leurs livraisons à tous leurs clients tiers (c'est-à-dire à leurs acheteurs qui ne sont pas filiales).

Voilà qui permettra de tenir deux ou trois mois. Après...

BRUNO DETHOMAS.

## A la suite d'une nouvelle alerte à la bombe

PAS DE COTATIONS A LA BOURSE DE PARIS

A la suite d'une nouvelle alerte à la bombe, la troisième depuis le début de la semaine, il n'y a pas de cotations ce jeudi 23 octobre à la Bourse de Paris. Compte tenu de cette nouvelle suspension des cotations, la séance de reprise des primes est reportée au vendredi 24 octobre, et la liquidation d'octobre aura lieu lundi 27. Une autre alerte à la bombe a eu lieu à l'Agence France Presse, place de la Bourse. Les locaux ont été évacués.

Les représentants de l'Inter-syndicat de la Bourse, qui avaient émis quelques réserves quant à la présence des vigiles pour assurer la sécurité de la Bourse, ont finalement accepté leur présence, et seront reçus lundi matin par les responsables du marché afin de discuter de l'opportunité d'installer des services de surveillance propre à la Chambre syndicale. L'accès au Palais Brongniart est en effet très sévèrement réglementé depuis mardi.

Dans un communiqué publié dans la matinée de jeudi, la Chambre syndicale de la Compagnie des agents de change a confirmé que les représentants de la bombe survenue ces derniers

jours, elle a décidé de limiter temporairement l'accès du palais de la Bourse aux seuls professionnels des banques et des char-ges d'agents de change.

Les cotations à l'entrée seront désormais assurées par une compagnie de gardiennage dont la chambre syndicale a été assurée les services et dont le personnel sera assés dans sa tâche par les membres du service du matériel de la chambre syndicale.

Sans dérogation, les personnes étrangères à la Bourse, et, par conséquent, le public, ne seront plus autorisées, pour l'instant du moins, à pénétrer dans la salle d'achat.

Après avoir beaucoup hésité, la chambre syndicale s'est donc décidée à prendre des mesures. Mais au-delà de l'émotion très compréhensible causée par l'attentat manqué lundi 20 octobre, et de la véritable psychose de peur qui s'est emparée de tout le personnel de la Bourse et a poussé les représentants de l'Inter-syndicat à exercer des pressions sur la Chambre syndicale pour l'amener à réglementer l'entrée des marchands, on regrette sur la portée d'une telle décision.

## Des vérifications minutieuses

Cette deuxième fausse alerte à la bombe, à la Bourse ce jeudi 23 octobre, qui suivait de près la découverte, le lundi 20 octobre, au sous-sol de la « corbeille », de cinq kilos d'explosifs, a divisé les boursiers entre partisans de la répression et adeptes de la prévention. « Aujourd'hui à la Bourse, dit un commis d'agent de change, Demain dans les écoles et les hôpitaux : il faut frapper fort. » Un autre, en revanche, souligne la nécessité d'adopter des mesures préventives : « C'est seulement quand ça nous tombe dessus, dit-il, qu'on réagit. » Si d'évoquer la possibilité prévue par la convention collective d'embaucher à nouveau des « gardes noirs » chargés de la sécurité, « il n'y en a, explique-t-il, plus que deux qui se contentent de transmettre les ordres à la corbeille ».

Pour l'instant, la chambre syndicale des agents de change a embouché cinq vigiles d'une société de surveillance qui surveillent le palais Brongniart depuis jeudi 7 heures du matin. L'absence de garde dans la nuit précédente explique que la chambre syndicale ait pu, après la nouvelle alerte, suspendre les cotations, afin d'opérer, jusqu'à 15 heures, des vérifications mi-nutieuses. Une mesure approuvée par la plupart des commis : « Ma-pas dit l'un, tout bien toutes les cotations du monde. » L'inter-syndicale, pour sa part, soutiendrait même d'autres mesures pour assurer la sécurité de la Bourse de Paris, la seule en Europe à être ouverte au public — et cela depuis un décret du 27 prairial an X.

« Il faudrait, explique un adhérent de la C.F.D.T., que les particuliers soient pas mélangés aux professionnels et qu'une galerie soit aménagée à leur intention. » Cette déclaration de principe entraîne les protestations d'un client, un retraité qui vient à la Bourse tous les jours : « Je ne pourrais pas, dit-il, opérer dans de telles conditions, sur-veiller mon portefeuille. » Ne vous en faites pas, lui réplique le syndicaliste, on vous enverra plusieurs groupes où vous pourrez suivre groupe par groupe l'évolution de vos actions. Le client ne semble pas vraiment convaincu.

Pen après 13 heures, la plupart des boursiers gagnaient comme chaque jour leurs restaurants habituels, « le Vaudeville » ou « le Galopin ». — N. B.

## NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

INSTITUT MÉRIEUX. — Le résultat semestriel avant impôt s'élève à 98 millions de francs (contre 20,6 millions).

FRANCAIRE. — Pour l'exercice 1980, le bénéfice devrait s'établir à 25 millions de francs, contre 10 d'une plus-value de 15 millions pour l'exercice 1979 (contre 10,5 millions de francs). Le résultat de l'exercice 1980 devrait être compris entre celui de 1979 (47,23 millions de francs) et celui de 1978 (51,73 millions de francs).

LABORATOIRES ROGER BELLOIN. — Au 30 juin 1980, le bénéfice après impôts s'élève à 34,95 millions de francs (contre 17,94 millions).

SCIENTELEC. — Pour l'exercice 1980, la société devrait enregistrer un bénéfice net en progrès de 25 %, le bénéfice proposé est de 11,75 % (+ 15 %).

UNITED TECHNOLOGIES. — Pour l'exercice 1980, le bénéfice après impôts s'élève à 1,81 dollar (+ 15 %).

DELALANDE. — Le résultat du premier semestre a été encore décevant, mais la société espère que pour l'ensemble de l'exercice l'équilibre des comptes sera atteint. Dans ce cas, elle pourrait reprendre la dividende.

INDICES QUOTIDIENS	INDICE	base 100 : 23 déc. 1979
IND. C. 20 oct. 22 oct.		
Valeurs françaises ..	124,7	CLOS
Valeurs étrangères ..	124,7	
Cie DES AGENTS DE CHANGE		
(Base 100 : 28 oct. 1981)		
Ind. général ..	115,4	

COURS DU DOLLAR A TOKYO	22/10	23/10
1 dollar (en yen)...	238 28	238 25

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ ou -	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
\$ E.-U. ....	4,2855	- 125 - 98	- 185 - 145	- 315 - 245
\$ can. ....	3,6780	- 20 - 10	- 25 - 15	- 45 - 25
Yen (100) ..	2,2550	+ 10 + 5	+ 20 + 15	+ 250 + 250
DM ....	2,3660	+ 40 + 50	+ 90 + 115	+ 275 + 435
Florin ....	2,1215	+ 25 + 50	+ 60 + 85	+ 255 + 350
F.B. (100) ..	14,4180	- 65 + 55	- 130 + 85	- 220 - 185
F. (1 000) ..	2,2575	+ 10 + 20	+ 20 + 30	+ 25 + 35
£ (1 000) ..	2,2575	+ 440 - 350	- 750 - 650	- 940 - 815
£ (1 000) ..	10,4505	- 550 - 450	- 900 - 850	- 1515 - 1335

TAUX DES EURO-MONNAIES	8/11/78	8/12/78	8/1/79	8/2/79	8/3/79	8/4/79
DM ....	3/4	3/4	3/4	3/4	3/4	3/4
\$ E.-U. ....	3/4	3/4	3/4	3/4	3/4	3/4
Florin ....	3/4	3/4	3/4	3/4	3/4	3/4
F.B. (100) ..	3/4	3/4	3/4	3/4	3/4	3/4
F. (1 000) ..	3/4	3/4	3/4	3/4	3/4	3/4
£ (1 000) ..	3/4	3/4	3/4	3/4	3/4	3/4
£ (1 000) ..	3/4	3/4	3/4	3/4	3/4	3/4

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

## mondial Informatique

Nous organisons les 28/29 et 30 Janvier prochain un séminaire répondant aux questions essentielles telles que :

- Choisir son informatisation :
- Quand faut-il évaluer d'un ordinateur ?
- Comment rédiger le cahier d'expression des besoins ?
- Comment envisager le choix d'un ordinateur ?
- Comment préparer la décision ?
- Comment contrôler la mise en place d'un système informatique ?
- Comment maîtriser l'utilisation et l'évolution du traitement des informations de l'entreprise ?
- Les Micro - Ordinateurs :
- Quelles sont les possibilités d'un micro - ordinateur ?
- Quels en sont les coûts ?
- Etude de cas réels
- Quel est l'avenir de la micro-informatique : bureautique, traitement de textes ?
- Les Mini - Ordinateurs :
- Quelles peuvent être les relations avec les constructeurs, les sociétés de conseil ou de service ?
- Quels en sont les coûts ?
- Etude de cas réels
- Quel est l'avenir de la mini-informatique : télématique, réseaux ...

PARIS SHERATON HOTEL  
Renseignements et inscriptions Melle Renoux  
173 ter, rue de Charenton - 75012 Paris - Tél. : 346. 50. 85

## GROUPE D'IMPORTATEURS ARABES IMPLANTÉ DANS DIFFÉRENTS PAYS

Recherche pour le MOYEN-ORIENT, les ÉTATS-UNIS et l'AFRIQUE distribution de tous biens d'équipement et de consommation.

Transmettez documentation et prix départ usine valables 120 jours à :  
**NIK ARSIDI S.A.**  
89, rue de Grenelle - 75007 PARIS  
Tél. : 551-94-40 et 555-02-14 - Téléc. : 204 777 F  
Société Spécialisée dans le Développement du Commerce Extérieur



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

**2. PEINE DE MORT** : « Un chronométrage en vue de disparition », par Pierre Gaspard de Gaspard ; « La marque, la mouche et le cadavre », par Jean-François Motet ; « Une distinction de boutonniers », par Thierry Lévy.

### ÉTRANGER

#### 3. PROCHE-ORIENT

— La guerre du Golfe et le problème des réfugiés palestiniens.

#### 3-4. EUROPE

— POLOGNE : les syndicalistes de Solidarność refusent les modifications de statut exigées par les autorités.

#### 6. AMÉRIQUES

#### 8. ASIE

#### 9. Océanie

#### 10. AFRIQUE

— ZAMBIE : le gouvernement n'a toujours pas communiqué le motif de la démission du correspondant de l'A.P.

### POLITIQUE

#### 10-11. LA PRÉPARATION DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

— LIBRE OPINION : « Hôte », par Guy Bous, René Buhl et Stelio Farandjia ;

— L'examen du collectif budgétaire à l'Assemblée nationale.

— Au Sénat, la commission des lois examine le projet « sécurité et liberté ».

### SOCIÉTÉ

#### 13-14. ÉDUCATION

— les modifications de la loi d'orientation sur les conseils d'université : la situation à Rennes-I.

— JUSTICE : le procès de Philippe Maurice aux assises de Paris.

— RELIGION : les « propositions faites » du synode pourraient faire droit à la valeur du mariage civil.

— HISTOIRE : le message de paix d'Edmond Michelet ; témoignage : enfant de déporté.

— SPORTS : FOOTBALL : en Coupe d'Europe, l'inter de Milan fidèle à sa légende.

### LE MONDE DES LIVRES

— 17. LE FEUILLETON de Bertrand Poirot-Delpech : Jean-Jacques Guéhenne et Michel Beaugrenon.

— L'irréductible ascension d'un « monstre froid », par Richard Garrou.

— 19-20. ROMANS : l'étrange dimanche d'André Audureau.

— 20. ÉDITION : Point de vue : « Un procès perdu », par Jérôme Lindon.

— 21. LETTRES ÉTRANGÈRES : le premier roman de William Faulkner.

— 22-23. CIVILISATIONS : rencontres avec l'islam.

— 24-25. HISTOIRE : le rêve du Moyen Âge.

— 26. CLASSIQUES : Voltaire international.

### CULTURE

— 28. THÉÂTRE : la Révolte, de Villiers de l'Isle-Adam.

— 31. RADIO-TELEVISION.

— VI : l'Algérie des occasions manquées.

### RÉGIONS

— 38. ILE-DE-FRANCE : le S.N.C.F. vote l'abandonner son projet de liaison Ermont-lavallois ?

### ÉCONOMIE

— 40-41. La crise de Manufrance suscite de nombreuses réactions.

— 42. SOCIAL : les licenciements des responsables syndicaux.

### RADIO-TELEVISION (31)

#### INFORMATIONS

— « Services » (34) : Immobilier, Météorologie ; « Journal officiel » ; Mots croisés ; Loterie nationale ; Loto.

— Annonces classées (35-37) ; Carnet (34-35) ; Programmes spectacles (28 à 31).

— Le numéro du Monde daté 23 octobre 1980 a été tiré à 550 024 exemplaires.

— 38, RUE VANEAU (7<sup>e</sup>)

En souscription - Prix ferme

DU ST. AU 4P.

Sur place de 11 h. à 19 h.

550-21-26 - 743-96-96

NEVEU et Cie

A B C D E F G

## LES ATTENTATS ET LE RÔLE DE LA POLICE

### M. Bonnet évoque une tentative de « déstabilisation » de la France

Le ministre de l'intérieur a évoqué, mercredi 22 octobre, à l'Assemblée nationale puis à l'Assemblée de la région de la Seine-Saint-Denis, les polémiques en cours sur le rôle de la police et sur les attentats. À propos de la rue Copernic et des événements de la Bourse de Paris, il a affirmé qu'on était peut-être en face d'une tentative de « déstabilisation » de l'État français.

« La « bourse » de Marseille. — Interrogé, mercredi 22 octobre, à l'Assemblée nationale par M. Guy Herminier (P.C., Bouche-du-Rhône) sur la note, samedi 18 octobre, à Marseille, d'un adolescent d'origine maghrébine tué par un C.R.S., M. Bonnet a déclaré : « J'ai diligencé, pour procéder à une inspection, le chef de l'inspection générale de la police nationale, ce qui prouve l'importance que j'attache à cette affaire. J'attends les conclusions de son rapport pour en tirer sur le plan administratif les conséquences qui s'imposent. »

« Les neo-nazis dans la police. — M. Bonnet a notamment déclaré, mercredi 22 octobre, à l'Assemblée nationale : « La police a très certainement été atteinte dans sa dignité, le corps s'est senti atteint dans son honneur par toutes les accusations qui ont été injustement déversées contre lui. Depuis quinze jours, des milliers de policiers de tous les grades se sont sentis atteints, lorsqu'ils rentraient chez eux le soir, par leurs enfants : « Alors tu es fasciste ? » C'est qu'une partie de l'opinion publique au moins avait cru les accusations portées, et portées curieusement de l'intérieur même du corps. »

Il a rappelé que l'enquête de l'inspection générale avait révélé que, sur les trois mille quatre cents noms figurant sur les documents saisis dans les milieux d'extrême droite, vingt et un noms de policiers avaient été repérés dont « deux seulement étaient membres actifs de mouvements d'extrême droite ». Précisant qu'ils étaient encore dans la police, il a ajouté : « Leur dossier fait actuellement l'objet d'une examen très attentif pour voir s'ils ont contrevenu à la déontologie policière. »

M. Bonnet a poursuivi : « Il y a cent dix mille policiers en France, deux membres actifs de mouvements sont issus de la F.A.N.E. (...) Deux ! Mettons même qu'il y en ait quatre, mettons même qu'il y en ait six. Alors qu'à dix, il y a cent mille policiers, cela fait un policier sur dix mille. Un sur dix mille ! »

« La lettre de M. Joly. — Interrogé au sujet de la mise en cause, par M. Guy Joly, magistrat instructeur (le Monde du 18 octobre), des méthodes de la brigade criminelle à propos des enquêtes sur les neo-nazis, le ministre a répondu : « Je n'ai pas à m'immiscer dans les rapports entre la justice et la police judiciaire. C'est le juge qui dirige l'enquête. » Il a cependant rendu hommage au « dévouement » et à « l'efficacité » de la brigade criminelle.

« Le terrorisme. — « Il n'y a pas de terrorisme de droite, il n'y a pas de terrorisme de gauche, il n'y a pas de terrorisme de gauche (...). Il est donc tout à fait inexact de prétendre que nous faisons une différence entre un terrorisme et l'autre. »

« Au sujet de l'attentat de la rue Copernic et de la « piste chypriote », M. Bonnet a indiqué : « L'attentat de la rue Copernic, il est évident que c'est une affaire internationale (...). »

Le ministre a ajouté : « On a tenté de déstabiliser un certain nombre d'États (...). S'il devait apparaître, au cours des prochains mois, que des attentats du type de celui, hélas ! réussi rue Copernic, ou Dieu merci évité à la Bourse de Paris, se reproduisent, il faudrait incontestablement parler de déstabilisation (...). J'ai le sentiment, et je veux croire que ce ne sont pas nos compatriotes, que ce ne sont pas des Français qui sont les instigateurs d'actes aussi répoussants. »

« L'affaire de Broglie. — M. Bonnet a confirmé la déclaration « sur l'honneur » qu'il avait faite le 9 avril à l'Assemblée nationale et ajouté : « Tout ce que j'ai pu lire ou entendre depuis lors a achevé de me convaincre que M. Pompidou n'a eu, avant la mesure, aucune connaissance des menaces qui pesaient sur M. de Broglie. Et s'il apparaît que des contradictions peuvent exister entre certaines explications, cela donne à voir à la Bourse de Paris, il y a eu réouverture du dossier, c'est au conseiller Chevalier (...) qu'il appartient d'apprécier. »

Le ministre a indiqué : « L'informateur qui avait donné quel-

ques indications qui auraient pu laisser croire que la vie de M. de Broglie était menacée, ayant quelques mois plus tôt donné des indications qui étaient apparues dénuées de tout fondement, M. Bonnet a déclaré : « J'ai fait tout ce que j'ai pu pour que l'enquête soit menée de la manière la plus sérieuse et la plus diligente possible. »

« M. Bonnet persiste et signe. Pour montrer le comportement de M. Durand, le ministre tire argument du fait que « les indications » données quelques mois plus tôt par l'inspecteur Bous « étaient dénuées de tout fondement ». Ces indications concernaient de faux bons du Trésor. Or, l'inspecteur Bous a toujours été un homme d'extrême droite, mais aussi et surtout, les supérieurs de ce policier ont toujours apprécié la qualité des informations fournies par cet inspecteur, qui ont permis d'opérer de nombreuses arrestations. Plus étonnant encore de la part d'un ministre de l'intérieur est le fait de justifier avec M. Durand pas transmis au haut lieu l'information fautive et des menaces pesant sur Jean de Broglie.

« Il est vrai qu'il n'est pas prouvé que M. Pompidou était au courant du projet d'assassinat visant Jean de Broglie, il en a cependant été informé après, ainsi que les autorités policières. Or, aucun informateur n'a jamais été sanctionné, et si un supplément d'information a été décidé, c'est bien grâce à la publication du rapport concernant les menaces pesant sur le député de l'Eure. — M. B.-B. »

« Le terrorisme. — « Il n'y a pas de terrorisme de droite, il n'y a pas de terrorisme de gauche, il n'y a pas de terrorisme de gauche (...). Il est donc tout à fait inexact de prétendre que nous faisons une différence entre un terrorisme et l'autre. »

« Au sujet de l'attentat de la rue Copernic et de la « piste chypriote », M. Bonnet a indiqué : « L'attentat de la rue Copernic, il est évident que c'est une affaire internationale (...). »

Le ministre a ajouté : « On a tenté de déstabiliser un certain nombre d'États (...). S'il devait apparaître, au cours des prochains mois, que des attentats du type de celui, hélas ! réussi rue Copernic, ou Dieu merci évité à la Bourse de Paris, se reproduisent, il faudrait incontestablement parler de déstabilisation (...). J'ai le sentiment, et je veux croire que ce ne sont pas nos compatriotes, que ce ne sont pas des Français qui sont les instigateurs d'actes aussi répoussants. »

« L'affaire de Broglie. — M. Bonnet a confirmé la déclaration « sur l'honneur » qu'il avait faite le 9 avril à l'Assemblée nationale et ajouté : « Tout ce que j'ai pu lire ou entendre depuis lors a achevé de me convaincre que M. Pompidou n'a eu, avant la mesure, aucune connaissance des menaces qui pesaient sur M. de Broglie. Et s'il apparaît que des contradictions peuvent exister entre certaines explications, cela donne à voir à la Bourse de Paris, il y a eu réouverture du dossier, c'est au conseiller Chevalier (...) qu'il appartient d'apprécier. »

Le ministre a indiqué : « L'informateur qui avait donné quel-

ques indications qui auraient pu laisser croire que la vie de M. de Broglie était menacée, ayant quelques mois plus tôt donné des indications qui étaient apparues dénuées de tout fondement, M. Bonnet a déclaré : « J'ai fait tout ce que j'ai pu pour que l'enquête soit menée de la manière la plus sérieuse et la plus diligente possible. »

« M. Bonnet persiste et signe. Pour montrer le comportement de M. Durand, le ministre tire argument du fait que « les indications » données quelques mois plus tôt par l'inspecteur Bous « étaient dénuées de tout fondement ». Ces indications concernaient de faux bons du Trésor. Or, l'inspecteur Bous a toujours été un homme d'extrême droite, mais aussi et surtout, les supérieurs de ce policier ont toujours apprécié la qualité des informations fournies par cet inspecteur, qui ont permis d'opérer de nombreuses arrestations. Plus étonnant encore de la part d'un ministre de l'intérieur est le fait de justifier avec M. Durand pas transmis au haut lieu l'information fautive et des menaces pesant sur Jean de Broglie.

« Il est vrai qu'il n'est pas prouvé que M. Pompidou était au courant du projet d'assassinat visant Jean de Broglie, il en a cependant été informé après, ainsi que les autorités policières. Or, aucun informateur n'a jamais été sanctionné, et si un supplément d'information a été décidé, c'est bien grâce à la publication du rapport concernant les menaces pesant sur le député de l'Eure. — M. B.-B. »

« Le terrorisme. — « Il n'y a pas de terrorisme de droite, il n'y a pas de terrorisme de gauche, il n'y a pas de terrorisme de gauche (...). Il est donc tout à fait inexact de prétendre que nous faisons une différence entre un terrorisme et l'autre. »

« Au sujet de l'attentat de la rue Copernic et de la « piste chypriote », M. Bonnet a indiqué : « L'attentat de la rue Copernic, il est évident que c'est une affaire internationale (...). »

Le ministre a ajouté : « On a tenté de déstabiliser un certain nombre d'États (...). S'il devait apparaître, au cours des prochains mois, que des attentats du type de celui, hélas ! réussi rue Copernic, ou Dieu merci évité à la Bourse de Paris, se reproduisent, il faudrait incontestablement parler de déstabilisation (...). J'ai le sentiment, et je veux croire que ce ne sont pas nos compatriotes, que ce ne sont pas des Français qui sont les instigateurs d'actes aussi répoussants. »

« L'affaire de Broglie. — M. Bonnet a confirmé la déclaration « sur l'honneur » qu'il avait faite le 9 avril à l'Assemblée nationale et ajouté : « Tout ce que j'ai pu lire ou entendre depuis lors a achevé de me convaincre que M. Pompidou n'a eu, avant la mesure, aucune connaissance des menaces qui pesaient sur M. de Broglie. Et s'il apparaît que des contradictions peuvent exister entre certaines explications, cela donne à voir à la Bourse de Paris, il y a eu réouverture du dossier, c'est au conseiller Chevalier (...) qu'il appartient d'apprécier. »

Le ministre a indiqué : « L'informateur qui avait donné quel-

## AU CONSEIL DES MINISTRES

### Convergence de vues et liberté d'appréciation

note M. Giscard d'Estaing à son retour de Chine

Au cours du conseil des ministres qui s'est réuni exceptionnellement jeudi 23 octobre, M. Giscard d'Estaing a commenté son voyage officiel en Chine qui s'était terminé la veille. Le chef de l'État a notamment fait quatre remarques :

« La Chine a donné la priorité au développement et elle s'engage sur la voie qui fera d'elle une grande puissance moderne. En raison des dimensions de son territoire elle se consacre à la mise en place d'un système économique original de développement. »

« L'évolution de la Chine aura une influence considérable sur le monde à venir. La France estime qu'une Chine active, participant pleinement à la responsabilité internationale, constitue un facteur de paix et d'équilibre dans le monde. »

« Il existe pour l'essentiel, entre la France et la Chine, une large convergence de vues sur les grands problèmes fondamentaux qui doivent être résolus, et notamment à l'ensemble des situations de crise qui ont été passées en revue, même si chaque pays entend conserver sa liberté d'appréciation. La France et la Chine souhaitent qu'affirme l'existence d'un monde multipolaire où la Chine et l'Europe sont appelées à exercer un rôle croissant. »

« Le chef de l'État a remarqué l'intérêt porté au cours des entretiens sur les relations bilatérales franco-chinoises ; sur le plan politique, c'est la décision d'établir un système de consultation.

« M. Giscard d'Estaing a également souligné la convergence de vues sur les grands problèmes fondamentaux qui doivent être résolus, et notamment à l'ensemble des situations de crise qui ont été passées en revue, même si chaque pays entend conserver sa liberté d'appréciation. La France et la Chine souhaitent qu'affirme l'existence d'un monde multipolaire où la Chine et l'Europe sont appelées à exercer un rôle croissant. »

« Le chef de l'État a remarqué l'intérêt porté au cours des entretiens sur les relations bilatérales franco-chinoises ; sur le plan politique, c'est la décision d'établir un système de consultation.

« M. Giscard d'Estaing a également souligné la convergence de vues sur les grands problèmes fondamentaux qui doivent être résolus, et notamment à l'ensemble des situations de crise qui ont été passées en revue, même si chaque pays entend conserver sa liberté d'appréciation. La France et la Chine souhaitent qu'affirme l'existence d'un monde multipolaire où la Chine et l'Europe sont appelées à exercer un rôle croissant. »

« Le chef de l'État a remarqué l'intérêt porté au cours des entretiens sur les relations bilatérales franco-chinoises ; sur le plan politique, c'est la décision d'établir un système de consultation.

« M. Giscard d'Estaing a également souligné la convergence de vues sur les grands problèmes fondamentaux qui doivent être résolus, et notamment à l'ensemble des situations de crise qui ont été passées en revue, même si chaque pays entend conserver sa liberté d'appréciation. La France et la Chine souhaitent qu'affirme l'existence d'un monde multipolaire où la Chine et l'Europe sont appelées à exercer un rôle croissant. »

« Le chef de l'État a remarqué l'intérêt porté au cours des entretiens sur les relations bilatérales franco-chinoises ; sur le plan politique, c'est la décision d'établir un système de consultation.

« M. Giscard d'Estaing a également souligné la convergence de vues sur les grands problèmes fondamentaux qui doivent être résolus, et notamment à l'ensemble des situations de crise qui ont été passées en revue, même si chaque pays entend conserver sa liberté d'appréciation. La France et la Chine souhaitent qu'affirme l'existence d'un monde multipolaire où la Chine et l'Europe sont appelées à exercer un rôle croissant. »

« Le chef de l'État a remarqué l'intérêt porté au cours des entretiens sur les relations bilatérales franco-chinoises ; sur le plan politique, c'est la décision d'établir un système de consultation.

« M. Giscard d'Estaing a également souligné la convergence de vues sur les grands problèmes fondamentaux qui doivent être résolus, et notamment à l'ensemble des situations de crise qui ont été passées en revue, même si chaque pays entend conserver sa liberté d'appréciation. La France et la Chine souhaitent qu'affirme l'existence d'un monde multipolaire où la Chine et l'Europe sont appelées à exercer un rôle croissant. »

« Le chef de l'État a remarqué l'intérêt porté au cours des entretiens sur les relations bilatérales franco-chinoises ; sur le plan politique, c'est la décision d'établir un système de consultation.

« M. Giscard d'Estaing a également souligné la convergence de vues sur les grands problèmes fondamentaux qui doivent être résolus, et notamment à l'ensemble des situations de crise qui ont été passées en revue, même si chaque pays entend conserver sa liberté d'appréciation. La France et la Chine souhaitent qu'affirme l'existence d'un monde multipolaire où la Chine et l'Europe sont appelées à exercer un rôle croissant. »

« Le chef de l'État a remarqué l'intérêt porté au cours des entretiens sur les relations bilatérales franco-chinoises ; sur le plan politique, c'est la décision d'établir un système de consultation.

« M. Giscard d'Estaing a également souligné la convergence de vues sur les grands problèmes fondamentaux qui doivent être résolus, et notamment à l'ensemble des situations de crise qui ont été passées en revue, même si chaque pays entend conserver sa liberté d'appréciation. La France et la Chine souhaitent qu'affirme l'existence d'un monde multipolaire où la Chine et l'Europe sont appelées à exercer un rôle croissant. »

« Le chef de l'État a remarqué l'intérêt porté au cours des entretiens sur les relations bilatérales franco-chinoises ; sur le plan politique, c'est la décision d'établir un système de consultation.

« M. Giscard d'Estaing a également souligné la convergence de vues sur les grands problèmes fondamentaux qui doivent être résolus, et notamment à l'ensemble des situations de crise qui ont été passées en revue, même si chaque pays entend conserver sa liberté d'appréciation. La France et la Chine souhaitent qu'affirme l'existence d'un monde multipolaire où la Chine et l'Europe sont appelées à exercer un rôle croissant. »

« Le chef de l'État a remarqué l'intérêt porté au cours des entretiens sur les relations bilatérales franco-chinoises ; sur le plan politique, c'est la décision d'établir un système de consultation.

« M. Giscard d'Estaing a également souligné la convergence de vues sur les grands problèmes fondamentaux qui doivent être résolus, et notamment à l'ensemble des situations de crise qui ont été passées en revue, même si chaque pays entend conserver sa liberté d'appréciation. La France et la Chine souhaitent qu'affirme l'existence d'un monde multipolaire où la Chine et l'Europe sont appelées à exercer un rôle croissant. »

« Le chef de l'État a remarqué l'intérêt porté au cours des entretiens sur les relations bilatérales franco-chinoises ; sur le plan politique, c'est la décision d'établir un système de consultation.

« M. Giscard d'Estaing a également souligné la convergence de vues sur les grands problèmes fondamentaux qui doivent être résolus, et notamment à l'ensemble des situations de crise qui ont été passées en revue, même si chaque pays entend conserver sa liberté d'appréciation. La France et la Chine souhaitent qu'affirme l'existence d'un monde multipolaire où la Chine et l'Europe sont appelées à exercer un rôle croissant. »

« Le chef de l'État a remarqué l'intérêt porté au cours des entretiens sur les relations bilatérales franco-chinoises ; sur le plan politique, c'est la décision d'établir un système de consultation.

« M. Giscard d'Estaing a également souligné la convergence de vues sur les grands problèmes fondamentaux qui doivent être résolus, et notamment à l'ensemble des situations de crise qui ont été passées en revue, même si chaque pays entend conserver sa liberté d'appréciation. La France et la Chine souhaitent qu'affirme l'existence d'un monde multipolaire où la Chine et l'Europe sont appelées à exercer un rôle croissant. »

« Le chef de l'État a remarqué l'intérêt porté au cours des entretiens sur les relations bilatérales franco-chinoises ; sur le plan politique, c'est la décision d'établir un système de consultation.

« M. Giscard d'Estaing a également souligné la convergence de vues sur les grands problèmes fondamentaux qui doivent être résolus, et notamment à l'ensemble des situations de crise qui ont été passées en revue, même si chaque pays entend conserver sa liberté d'appréciation. La France et la Chine souhaitent qu'affirme l'existence d'un monde multipolaire où la Chine et l'Europe sont appelées à exercer un rôle croissant. »

« Le chef de l'État a remarqué l'intérêt porté au cours des entretiens sur les relations bilatérales franco-chinoises ; sur le plan politique, c'est la décision d'établir un système de consultation.

« M. Giscard d'Estaing a également souligné la convergence de vues sur les grands problèmes fondamentaux qui doivent être résolus, et notamment à l'ensemble des situations de crise qui ont été passées en revue, même si chaque pays entend conserver sa liberté d'appréciation. La France et la Chine souhaitent qu'affirme l'existence d'un monde multipolaire où la Chine et l'Europe sont appelées à exercer un rôle croissant. »

« Le chef de l'État a remarqué l'intérêt porté au cours des entretiens sur les relations bilatérales franco-chinoises ; sur le plan politique, c'est la décision d'établir un système de consultation.

**À TROP VOUS ATTENDRE**

**VENEZ REUSSIR**

**vos Automne 80**

**dans la Boutique**

**Burberrys**

**chez**

**RAYMONDE**

**LESCUR**

**Centre**

**Maine-Montparnasse**

**de 10 h à 19 h 30**

### Au Liban

#### M. Chafic Wazzan est chargé de former un nouveau cabinet

De notre correspondant

Beirut. — Un nouveau chef de gouvernement, M. Chafic Wazzan, a été désigné, le mercredi 22 octobre, pour tenter de dénouer la crise ministérielle ouverte le 10 octobre par le démissionnaire du premier ministre, M. Selim El Hoss. Une précédente tentative en juillet-août avait échoué : nommé à cette fonction, M. Takkieddine El Solh, avait dû se résigner alors qu'un cabinet de large regroupement national était virtuellement mis sur pied, à la suite d'un veto syrien qui avait entraîné des défections en chaîne parmi les ministres présentés dans le camp islamoprogressiste.

Depuis lors, le Liban s'était installé dans la crise ministérielle et s'y était accablé. Finalement, le 22 octobre, le président du Liban, M. Elias Hrawi, a nommé M. Chafic Wazzan à la tête d'un nouveau cabinet. M. Wazzan, 52 ans, est un homme d'affaires, ancien ministre de l'Économie, et a été chargé de former le nouveau cabinet.

« M. Wazzan a déclaré qu'il était conscient des difficultés que le Liban affrontait et qu'il était déterminé à les surmonter. Il a également souligné la nécessité d'une réforme constitutionnelle et d'une réforme judiciaire. »

« M. Wazzan a également souligné la nécessité d'une réforme constitutionnelle et d'une réforme judiciaire. Il a également souligné la nécessité d'une réforme constitutionnelle et d'une réforme judiciaire. »

« M. Wazzan a également souligné la nécessité d'une réforme constitutionnelle et d'une réforme judiciaire. Il a également souligné la nécessité d'une réforme constitutionnelle et d'une réforme judiciaire. »

« M. Wazzan a également souligné la nécessité d'une réforme constitutionnelle et d'une réforme judiciaire. Il a également souligné la nécessité d'une réforme constitutionnelle et d'une réforme judiciaire. »

« M. Wazzan a également souligné la nécessité d'une réforme constitutionnelle et d'une réforme judiciaire. Il a également souligné la nécessité d'une réforme constitutionnelle et d'une réforme judiciaire. »

« M. Wazzan a également souligné la nécessité d'une réforme constitutionnelle et d'une réforme judiciaire. Il a également souligné la nécessité d'une réforme constitutionnelle et d'une réforme judiciaire. »

### En Espagne

#### UNE SOIXANTAINE D'ENFANTS TUÉS DANS L'EFFONDREMENT DE LEUR ÉCOLE

Ortella (A.F.P.). — Une soixantaine d'enfants ont été tués dans l'effondrement de leur école à Ortella, à 20 kilomètres de Bilbao, dimanche 22 octobre. Les premières estimations officielles, quarante-sept cadavres ont été retirés des débris pour l'instant.

Les enfants étaient en cours de récréation, selon les témoignages de divers sauveteurs. Les murs de l'école, construite en 1960, étaient en mauvais état. Les débris ont été envoyés sur place d'urgence par hélicoptère.

L'école était occupée par mille trois cents élèves quand une forte explosion de la chaudière du chauffage central, selon les premiers indices, a provoqué l'effondrement d'une partie du bâtiment.

« L'affaire de Broglie. — M. Bonnet a confirmé la déclaration « sur l'honneur » qu'il avait faite le 9 avril à l'Assemblée nationale et ajouté : « Tout ce que j'ai pu lire ou entendre depuis lors a achevé de me convaincre que M. Pompidou n'a eu, avant la mesure, aucune connaissance des menaces qui pesaient sur M. de Broglie. Et s'il apparaît que des contradictions peuvent exister entre certaines explications, cela donne à voir à la Bourse de Paris, il y a eu réouverture du dossier, c'est au conseiller Chevalier (...) qu'il appartient d'apprécier. »

Le ministre a indiqué : « L'informateur qui avait donné quel-

« M. Bonnet persiste et signe. Pour montrer le comportement de M. Durand, le ministre tire argument du fait que « les indications » données quelques mois plus tôt par l'inspecteur Bous « étaient dénuées de tout fondement ». Ces indications concernaient de faux bons du Trésor. Or, l'inspecteur Bous a toujours été un homme d'extrême droite, mais aussi et surtout, les supérieurs de ce policier ont toujours apprécié la qualité des informations fournies par cet inspecteur, qui ont permis d'opérer de nombreuses arrestations. Plus étonnant encore de la part d'un ministre de l'intérieur est le fait de justifier avec M. Durand pas transmis au haut lieu l'information fautive et des menaces pesant sur Jean de Broglie.

« Il est vrai qu'il n'est pas prouvé que M. Pompidou était au courant du projet d'assassinat visant Jean de Broglie, il en a cependant été informé après, ainsi que les autorités policières. Or, aucun informateur n'a jamais été sanctionné, et si un supplément d'information a été décidé, c'est bien grâce à la publication du rapport concernant les menaces pesant sur le député de l'Eure. — M. B.-B. »

« Le